

Pierre SAMUEL

HISTOIRE DES AMIS DE LA TERRE

1970 – 1989 : VINGT ANS AU COEUR DE L'ÉCOLOGIE

## AVANT-PROPOS

Les Amis de la Terre ont le plaisir de publier ici une *Histoire des Amis de la Terre* portant le sous-titre *1970-1989 : vingt ans au coeur de l'écologie*. Comme son auteur, Pierre Samuel, le rappelle lui-même, le texte a été écrit en 1998, à la demande de "jeunes" membres, trentenaires ou presque, du Conseil National de l'époque.

Pierre nous avait accompagné après le déménagement qui avait suivi l'Assemblée Générale de Revel de septembre 1997, réunion particulièrement tendue, comme l'était la situation de l'association à l'époque. Avec d'autres, il intervint lors de cette réunion pour calmer les esprits et rassembler les énergies disponibles et, quelques mois plus tard, répondit très favorablement à la demande des jeunes militants. Il se mit au travail en partant de ses archives pour écrire une brève (du moins le croyait-il) histoire de notre mouvement.

C'est que Pierre, arrivé en 1973, en a été l'un des animateurs principaux. Mathématicien reconnu, normalien, Docteur en Philosophie et résistant pendant la seconde guerre mondiale au sein des FFI de Savoie, le combat écologiste est ancré chez lui dans la conviction que la science devait reconnaître et contribuer à maîtriser les dangers de la technique. Cette conviction, et sa morale d'inspiration stoïque et épicurienne ont nourri un immense travail, notamment d'expertise scientifique, pour notre association. La durée et la constance de sa présence en font naturellement l'un des principaux témoins de notre histoire.

Avec le concours d'Alain Hervé, président fondateur, Pierre décrit donc ici les principaux combats de l'association, tout comme les débats qui ont enfanté une structure souple, correspondant aux aspirations des militants. C'est contre le nucléaire, l'automobile, les marées noires, et pour d'autres choix énergétiques, agricoles et d'aménagement du territoire que s'engagèrent les principales luttes. A ces actions nombreuses, parfois violentes, vinrent s'ajouter, dès les années quatre-vingts, la dénonciation des manipulations génétiques et de leurs effets.

Le lecteur découvrira les rencontres qui sont à l'origine des Amis de la Terre, les premières actions et le développement du réseau. Il découvrira sans doute des aspects insolites et inattendus. Il pourra aussi être surpris par l'importance des actions électorales, car jusqu'en 1983 et en l'absence de partis politiques écologistes les associations soutenaient des candidats écologistes aux élections. Il sera sans doute moins étonné, hélas, par la permanence des conséquences et des questions posées par le « progrès » depuis les années soixante-dix. Les militants actifs seront quant à eux témoins de la constance des débats internes à la structure entre sensibilités autogestionnaires, libertaires et plus jacobines, favorables, selon les tendances, à un certain centralisme, au fédéralisme ou à un fonctionnement en réseau.

Nous sommes donc fiers de présenter au lecteur un document de première main qui raconte les deux premières décennies de notre mouvement. Connaissant les Amis de la Terre, il se pourrait que cette publication suscite des réactions, sur l'éclairage choisi, sur les événements retenus ou sur la période couverte par l'auteur et qui est celle de son plus grand engagement. Il est vrai qu'elle s'achève *grosso modo* sur la nomination de Brice Lalonde au Ministère de l'Environnement, dans le contexte d'une recomposition du mouvement écologiste qui ne s'achèvera que dans les années 2000. Cette recomposition n'a pas épargné les Amis de la Terre, qui ont alors connu, eux aussi, des années sombres.

Nous n'avons pas vocation à produire une histoire officielle des Amis de la Terre, car il s'agit ici d'un témoignage. Nous accueillerons donc avec tout le respect auquel ils ont droit les autres témoignages qui pourraient se faire jour sur les trente-cinq ans d'une histoire dont nous pouvons être fiers. Nous renvoyons par ailleurs les lecteurs qui voudraient aller plus loin sur l'histoire du mouvement écologiste en France aux excellents ouvrages existant sur la question.

Il ne nous reste donc qu'à remercier très chaleureusement Pierre Samuel, notre Président d'Honneur, et (en quelque sorte) notre doyen, pour avoir bien voulu relire les dernières épreuves de son texte, mais surtout, une fois encore, pour son apport considérable à la cause.

Qu'il reçoive ici le témoignage de notre profonde reconnaissance et nos plus terrestres amitiés.

Le Conseil Fédéral des Amis de la Terre, 23 septembre 2006.

## INTRODUCTION

Les jeunes membres des *Conseils des Amis de la Terre*, connaissant l'âge de l'association et ayant eu vent de sa réputation, m'ont demandé de leur parler de son histoire, d'évoquer son passé. Sensible à la nécessité de conserver la mémoire de l'association et disposant de souvenirs et d'archives bien classés, j'ai volontiers accepté de le faire. Mais je ne me rendais pas compte alors de la longueur du texte qui en résulterait. Je me suis en effet efforcé de ne rien omettre d'essentiel, de décrire les motivations et le contexte des actions qui ont été menées et de donner les détails matériels qui m'ont paru frappants ou amusants.

Il s'agit d'un travail sur documents – notamment des notes et des coupures de presse extraites du *Courrier de la Baleine* et des *Bulletins de liaison* – que j'avais accumulés et classés. C'est moins vivant qu'un récit issu d'interviews des acteurs, mais c'est plus complet et plus précis. J'ai été, bien sûr, guidé par les souvenirs, souvent vivaces, que je garde des actions des *Amis de la Terre*. Ayant réduit mes activités à la fin de 1989, c'est là que j'ai arrêté mon récit : il aurait, sinon, manqué d'homogénéité.

Malgré l'exactitude des faits, des dates et des lieux, certains trouveront peut-être ma présentation un peu personnelle. Je me suis pourtant efforcé d'exposer de mon mieux les diverses positions des *Amis de la Terre* face aux décisions qu'ils ont eues à prendre. Mais, ayant souvent participé à ces décisions, il se peut que mes propres points de vue soient parfois mieux exposés que d'autres.

L'importance des actions anti-nucléaires et électorales, dans les années 70, m'a conduit à traiter ces questions dans des chapitres séparés (Chap. II et III). Une séparation du même genre n'a pas été jugée utile pour les années 80.

Trois appendices traitent des groupes locaux, des publications et des locaux des *Amis de la Terre*. On trouvera, dans le premier, quelques mots sur des militants qui m'ont frappé par leur importance dans le mouvement. Une annexe reproduit quelques textes de la période couverte.

En guise de conclusion figurent mes commentaires sur la grande oeuvre des *Amis de la Terre* durant leurs vingt premières années, et sur la situation actuelle dans les secteurs où ils ont été les plus actifs. J'y ajoute deux avis très personnels sur l'orientation des campagnes à mener<sup>1</sup>.

Quelques abréviations utilisées.

AT = Amis de la Terre.

AT-Landes = groupe Amis de la terre des Landes (idem autres groupes).

RAT = Réseau des Amis de la Terre.

FOE = Friends of the Earth, Amis de la Terre dans les pays de langue Anglaise.

FOEI = Friends of the Earth International, Réseau International des Amis de la Terre.

CEAT = Coordination Européenne des Amis de la Terre.

BEE = Bureau Européen de l'Environnement.

BL ou Béhel = Bulletin de Liaison des AT (voir Chap.I et App.II).

Baleine = "Courrier de la Baleine", périodique des AT;

Chatodo = local du 72, rue du Château d'Eau, 75010. Les locaux des AT sont souvent désignés par le nom de leur rue : L'Arbalète, Gambey, etc.

---

<sup>1</sup> Ce texte a été rédigé en 1998. Je ne vois rien de vraiment nouveau à ajouter.

## CHAPITRE I - LA PREMIÈRE DÉCENNIE (hors nucléaire et élections)

### *Fondations et premiers pas*

En 1969, l'écologiste Américain David Brower quittait la présidence du Sierra Club, une association quelque peu analogue à notre Club Alpin et qui oeuvrait pour la préservation de la nature sauvage. Dans le bouillonnement des idées écologistes qui agitait alors les ETATS-UNIS<sup>1</sup> depuis la publication du *Printemps Silencieux* de Rachel Carson<sup>2</sup>, il voulait qu'une association sache remonter aux causes des atteintes portées à l'environnement pour les combattre – comme par exemple la politique de l'énergie. Il fonda donc une nouvelle association, *Friends of the Earth* (FOE), dont le comité de soutien rassemblait des noms illustres.

Conscient du caractère international des problèmes écologiques, David Brower fit appel aux nombreux amis qu'il avait de par le monde, ce qui aboutit à la création des associations les *Amis de la Terre* à Paris (1970) et *Friends of the Earth – England* à Londres (1971). En France, ses principaux fondateurs étaient Edwin Matthews, un avocat américain travaillant à Paris, marié à une Française et Alain Hervé, un normand-breton, issu d'une famille de marins, écrivain et journaliste. Il avait navigué à la voile, trois ans de 1964 à 1967 autour du monde et travaillé en 1968 pour les Nations unies à la FAO à Rome, en tant que rédacteur en chef de l'édition française de la revue Cères. Il sera le premier président de l'association française.

Il avait rencontré Gary Soucié de Friends of the Earth à New-York en 1969 lors d'un reportage sur la campagne de Bob Kennedy pour les primaires démocrates à l'investiture présidentielle, à laquelle était mêlé le mouvement écologique naissant aux Etats-Unis. Soucié, membre de la rédaction de National Geographic, lui révéla les problèmes écologiques dont une partie de la gauche américaine commençait de débattre et pour lesquels il se passionna immédiatement.

Soucié le mit en contact avec Edwin Matthews, qui s'était illustré aux Etats-Unis pour avoir sauvé la vie d'un Noir américain injustement accusé de meurtre, et Brower, en déplacement à Paris, vint soutenir la gestation des Amis de la Terre – France. A la fin de 1969, l'association, nantie d'un local 25 quai Voltaire dans le septième arrondissement de Paris, prêté par Philippe Viannay, fondateur de l'école de voile des Glénans, de France Observateur et de l'Ecole de Journalisme CFJ, put rapidement compter sur quelques dizaines de membres bénévoles recrutés essentiellement de bouche à oreille. Un Comité de Parrainage fut recruté dont faisaient notamment partie Jean Dorst, Pierre Gascar, Claude Lévi-Strauss, Théodore Monod, Marguerite Yourcenar et Jean Rostand, attestait le sérieux de l'entreprise.

La première mission de l'association fut donc d'informer et d'alerter sur les questions d'environnement et sur les enjeux sociaux et politiques de la remise en cause du modèle occidental de développement. On hésitait alors à employer le mot « écologie » qui était inconnu du grand public. Le fait que quelques uns des premiers membres étaient journalistes facilita cette mission fondamentale des Amis de la Terre : un appel fut publié dans la presse, et l'association nationale enregistra un grand nombre de demandes d'adhésions.

---

<sup>1</sup> C'est alors que je passai l'année 1969-1970 aux États-Unis, à Harvard University, que je fus converti à l'écologie. La lecture des nombreux ouvrages qui traitaient du sujet de l'écologie et le percement des vieux quartiers de Boston, que j'adorais, par des voies express m'y incitèrent. De retour en France, j'adhérai à *Survivre et Vivre*, puis, vers 1973, aux AT.

<sup>2</sup> Dénonçant l'extermination des oiseaux et les autres méfaits des pesticides.

Les statuts furent déposés en préfecture le 11 juillet 1970 et la naissance de l'association se traduisit logiquement par la naissance en juillet 1971 d'un nouveau journal, *Le Courrier de la Baleine*, rédigé par Alain Hervé, avant même l'arrivée des mensuels *Le Sauvage* (1973) et *La Gueule Ouverte* (1972), principaux périodiques écologistes durant la même période. A une époque à laquelle les grands médias ne s'intéressaient pas aux problèmes d'environnement, les Amis de la Terre purent y poser dès le départ les grandes questions de l'écologie : limites de l'adaptabilité du monde vivant à la société industrielle, dangers du nucléaire, politique de protection de la nature, surpopulation, transports, agriculture. Ils prirent l'initiative de publier chez Fayard *La fin du ciel bleu* par Catherine Delsol, un réquisitoire anti Concorde (on nous accusa aussitôt de travailler pour la CIA) et une traduction du livre de Paul Erlich sur la surpopulation, intitulé *La Bombe P*. En posant clairement ces problèmes, ils affirmaient les grands principes et l'identité propre du mouvement écologique. Mais les constats d'ensemble et la mise en alerte de l'opinion voisinaient avec les luttes concrètes et locales : ainsi, révoltés par le projet de Georges Pompidou « d'adapter la ville à la voiture » par la construction de voies express, les AT se sont très tôt penchés sur le problème des voitures en ville et avaient réalisé une affiche représentant Notre-Dame traversée par un flot de voitures et portant le panneau « Défense de klaxonner pendant les offices ! ».

C'est précisément cette affiche, collée sur la vitrine d'une boulangerie, qui amena en 1972 Brice-Olivier Lalonde, correcteur et rédacteur de métier, à se présenter au petit local des AT, 25 quai Voltaire. Né en 1946, il était le fils d'un négociant en tissus et d'une Écossaise, née Forbes, grande cavalière et amoureuse de la nature, qui s'étaient rencontrés à Londres pendant la guerre et qui y fréquentaient un restaurant nommé « Chez Brice ». Les articles signés Olivier Forbes sont de lui et son bilinguisme était un grand atout dans les réunions internationales. Après de brillantes études au lycée Pasteur de Neuilly, où il disputait la première place à Laurent Fabius, puis à la Sorbonne, il se retrouva parmi les leaders des étudiants en lettres en mai 68 avant d'adhérer au Parti Socialiste Unifié ; mais, foncièrement libertarien, il était peu à l'aise dans l'atmosphère du gauchisme des multiples groupes issus des mouvements du mois de mai. Beaucoup plus en phase avec les combats qui s'opposaient à la société industrielle, et étant, contrairement aux principaux fondateurs, le seul à savoir militer (il avait l'expérience de la tenue de réunions, de la rédaction, du dessin et du tirage de tracts et d'autres textes), il devint très vite la tête politique et l'élément moteur des AT.

Sous son impulsion, les AT menèrent simultanément des actions anti-nucléaires, des actions sur les transports en ville et d'autres campagnes. Ce fut l'époque d'une visite critique du salon de l'automobile et de plusieurs « Manifs à Vélo » dont le slogan était « Bagnoles, ras-le-bol. Ça pue, ça pollue et ça rend nerveux ! ». Ces manifs rassemblaient des milliers de cyclistes et attirèrent beaucoup de jeunes vers les AT. René Dumont participa à l'une d'elles, fin 1973 : c'est à cette occasion que nous fîmes sa connaissance.

### *Un faisceau d'influences*

Comme les autres composantes du mouvement écologiste, les AT furent soumis à des influences plus ou moins convergentes. Chacune s'est reflétée dans les pratiques et dans les comportements des membres actifs.

1) Il y eut d'abord les cris d'alarme, les constats des terribles dégradations de l'environnement dont *Le Printemps Silencieux* de Rachel Carson fut le premier exemple. Les livres de Jean Dorst et de René Dubos évoquaient surtout les atteintes à la nature provoquées par la civilisation industrielle, du fait que l'homme dépassait sa niche écologique, et affirmaient que ce mode de fonctionnement ne pourrait durer. Paul Ehrlich mettait l'accent sur l'épuisement des ressources et sur la surpopulation. Plus social, plus soucieux du sort des hommes, Barry Commoner mettait en cause les erreurs dans les choix techniques. Après un constat catastrophiste, le franco-britannique Teddy Goldsmith, frère aîné du financier Jimmy, prônait dès 1968 dans *The Ecologist* (qui n'avait pas encore de version française) une société dont la stabilité de ses rapports à son environnement serait assurée par des institutions assez conservatrices ; on le voyait souvent aux AT. Il publia *Changer ou disparaître* (Fayard) Plus nuancé, Pierre Samuel faisait appel à une modération d'inspiration épico-stoïcienne. Alain Hervé qui avait passé la direction des Amis à Brice Lalonde retournait à son métier de journaliste et publiait en 1972 un numéro spécial du *Nouvel Observateur* intitulé *La dernière Chance de la Terre*, il s'en vendit 300000 exemplaires. Ce succès permit le lancement du *Sauvage*, un mensuel qui s'adressait au grand public plutôt qu'aux militants et faisait la promotion d'une culture écologique globale. Il durera jusqu'en 1981 et sera fermé pour n'avoir pas voulu soutenir la campagne présidentielle de François Mitterrand. (Brice Lalonde, membre de la rédaction du *Sauvage* était également candidat). En 1979, Alain Hervé publiait chez Stock *L'Homme sauvage* qui reprenait tous les thèmes du Sauvage et des AT.

La question de la croissance jouait à cette époque un rôle central. Pour les milieux dirigeants, elle devait rester exponentielle, avec des accroissements de x% par an. Il fut facile au Club de Rome de montrer, dans un livre sur *Les Limites de la Croissance* (Fayard), que c'était rigoureusement impossible. Cette démonstration eut d'autant plus d'effet qu'elle se fondait sur des calculs faits sur ordinateur à partir d'un modèle simplifié du monde mettant en jeu cinq variables principales (population, ressources, pollutions...) et leurs interactions. Cette critique de la croissance était relayée en France par le Groupe Diogène, un groupe de scientifiques Rhône-alpins animé par Philippe Lebreton, professeur de Biologie et d'Environnement à l'Université de Lyon-I<sup>3</sup>. Les vieux écolos qui ont vécu cette époque en ont gardé une méfiance viscérale de la croissance ; même le mot développement provoque leurs réticences, qui s'atténuent lorsqu'on ajoute durable.

Les slogans et affiches sur le thème « Nous allons tous crever » abondaient. *La Gueule Ouverte*, un périodique écologiste mensuel puis hebdomadaire, était « Le Journal qui annonce la fin du Monde ».

2) La tendance libertaire était issue de Mai 68. Sa forme la plus extrême et la plus raisonnée, la critique dévastatrice par les Situationnistes de la société du Pouvoir, de la Marchandise et du Spectacle, influençait quelques écologistes comme ceux qui, paraphrasant un célèbre télégramme situationniste de Mai 68, promettaient « de pendre le dernier pollueur avec les tripes du dernier technocrate ». La tendance libertaire se concrétisait dans des travaux qui, comme le *Post Scarcity Anarchism* (1971) de Murray Bookchin montraient les possibilités qu'offraient les technologies douces, c'est-à-dire des technologies décentralisées et respectueuses de l'environnement, pour servir de support à une société libre et autogérée. De son côté, Ivan Illich démontrait les faiblesses des grands appareils (voiture, santé, école). E.G. Schumacher proclamait que « Small is Beautiful » et le Groupe ADRET<sup>4</sup> montrait qu'on pourrait vivre décemment en travaillant deux heures par jour.

Cet utopisme libertaire, relayé par Pierre Fournier dans *Charlie Hebdo* et théorisé par Michel Bosquet, alias André Gorz, dans *Écologie et Liberté* (Ed. Galilée, 1977) se traduisit concrètement par la formation de communautés plus ou moins autarciques et par des démonstrations des applications permises par les techniques douces (maisons solaires, compostages variés, recyclages, agriculture biologique, éoliennes...). Des groupes et des militants des AT y ont été impliqués et sont toujours présents au sein de ces communautés.

---

<sup>3</sup> Voir *L'ex-croissance*, Denoël, 1978, préfacé par Brice Lalonde.

<sup>4</sup> Cf *Travailler deux heures par jour*, Seuil, 1977.

La tendance anti-autoritaire prenait parfois des formes qui, aujourd'hui, laissent songeur. Après la marée noire de l'Amoco Cadiz en mars 1978, certains AT dirent que l'association outrepassait son rôle en demandant une plus stricte réglementation de la navigation. Yves Lenoir voyait quant à lui dans l'alcootest une atteinte aux libertés individuelles.<sup>5</sup>

3) Moins connue peut-être est l'influence de Jacques Ellul et de Bernard Charbonneau.

J. Ellul (1912-1994), professeur de Droit à l'Université de Bordeaux, grand résistant, a publié en 1954 le livre prémonitoire *La technique ou l'enjeu du siècle*<sup>6</sup>, une analyse impitoyable des techniques naissantes qui montrait à quel point celles-ci façonnent les sociétés. Il dénonçait le mensonge véhiculé par le mythe de la protection de la nature par voie technocratique. Se refusant à fréquenter les cercles parisiens, il est mieux connu à l'étranger qu'en France.

Après de brillantes études d'histoire à Bordeaux et l'obtention de l'agrégation, B. Charbonneau (1911-1996) renonce à la carrière universitaire et urbaine pour enseigner à l'École Normale de Lescar, près de Pau, et se retrouver ainsi au cœur de la campagne béarnaise qu'il affectionnait tant, y savourant en gourmet les produits les plus simples et les moins frelatés de ce terroir. Il a publié une douzaine de livres, dont *Le Jardin de Babylone*<sup>7</sup> et *Tristes Campagnes*<sup>8</sup>, deux brillantes défenses de la campagne, cet ensemble d'écosystèmes productifs lentement façonnés par des générations de moines et de paysans et fonctionnant de façon durable (la nature sauvage, défendue par R. Hainard, l'intéressait peu, car presque absente du territoire français). Il a aussi écrit de très nombreux articles de réflexion écologiste dans *Combat Nature*, où les relations dialectiques entre Nature et Liberté étaient souvent analysées.

Ellul et Charbonneau, tous deux Protestants, étaient de grands amis. Vers 1937, ils avaient appartenu au courant personnaliste et collaboré à la revue *Esprit* de E. Mounier. Tous deux mettaient l'accent sur les problèmes qui étaient ignorés par les principaux intellectuels, de gauche comme de droite. En 1972 et en 1973, ils organisèrent, dans la propriété de B. Charbonneau sur le Gave d'Oloron, au lieu-dit Le Boucau, des « Entretiens du Boucau » réunissant écologistes, scientifiques critiques et sociologues peu conventionnels. À partir de 1973, ils animèrent le Comité de Défense de la Côte Aquitaine qui s'opposait au gigantisme des projets technocratiques d'aménagement touristique de cette côte.

4) Il y eut enfin la critique du scientisme et des experts. La critique du scientisme, c'est-à-dire d'un culte de la science vue comme unique source de connaissance et comme unique fondement des décisions, fut, en France, le fait de groupes soixante-huitards comme *Survivre et Vivre*<sup>9</sup> et *Impasciences*. Elle se porta aussitôt sur les certitudes scientifiques des experts en énergie nucléaire qui affirmaient que « toutes les précautions étaient prises » et « qu'il n'y avait rien à craindre », puis sur celles des économistes qui estimaient que la consommation d'électricité doublait tous les dix ans. Le relais de ces mouvements assez temporaires fut pris de diverses façons.

---

<sup>5</sup> Voir "La Baleine", n°39, Nov. 1978.

<sup>6</sup> Voir A. Colin, 1954.

<sup>7</sup> Voir Gallimard, 1969.

<sup>8</sup> Voir Denoël, 1973.

<sup>9</sup> Plusieurs membres de ce groupe de scientifiques fondé autour d'Alexandre Grothendieck, mathématicien, vinrent rejoindre les Amis de la Terre, dont Pierre Samuel, chercheur en algèbre, auteur de ce livre.

Certains écolos, très rares chez les AT, se mirent à rejeter toute la science constituée et à être tentés par des sciences parallèles, pourtant beaucoup moins fondées. Les AT, en général, accordaient beaucoup d'attention aux questions scientifiques, peut-être à cause de la présence parmi eux d'animateurs de formation scientifique comme Yves Lenoir, Pierre Samuel ou Yves Cochet. Il s'agissait de dénoncer les lacunes de l'information officielle, de mettre l'accent sur les données qu'elle ne prenait pas en compte, de révéler les glissements sémantiques qui, à la place de « il n'est pas prouvé que c'est mauvais », l'amenaient à dire « il est prouvé que ce n'est pas mauvais ». C'était là un travail mené en parallèle avec les groupes de « scientifiques critiques » qui mettaient l'accent sur les faiblesses et les erreurs des experts officiels et qui fournissaient une information indépendante : *Concerned Scientists* aux ETATS-UNIS, GSIEN et CRII-RAD en France (Voir Chap. II). Les luttes menées contre les secrets d'État, contre les secrets industriels et pour le droit d'accès aux documents publics relèvent de cette même sensibilité.

### *Une rapide prise de conscience des problèmes*

À la lecture des premiers textes des AT on trouve, outre des informations sur les problèmes écologiques qui étaient classiques à l'époque, des informations sur des questions qui n'ont retenu l'attention que bien plus tard, comme le caractère particulièrement polluant des moteurs Diesel (1971), la viande aux hormones (1971), le réchauffement climatique (1974), l'attaque de la couche d'ozone par les CFC (dits alors fréons ; 1975), la baisse des nappes phréatiques (1976), les manipulations génétiques, en particulier celles qui cherchaient à permettre aux céréales de fixer l'azote de l'air (1977), le courrier électronique et la disparition des facteurs (1978) et la division internationale du travail (1978).

### *Premières actions (hors nucléaire et élections).*

La sauvegarde des baleines, mise en exergue par le titre du journal des AT, était le but du groupe appelé Projet Jonah qui suscita la sympathie du public pour ces admirables animaux en organisant des conférences, des expositions de photos et de dessins d'enfants et en réalisant des disques faisant entendre le chant des baleines. Fort de cette sympathie, il fit pression pour que le gouvernement prenne, à la Commission Baleinière Internationale, une position favorable à la protection de plusieurs espèces. Ce sont des membres de ce groupe qui fondèrent, en 1976-1977, l'antenne française de Greenpeace.

En 1973, Brice Lalonde participa sur le "Fri", avec le Général de Bollardière, J.M. Müller et l'abbé Toulat, à une navigation de protestation contre les essais nucléaires dans l'atmosphère à Mururoa. Valéry Giscard d'Estaing les transforma en essais souterrains lors de son arrivée au pouvoir, en 1974. Brice Lalonde recommença à la fin de 1981, cette fois sur un navire de Greenpeace : il obtint l'envoi de missions scientifiques dirigées par H. Tazieff, puis par le Néo-zélandais Atkinson. Si ces missions trouvèrent un niveau normal de radioactivité, elles s'inquiétèrent des risques géologiques.

Les AT appuyèrent dès le début la lutte des paysans du Larzac contre la réquisition de leurs terres destinée à permettre l'extension d'un camp militaire. Ils vinrent nombreux aux réunions qui s'y tenaient, prirent des parts dans le Groupement Foncier Agricole destiné à retarder les expropriations, et furent de la manifestation conduite, moutons en tête, par les paysans du Larzac sur les boulevards extérieurs de Paris (« Des moutons, pas de canons ! »). Ils lancèrent une souscription qui aboutit à la construction d'une éolienne sur le Larzac.

Déjà révoltés par les épandages de défoliants dans le Morvan, les AT étaient prêts à se mobiliser lors de l'accident de l'usine de Seveso le 10 juillet 1976 qui répandit dans l'atmosphère une dioxine contenue dans le défoliant 2-4-5-T, qui avait été utilisé au Vietnam. Les AT firent campagne pour un boycott des défoliants et pour la réduction de l'usage des produits chimiques de jardinage. Ils obtinrent enfin qu'on mette fin à la construction d'habitations près de l'usine La Littorale, à Béziers, analogue à celle de Seveso.

Ayant réalisé que la récupération des vieux papiers ne s'organisait pas faute de débouchés, les AT suscitèrent la formation d'une Association pour la Promotion du Papier Recyclé (APPR). Celle-ci s'installa à l'Arbalète (Voir App. III), non sans conflits d'espace avec ceux qui menaient la lutte antinucléaire. La pompe amorcée, on obtint, en 1980, la récupération, dans les postes, des vieux annuaires téléphoniques.

En mars 1978, le naufrage du pétrolier Amoco Cadix et la marée noire qui s'ensuivit sur les côtes bretonnes provoquèrent une puissante mobilisation. L'occupation des bureaux de Shell à Paris, le 28 mars, fut le prélude d'une campagne pour le boycott de Shell intitulée « Shell doit payer ! ». Comme M. d'Ornano, alors ministre de l'environnement, avait affirmé que la pollution disparaîtrait rapidement, le n°36 de *la Baleine* daté de mai 1978 fit sa couverture avec une photo du ministre déclarant dans une bulle « C'est Shell que j'aime ! », en référence à un slogan publicitaire de l'époque.

En 1979, les AT firent partie des Comités du Soleil qui visaient au développement de l'énergie solaire. Lors d'un Jour du Soleil, le 23 juin 1979, à l'occasion du solstice d'été, ils organisèrent diverses actions, dont la tenue à Montpellier d'un Forum Agriculture et Soleil. Il y eut également des campagnes contre la voiture en ville, pour les pistes cyclables, contre les barrages « hydronucléaires » installés sur la Loire et destinés à permettre, en période de basses eaux, le refroidissement des centrales nucléaires situées le long du fleuve, sur les dangers des lignes à haute tension, etc.

Sous l'influence de René Dumont, les AT prirent position sur le Tiers-Monde et l'immigration. La condition féminine fut l'objet du n° 41 de *La Baleine*, daté de janvier 1979, et de beaucoup d'articles dans les suivants. La perspective de la révision, au bout de 5 ans, de la Loi Veil de 1975 sur l'avortement fit dire aux AT qu'ils ne toléreraient aucun recul et qu'il fallait au contraire élargir l'accès des femmes à la contraception et à l'avortement : les arguments de liberté et de surpopulation convergeaient.

Les AT étaient aussi partisans des référendums d'initiative populaire, de la représentation proportionnelle, du non-cumul des mandats, des 35 heures, des radios libres et de l'objection de conscience. Ils organisèrent le colloque « Le fond de l'air est vert », les 18 et 19 février 1978 et bien d'autres débats.

### *Les relations internationales*

Dés le début, les AT ont noué des liens étroits avec les *Friends of the Earth* de San Francisco et de Londres. C'est avec eux, en 1971 à Rambouillet, qu'on décida de mener des actions communes pour un moratoire nucléaire. L'aide technique apportée par A. Lovins et W. Patterson était précieuse. En 1972, avec les groupes nationaux alors existants aux ETATS-UNIS, au Royaume-Uni, en Suède, en Australie et en Nouvelle-Zélande, l'esquisse du réseau *Friends of the Earth International* (FOEI) fut mise en place. Une réunion du FOEI, durant laquelle Richard Sandbrooke, des FOE-UK, nous impressionna beaucoup Brice Lalonde et moi, se tint à Londres en février 1975.

En 1976, nous aidâmes à la création des *Amis de la Terre* de Belgique, puis participâmes à celle du Bureau Européen de l'Environnement (BEE), destiné à regrouper les associations d'environnement de la CEE, alors « l'Europe des neuf », et de les représenter auprès du Parlement Européen, du Conseil et de la Commission de Bruxelles. Au départ, le BEE comprenait 80 associations qui se réunirent les 26 et 27 mai 1976 à Londres et désignèrent leur conseil d'administration ; Vincent Richet nous y représentait.

FOEI se développait. Ses groupes moteurs, Anglais, Américain, Français et Néerlandais, se réunirent les 10 et 11 septembre 1976 à Londres pour préparer la réunion annuelle des 15 groupes nationaux qui eut lieu les 8 et 9 février 1977, encore à Amsterdam, où s'installa d'ailleurs le secrétariat de FOEI. Puis c'est le jeune groupe belge qui accueillit à Bruxelles, les 25 et 27 novembre 1977, les 15 membres de FOEI. Un texte commun, hostile à tous les aspects du nucléaire, y fut adopté. À la réunion de Francfort, fin octobre 1978, 14 groupes de FOEI sur 19 étaient représentés et, malgré la barrière des langues, neuf résolutions furent adoptées, l'une d'elles demandant à l'Australie de cesser toutes ses activités concernant l'uranium. On y nota une sensibilité plus politique chez les Latins, plus pragmatique chez les Anglo-Saxons.

À l'occasion des élections européennes du 10 juin 1979, le n°45 de *La Baleine* fut consacré à la structure de la CEE et aux problèmes communs qu'on y rencontre, du nucléaire à l'agriculture ; les questions posées par le BEE aux candidats y sont rapportées. À l'automne 1979, la réunion de FOEI eut lieu sous le pâle soleil suédois, avec 12 groupes présents sur 22 ; ce fut surtout un échange d'expériences, qui ne semble pas avoir eu d'échos au sein du RAT, à part un appel des AT du Mexique à une souscription pour leur Opération Soja au Nicaragua. Je n'ai pas trouvé de traces de relations internationales des AT en 1980. Aucun Français n'était présent à la réunion de FOEI à Washington les 2 et 4 octobre 1981 et l'on se contenta de traduire, dans *La Baleine*, les documents reçus.

### *La formation et le fonctionnement du réseau*

Début 1976, 33 groupes locaux des AT existaient déjà. Deux réunions de personnes issues de ces groupes eurent lieu au Chapeau Cornu, près de Bourgoin (Isère) en janvier 1976 et dans la Vallée de Chevreuse (Moulin Tournay) du 26 au 30 mai 1976. L'atmosphère y était amicale et ce fut l'occasion de fructueuses rencontres qui mirent en évidence l'existence d'une certaine communauté d'idées. Les AT parisiens proposèrent alors l'adoption d'une structure fédérale, dotée de moyens permettant de fonctionner de façon plus professionnelle ; mais les groupes basistes (Marseille, Caen ; voir App. I) restaient hostiles à ce type de structure qu'ils jugeaient trop contraignant.

Pour répondre à ces deux exigences on adopta, lors de la réunion nationale de Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire, 19-22 mai 1977), une structure minimale obéissant aux principes suivants :

- Autonomie des groupes locaux dont, cependant, les orientations doivent être compatibles avec celles d'un texte de base (maintien à la base de la structure associative) ;
- Droit des minorités à une expression égale à celle des majorités ;
- Coordinations régionales désignant des délégués régionaux ;
- Réunions bimestrielles des délégués régionaux pour expédier les affaires courantes et prendre des décisions découlant de celles retenues lors des réunions nationales ;
- Réunions nationales semestrielles des représentants des groupes ;
- Création d'une agence de service nationale poursuivant le travail commencé avenue de Choisy : circulation de l'information inter-groupes, *Bulletin de Liaison* (ou BL ou Béhel, Voir App. II), fichiers, courrier, fabrication du matériel d'information et de communication. Bref, « de bons postiers » comme disait Pierre Radanne. Vis-à-vis des groupes les plus basistes et anti-parisiens, on veilla à ce que cette agence de service ne soit pas colonisée par les Parisiens et à ce que ses membres les plus en vue aient des attaches avec d'autres groupes (Morvan, Landes... ). Il y eut d'ailleurs des frictions entre elle et le groupe de Paris. Cette structure fut baptisée Réseau, d'où le sigle RAT, réseau des *Amis de la Terre*.

Les AT-Paris fournirent un canevas en vue de l'élaboration du texte de base. Un groupe de travail (Agence de service, Caen, Landes, Paris, Bordeaux, Val d'Oise, Seine-et-Marne Nord) le mit en forme et le soumit à la réunion nationale d'Asnelles, une plage du débarquement sur la côte du Calvados (Toussaint 1977). Après l'avoir longuement discuté, amendé, lissé, une nouvelle version fut finalement adoptée sous l'impulsion de Pascal Tourbe et de Pierre Samuel ; la petite histoire dit que l'alinéa hostile au travail de nuit a été adopté à 3 h du matin ! Ce texte de base a été ensuite complété à la réunion nationale extraordinaire des Rochetons, près de Melun (21-22 janvier 1978), surtout consacrée aux questions électorales.

En janvier 1979, lors de la réunion des délégués régionaux, on précisa quels étaient le rôle et la répartition géographique de ces mêmes délégués. On s'occupa aussi de la « vieille » association *Les Amis de la Terre* fondée en juillet 1970 et qui recevait de petites subventions ministérielles, alimentant l'agence de service. La gestion administrative de l'association fut confiée à l'agence de service qui devait agir dans la discrétion et ne devait communiquer les noms du Président, du Secrétaire et du Trésorier qu'à la préfecture et aux autres administrations. Aussi les assertions disant que tel ou tel a été président des *Amis de la Terre* sont-elles sujettes à caution, à moins qu'il ne s'agisse de la présidence du groupe de Paris.

Malgré les basistes qui tenaient à ce qu'on prenne les décisions au consensus, on entra dans une période de choix cruciaux où des votes devenaient nécessaires. Voter par « un groupe - une voix » donnait autant de poids à un groupe à trois « grandes gueules » qu'à un groupe de 85 adhérents ; avec « un présent - une voix » c'était pire. Ainsi, lors de la réunion nationale du Rochasson (à Meylan, près de Grenoble, 28 avril - 1er mai (1979) on proposa le vote par mandats où le nombre de voix de chaque groupe (ses mandats) dépendait de son effectif avec le barème suivant :

3 à 10 : 1 mandat	31 à 50 : 5 mandats	101 à 150 : 8 mandats
11 à 20 : 3 mandats	51 à 70 : 6 mandats	au-delà : 9 mandats.
21 à 30 : 4 mandats	71 à 100 : 7 mandats.	

Cet effectif était déterminé par les quotes-parts des cotisations versées par le groupe, ce barème défavorisait aussi les grands groupes, disons au-delà de 50 ou 70 adhérents, qui étaient ainsi poussés à essaimer. Certains des militants qui participaient aux réunions nationales avaient, en effet, quelque mépris pour les simples cotisants, mépris doublé de méfiance puisqu'ils les soupçonnaient de s'aligner sur les dirigeants bien connus, comme Brice Lalonde.

Lors de la réunion des délégués régionaux des 16 et 17 juin 1979, un comité d'initiative destiné à proposer des projets de campagnes et autres actions fut désigné. La création d'une agence politique du RAT fut inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion nationale qui eut lieu à Marseille, du 1<sup>er</sup> au 4 novembre 1979. Par un vote « un groupe - une voix », celle-ci adopta le système des mandats défini au Rochasson (24 pour, 9 contre et 4 abstentions) qui fut aussitôt mis en action. Elle repoussa (73 mandats contre 7) des propositions d'agence de service tournante ou éclatée, puis elle désigna une agence d'expression politique, dont faisaient partie D. Bidou, D. Cadoux, A. Hautot; B. Lalonde, Y. Lenoir, Dominique Martin et Th. Phulpin et qui était contrôlée par les délégués régionaux.

Au début de 1980, la perspective des élections présidentielles et la demande adressée par le *Comité de Liaison Écologiste* (CLE) aux divers groupements écolos de se positionner sur des questions politiques amena beaucoup d'AT à réclamer la rédaction et la discussion d'un Manifeste des AT. Celui-ci devait être l'application pratique du texte de base de 1977 et devait comprendre trois parties : identité, projet, stratégie. Les groupes de Grenoble, de Lyon et de Paris envoyèrent des projets complets ; l'agence de services reçut aussi des textes de dix autres groupes et neuf contributions individuelles. La frénésie d'écriture qui entourait l'élaboration du Manifeste fut telle que, sous le titre « textes d'appui du Manifeste », le groupe de Lille, qui avait plus de moyens de reproduction que l'agence de services, édita une imposante brochure de 119 pages. Un groupe de lecteurs fit l'énorme travail de comparer les trois textes principaux, en fait convergents, d'extraire des autres textes d'éventuels amendements et de mettre en évidence les débats à tenir sur les points où de nettes divergences apparaissaient. La réunion nationale des 1<sup>er</sup> et 2 mars 1980, à Paris, approuva la partie identité telle qu'elle sortait des mains des lecteurs et adopta le texte des AT-Paris, amendé pour la partie projet. En revanche, l'examen de la partie stratégie sur la base du texte de Paris fut remis à plus tard et, finalement, la partie stratégie ne fut plus rediscutée ; il est vrai qu'il devenait urgent de se concentrer sur les textes de la campagne présidentielle, dont fait partie le livre *Le Pouvoir de Vivre*.<sup>10</sup>

À la réunion nationale de Lille, les 8 et 11 novembre 1980, à la demande du groupe de Grenoble, l'agence de services fut dotée d'un secrétariat élu et, pour permettre davantage de contrôle, les réunions des délégués régionaux devinrent mensuelles.

Enfin la réunion nationale de Paris des 10 et 11 octobre 1981 créa et élut un Secrétariat du RAT de 11 personnes, à réunions hebdomadaires. K. Bury, R. Carel, A. Hautot, B. Lalonde, B. Larcher, G. Marimot, D. Martin, C. Philibert, L. Samuel, P. Samuel et G. Simmon furent désignés. Hormis Guy Marimot, tous étaient des Franciliens : la roue avait tourné.

Pour les structures ultérieures des AT, voir l'Appendice I.

<sup>10</sup> *Aujourd'hui l'écologie. Le pouvoir de vivre*, La Surienne, 1981, 295 pages.

## Chapitre II – les campagnes anti-nucléaires, 1970-1981

### *Premières actions*

Dans les années 60, l'industrie nucléaire civile avait été bien accueillie par les Français et ceux qui protestaient, pour des raisons d'environnement local ou de déplacement des populations, contre la construction des barrages hydroélectriques s'interrogeaient sur la nécessité d'installer ces infrastructures alors que des centrales nucléaires allaient bientôt être érigées ! La contestation du nucléaire militaire, en revanche, était plutôt vive, surtout dans les milieux de gauche. Beaucoup de scientifiques militaient pour que la France adhère au Traité d'Interdiction des Essais Nucléaires dans l'Atmosphère, signé en 1963 par les ETATS-UNIS, l'URSS et la Grande-Bretagne, ce qui ne fut obtenu qu'en 1975, au début du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, après que les nucléocrates militaires eurent réalisé que les essais souterrains étaient tout aussi efficaces. Plusieurs chercheurs et ingénieurs nucléaires m'ont dit avoir, dans les années 60, quitté le CEA pour EDF afin de ne pas avoir à « faire la Bombe ».

Si l'ensemble des Français accueillait donc l'industrie nucléaire de façon plutôt favorable, on notera toutefois l'action menée par Jean Pignero, un instituteur assez isolé de Seine-et-Marne qui, en s'appuyant sur les dangers des examens radiologiques, mettait en garde contre les rayonnements ionisants émis par l'industrie nucléaire. Il est le fondateur de l'APRI (Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants).

C'est à la suite de Mai 68 que le mouvement de contestation contre l'industrie nucléaire civile prit son essor. Des scientifiques contestataires, membres notamment de *Survivre et Vivre* et *Impascience*, se mirent à douter des dires des experts nucléaires. Des nouvelles peu favorables au nucléaire arrivaient d'Outre-Atlantique. Relayées par Esther Peter-Davis et le cSFR (Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) en Alsace, par Pierre Fournier dans *Charlie Hebdo*, par *Survivre et Vivre* autour de Paris, elles provoquèrent des mouvements locaux. Le 12 avril 1971, 1 500 personnes défilèrent silencieusement devant le chantier de la centrale de Fessenheim, et le 10 juillet 1971, à l'appel de Pierre Fournier dans *Charlie Hebdo* et du groupe local Bugey Cobayes, 15 000 manifestants bigarrés firent un *sit-in* festif devant le réacteur de Bugey-1 (Ain), prêt à entrer en service.

Les AT étaient bien placés pour se placer au cœur de ce mouvement de contestation. Dès 1971, à Rambouillet, avec leurs amis des *Friends of The Earth* américains et britanniques, ils avaient décidé de faire campagne pour un moratoire nucléaire et ils recevaient d'Outre-atlantique et d'Outre-Manche beaucoup d'informations intéressantes qu'ils diffusaient aussitôt. Avec les autres groupes antinucléaires, ils menèrent une campagne pour un moratoire en 1973.

Le soutien venant d'outre-atlantique et d'outre-manche fut précieux. Les FOE-USA envoyèrent à Londres leur meilleur spécialiste des questions énergétiques, Amory Lovins, qui, avec l'ingénieur anglais Walt Patterson, avait mené une campagne victorieuse contre la construction de réacteurs à eau pressurisée en Grande-Bretagne. Amory et Walt venaient régulièrement à Paris apporter des informations, leurs conseils et leur soutien aux AT qui firent traduire et publier par Christian Bourgois le petit livre *Stratégies énergétiques planétaires*<sup>1</sup> d'Amory Lovins.

---

<sup>1</sup> A. Lovins, Amis de la Terre et al., *Stratégies énergétiques planétaires : les faits, les débats, les options*, C. Bourgois, 1975, 195 pages.

Toujours dans le cadre de la contestation contre le nucléaire, les AT dressèrent et diffusèrent largement une liste des accidents et des incidents survenus dans les installations nucléaires et ils s'attelèrent au calcul du bilan énergétique des centrales nucléaires. Une quantité assez importante d'énergie est investie dans leur construction (via les aciers, le béton...) ; il faut aussi tenir compte de l'énergie dépensée dans la préparation du combustible à l'uranium (de la mine à l'enrichissement). Les AT (et d'autres comme Ph. Lebreton et le syndicat CFDT de l'Energie Atomique) calculèrent qu'une centrale nucléaire isolée rembourse sa dette énergétique en environ 3 ans<sup>2</sup>. Mais, s'il s'agit d'un programme où un nombre fixe de centrales nucléaires est construit chaque année, il faut attendre environ 11 ans pour que la dette soit remboursée. Enfin, prenant au mot ceux qui prétendaient alors que la consommation d'électricité double tous les dix ans, nous testâmes des programmes exponentiels de construction : dans ce cas, la dette énergétique peut n'être jamais remboursée<sup>3</sup> !

Les AT reçurent un très important renfort avec l'adhésion d'Yves Lenoir, un ingénieur travaillant au Centre d'Automatique de l'École des Mines, alors à Fontainebleau. Il avait fait partie d'un groupe de travail officiel sur la gestion des déchets radioactifs, ce qui lui avait donné une excellente connaissance non seulement des questions nucléaires, mais aussi du fonctionnement de la technocratie nucléaire, qu'il avait vécue de l'intérieur et qui lui fit horreur.

### *Naissance d'un vaste mouvement*

En réponse au choc pétrolier de 1973 qui fit s'envoler le prix du pétrole, le gouvernement Messmer adopta à la fin de 1973 les conclusions de la « Commission PEON » (production d'électricité d'origine nucléaire), composée uniquement de technocrates du CEA, d'EDF et du Ministère de l'Industrie, et lança un programme de construction de réacteurs nucléaires à eau pressurisée au rythme moyen de cinq par an. Une centaine, avec la liste de leur site, était prévue dans un premier temps. La répartition d'une centaine d'autres sur le territoire était envisagée. Le gigantisme d'un tel programme provoqua un puissant mouvement de contestation, au sein duquel les AT occupaient une place centrale. Outre les AT, cette mouvance, qu'il est difficile d'appeler « coalition » étant donné son caractère fort hétérogène, comprenait :

- des « vieux » groupes, comme l'APRI ou le CFSR ;
- des « comités antinucléaires », locaux ou régionaux, parfois animés par des militants d'extrême gauche ;
- des scientifiques, surtout rhônalpins, du groupe *Diogène* animé par P. Lebreton, qui mettait particulièrement en cause la croissance de la consommation d'énergie ;
- des défenseurs de la nature, aujourd'hui FNE (France Nature Environnement) et ses antennes régionales, qui mettaient particulièrement en cause la pollution thermique des fleuves ;
- un groupe de scientifiques, surtout présent à l'Université d'Orsay, qui lança un appel : « nous appelons la population à refuser l'installation de centrales nucléaires tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences ». Cet appel, d'emblée signé par 400 d'entre eux, était justifié par une brochure « Risques et dangers du programme électronucléaire ». Avec l'appui des AT, les plus militants des scientifiques fondèrent à la fin de 1975 le GSIEN (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire), animé par R. et M. Sené, B. et R. Belbéoch ; J.P. Schapira ; J.P. Pharabod, etc... ; il poursuit vaillamment son travail d'information critique et sa « Gazette Nucléaire » en est à son numéro 220 au début de l'année 2005 ;
- des syndicalistes CFDT d'EDF, dont Roland Lagarde, et surtout du syndicat CFDT de l'Energie Atomique (Bernard Laponche, etc...), « inquiets de la précipitation gouvernementale et scandalisés par l'absence d'informations

---

<sup>2</sup> De tels bilans peuvent être établis pour toute unité productrice d'électricité (barrage, centrale au charbon...). D'après Ph. Courrège, une installation solaire fournissant de la chaleur à haute température rembourse sa dette en 4 ans.

<sup>3</sup> Les bilans énergétiques étaient alors à la mode. Ainsi le Canadien Pimentel calculait combien de calories de combustibles fossiles étaient utilisées (dans les machines agricoles, les engrais, les pesticides) pour produire une calorie de blé ou de maïs.

sérieuses et de débat démocratique », publièrent dès 1974 des brochures d'information, puis le livre *L'électronucléaire en France*<sup>4</sup> qui est une somme des informations alors disponibles.

-On peut enfin citer le Groupe de Bellevue (Philippe Courrège, Philippe Chartier, Benjamin Dessus) qui s'efforça de montrer, dans son *Projet Alter* de 1978 comment, vers 2050, la France pourrait vivre en utilisant seulement des énergies renouvelables. Il suscita des Plans Alter locaux, parfois mis sur pied par des groupes AT.

De cette mouvance hétérogène ressortaient des thèmes variés, comme le slogan « nous allons tous crever » à cause des radiations, ou encore « le nucléaire est un bon thème pour s'attaquer à l'État. Durcissons les luttes ! », surtout repris par l'extrême gauche, dont les anarchistes les plus durs, dits alors « autonomes ». La critique de la croissance, en particulier celle portant sur la consommation d'électricité, fut vive. Cette critique était parfois complétée par celle du coût du programme nucléaire : « trop, trop vite, trop cher » titrait un grand hebdomadaire en 1974. Un exposé raisonné des méfaits du nucléaire (effluents, déchets, pollution thermique, risques d'accidents graves...) fut réalisé. Il s'appuyait sur les accidents qui étaient déjà survenus, comme les fissures dans les cuves des centrales françaises ou l'accident de Three Mile Island le 28 mars 1979, et déboucha sur ce qu'on appelle maintenant « le principe de précaution ». Enfin l'exigence d'un débat démocratique et de la fin du pouvoir absolu de la technocratie était omniprésente.

### *Les Amis de la Terre et l'Information*

Connus pour maîtriser l'information sur l'énergie nucléaire, les AT furent vite sollicités par des éditeurs : après la publication des *Stratégies Energétiques Planétaires*<sup>5</sup> traduit d'Amory Lovins, ce furent l'ouvrage collectif *L'escroquerie nucléaire*<sup>6</sup> commandé par Stock en 1975 et *Le Nucléaire en questions*<sup>7</sup> demandé par les éditions Entente, toujours en 1975. Près des nombreux sites où des centrales nucléaires devaient être construites se formaient des groupes d'opposants qui sollicitaient les AT (et/ou le GSIEN) pour venir donner la réplique aux représentants d'EDF ou du CEA.

Pour cela, outre les gens déjà informés comme Yves Lenoir, il fallait former d'assez nombreux intervenants pour répondre à leur demande, qui ne se bornait pas aux sites nucléaires. L'écriture collective de *L'escroquerie nucléaire* contribua à cette formation. Nous organisâmes aussi des séances de formation où Brice Lalonde et Pierre Samuel jouaient le rôle des nucléocrates et testaient la pertinence des interventions des autres.

Les AT devinrent ainsi des débatteurs redoutables, capables de prendre le problème du nucléaire dans sa totalité, et bien mieux armés que les intervenants très spécialisés d'EDF et du CEA. Pour les débats d'envergure, ces organismes durent ainsi envoyer leurs grands patrons, Marcel Boiteux pour EDF, André Giraud pour le CEA, ou d'autres personnalités de poids comme L. Taccoën (EDF) et A. Gauvenet (CEA).

### *Rassemblements et manifestations*

---

<sup>4</sup> Voir Le Seuil, 1975., (remanié et mis à jour sous le titre *Le dossier électronucléaire*, Le Seuil, 1980).

<sup>5</sup> Bourgois, 1975)

<sup>6</sup> Stock, 1975.

<sup>7</sup> dirigé par P. Samuel et C.M. Vadrot, 1975.

À Paris, en 1975, et sans grand support médiatique, les AT et le PSU parvinrent à rassembler 25 000 personnes dans une « Manif Douce » contre le nucléaire (« douce » mais, comme le voulait l'époque, une voiture fut brûlée par des isolés). Au printemps 1976 s'organise un vaste mouvement contre le surgénérateur Super-Phénix dont la construction va commencer à Malville, sur le Rhône, entre Lyon et Genève. Ce réacteur, destiné à produire plus de plutonium qu'il n'en consomme, est particulièrement dangereux et ruineux ; avec les usines annexes du cycle du plutonium qui lui sont nécessaires, il enfonce la France dans le nucléaire pour au moins un siècle. Les AT, le GSIEN et le PSU demandent, bien sûr, l'arrêt des travaux ; la CFDT aussi, et bientôt, le PS. Un physicien nucléaire réputé, Lew Kowarski, qui n'a rien d'un antinucléaire, en fait une critique dévastatrice. Un appel « Non à Super-Phénix », rassemblant de nombreuses signatures de poids, est publié dans *Le Monde* du 2 juillet 1976. Le lendemain, malgré les CRS, 15 000 personnes s'approchent du site dans une marche pacifique conduite par Lanza del Vasto, un apôtre de la non-violence, Théodore Monod et Philippe Lebreton. La barrière des barbelés est atteinte, et parfois franchie. Des élus de la région tentent d'empêcher les CRS de brutaliser les manifestants, invariablement non violents. Les brutalités des CRS indisposent la population locale, déjà peu disposée à accepter Super-Phénix, et elle prêle secours aux manifestants. Puis le PS organise un débat sur Super-Phénix devant le Conseil Général de l'Isère lequel, suivi un mois plus tard par celui de la Savoie, vota une motion demandant la suspension des travaux. De par sa non-violence et les appuis extérieurs obtenus, Malville-1976 fut un succès.

Il fut donc décidé de réitérer l'opération le 31 juillet 1977. Des Comités Malville se forment un peu partout. La logistique de l'accueil et du transport de dizaines de milliers de manifestant est mise au point, avec beaucoup de dévouement par les groupes écologistes de la région. Mais des éléments d'extrême gauche, anarchistes durs en particulier, jusqu'alors muets sur le nucléaire, envahissent les Comités Malville et, déployant une éloquence habile et enflammée, leur font prendre des positions d'opposition radicale à l'État : le mot d'ordre très ambigu de « non-violence offensive » apparaît. Informés, la CFDT et le PS, qui étaient prêts à participer à un rassemblement pacifique à quelque distance du site, retirent leurs billes. Beaucoup d'AT et d'autres écologistes voient le danger ; la réunion nationale des AT à Sennecey-le-Grand (19-22 mai 1977) demande que le rassemblement vise uniquement à l'isolement du site, sans tentative d'y pénétrer. Mais il est trop tard : les comités Malville, bien manipulés, tiennent à pénétrer sur le site. Quelques 60 000 manifestants, venus de toute l'Europe, forment sous la pluie un cortège à rangs serrés sur 9 km de route. De puissantes forces de l'ordre ont été rassemblées par un préfet à poigne. La tête du cortège atteint les barbelés, que certains tentent de cisailer. Les responsables se disputent sur la conduite à suivre et n'exercent aucun contrôle. Les CRS se déchaînent à coup de grenades offensives qui font un mort, Vital Michalon, un enseignant de la Drôme, et plusieurs blessés graves. Le reste du cortège, les larmes aux yeux, voit refluer les écopés et les ambulances. La nuit venue, les CRS pourchassent les manifestants. Le mouvement antinucléaire fut traumatisé par le désastre de Malville en 1977.

Le projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, à 80 km en amont de Paris, pouvait mobiliser. Dès 1975, les AT furent contactés par une association de propriétaires cossus des environs du site, l'APROVAS, qui leur demande, ainsi qu'au GSIEN, de venir exposer les dangers de la centrale. Mais nous perdîmes ce relais local lorsque ces personnes, bien introduites en haut lieu, eurent obtenu que le site de la centrale soit déplacé à bonne distance de leurs propriétés (il se peut que notre critique du site primitivement choisi ait aidé à cette opération de NIMBY, Not In My BackYard, en français « pas dans mon arrière-cour »). Il ne restait plus, à proximité, que nos assez petits groupes de Troyes et de Romilly, mais presque personne à Nogent même, où la population était anesthésiée. La mobilisation était plus forte en région parisienne, où des jeunes membres des AT-Paris sortirent quelques numéros d'un bulletin intitulé *Le Parisien Irradié*. Avec le mouvement Écologique, des comités antinucléaires, le PSU, la CSCV et l'Union Régionale CFDT, les AT appelèrent à une marche, le 26 juin 1977, près du site de Nogent. L'appel insistait sur les profits capitalistes et sur le caractère policier d'une société nucléaire. La plupart des manifestants étaient venus en cars de la région parisienne ; certains déployèrent des drapeaux rouges qui firent le plus mauvais effet sur les Nogentais, fort conservateurs. Désormais les actions relatives à Nogent furent des actions d'information, en particulier celles du « Comité Stop Nogent » des années 80.

De moindre envergure, mais plus riche en résultats, fut la manifestation organisée le 3 décembre 1977 par les AT de Pierrelatte à la suite de fuites d'hexafluorures d'uranium dans l'usine Comurhex. Les manifestants demandaient une enquête indépendante et des relevés précis de la pollution ; ce fut obtenu.

Les AT participèrent à des rassemblements à Erdeven, dans le Morbihan, et sur le site de Braud-St-Louis, en Gironde, dès l'été 1976. Il en fut de même à Plogoff où la population locale était totalement mobilisée, d'abord contre les registres de l'enquête publique, puis contre ceux qui venaient préparer le site : accueil à coups de pierres malgré les importantes forces de l'ordre. Cette population, hostile aux récupérations extérieures, n'admettait que des rassemblements qu'elle avait choisis, et où les personnes extérieures étaient invitées à ne développer que les thèmes retenus. Le rassemblement des 24 et 25 mai 1980 fut particulièrement réussi et Plogoff fut le seul site nucléaire à être fermé par la Gauche en 1981.

Il y eut aussi des manifestations à Gravelines, où les AT-Dunkerque demandaient qu'on mesure soigneusement les fissures détectées dans l'acier des cuves des réacteurs en activité et en construction de cette centrale, qu'on mesure leur évolution et qu'on trouve un moyen de les réparer. Ceci aurait demandé des arrêts prolongés et peut-être définitifs. Seuls quelques rafistolages furent effectués.

Les AT ont également lancé et appuyé, grâce à des textes précis comme l'introduction au débat « L'énergie chez vous », une campagne contre le chauffage électrique, montrant que ce dernier est finalement plus cher que le fuel ou le gaz. Sur cette campagne venaient se greffer des conseils pour économiser l'électricité dans les autres usages domestiques et choisir le type d'abonnement le plus avantageux.

Ils prirent aussi part à la campagne pour le paiement fractionné des factures d'EDF destiné à compliquer la gestion de ce grand promoteur du nucléaire. Certains allèrent jusqu'à une auto-réduction de 15% des factures, justifiée par des lettres antinucléaires. Comme quelques milliers de personnes seulement adoptèrent ces pratiques, EDF s'en tira en affectant quelques dizaines d'employés au traitement manuel de leurs versements. Cette opération, fort originale d'ailleurs, ne dépassa donc pas le stade du témoignage.

### *Actions diverses*

L'usine de retraitement de La Hague est le point central du système nucléaire français, car elle produit le plutonium nécessaire à la « seconde génération » de réacteurs, dont Super-Phénix était le prototype. Accessoirement, des contrats très lucratifs prévoyaient qu'elle retraiterait des combustibles irradiés étrangers. Aussi les luttes contre son fonctionnement et son extension étaient-elles vives et les nombreuses fuites radioactives qu'elle accusait inquiétaient la population. Ces luttes étaient menées par des comités locaux (dont le CRILAN de Didier Anger), appuyés par les AT, la Coordination Antinucléaire et certains éléments de la CFDT. Surtout après l'échec de Malville-1977, la CFDT et les AT durent freiner la tentation d'en découdre de la Coordination Antinucléaire Nationale, peuplée de gauchistes durs, afin d'éviter des affrontements sur un site puissamment gardé. Avec l'aide du GSIEN et de scientifiques étrangers, on organisa des Assises Internationales de haut niveau les 24-25 juin 1978 à Cherbourg et les 21-22 décembre 1978 à Equeurdreville. Malgré l'opposition de la CFDT et les réticences des AT, la Coordination Antinucléaire organisa, les 28 et 29 juin 1980, une marche en face du site ; elle fut victime de pluies diluviennes.

Plus large et plus efficace fut la campagne menée de 1979 à 1981 contre le projet du CEA de transformer la mine d'uranium désaffectée de St-Priest-la-Prugne (Loire) en un site de stockage de déchets nucléaires. Les AT du Forez, sous la conduite de Jean-Marie Cros, jouèrent un rôle central dans la résistance : formation de larges collectifs dans la Loire et dans l'Allier, semaines d'information, pétitions, mobilisation des élus locaux (dont le député socialiste Jean Auroux), marches, barrages de routes, délégations à la Préfecture, diffusion d'un rapport du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) montrant que le site était impropre au stockage. Le projet fut abandonné lorsque la Gauche accéda au pouvoir en 1981.

Citons aussi des actions à propos de la radioactivité des eaux du Limousin et contre les mines d'uranium, ainsi que des manifestations sur les plages contre l'immersion des déchets nucléaires. Lors des enquêtes publiques, nos militants allaient nombreux émettre des avis négatifs sur les registres. Ils réclamaient aussi la levée du secret sur les « Plans Particuliers d'Intervention » et les « Plans ORSEC-RAD » prévus en cas d'accident nucléaire. Les AT initièrent également des recours en justice, en particulier dans les nombreux cas où les travaux sur des sites avaient commencé avant la déclaration d'utilité publique.

### *La pétition nationale pour une autre politique de l'énergie.*

La collaboration entre les AT et certains éléments de la CFDT avait commencé dès 1974-1975. Face à la réticence, hélas fondée, de la CFDT vis-à-vis de la manifestation de Malville-1977, la réunion nationale de Sennecey-le-Grand (19-22 mai 1977) décida de faire en sorte de resserrer les liens avec elle et mandata une délégation (Pascal Tourbe, Yves Lenoir, Brice Lalonde, François Laballery) pour prendre des contacts au niveau national en vue d'adopter une position commune sur un moratoire nucléaire. Notre base de négociation était l'arrêt des constructions en cours et un calendrier de déclassements des installations en service.

Ces contacts aboutirent à un texte d'accord avec la CFDT qui fut approuvé lors de la réunion nationale de Cirey-lès-Bellevaux (Doubs, 13-15 mai 1978), et ce malgré l'opposition des antinucléaires totaux, comme les AT-Périgord qui regrettaient que ce texte, jugé trop peu vindicatif, ne demande que le gel des réacteurs de la liste d'EDF jusqu'à ce qu'un vaste débat national ait eu lieu. Ce texte d'accord était en revanche très fermement hostile à Super-Phénix et au retraitement.

La mobilisation autour de ce texte d'accord devait être facilitée par l'opération d'observation participante menée par le sociologue Alain Touraine et son équipe, d'avril à juillet 1978, auprès de deux groupes d'AT et d'autres antinucléaires afin de déterminer, ou de faire évoluer, la vraie nature de leur opposition. L'idée des sociologues était que le mouvement n'était pas tant hostile au nucléaire qu'à la technocratie et à sa politique du secret, et constituait l'esquisse de ce qu'ils appelaient un « mouvement social »<sup>8</sup>. Mais, alors qu'Yves Lenoir, Pierre Radanne et Emmanuel de Séverac sont convertis à cette position, d'autres se sont montrés plus réticents et lorsque les sociologues exposèrent les résultats de leurs travaux à la réunion nationale de Seignosse (Landes, Toussaint 1978), ils furent accueillis par des mouvements divers.

Cependant, ces différentes réactions à l'intervention de Touraine n'entravèrent ni n'accéléchèrent le travail effectué en vue d'une large pétition sur la base du texte d'accord. Parmi les trois tendances des AT – basiste, mouvement social et pragmatique (voir App. I) – la seconde y était évidemment favorable. La troisième s'y rallia facilement car, après le désastre de Malville-1977, il n'y avait pas besoin de Touraine pour voir que c'était là la seule action d'envergure possible sur le nucléaire. La tendance basiste était, quant à elle, partagée entre d'une part la discipline et la satisfaction d'agir avec des partenaires connus, et d'autre part le refus d'objectifs jugés trop limités (Caen) et la réticence devant l'ouverture de la pétition à des partis politiques comme le PSU, le MRG et le PS.

Fin 1978 et début 1979, des pourparlers amenèrent 20 organisations, dont le PS, puis 22, à appeler à la signature de la pétition<sup>9</sup>. Les plus actives furent les AT, la CFDT, le GSIEN et le PSU. Notre local du 14bis rue de l'Arbalète devint le siège social de la pétition, où la CFDT envoya travailler l'une de ses permanentes, la sympathique Florence Rosenstiehl. Un Comité de Soutien se forma qui réunit d'assez illustres signatures, dont celles de B. Groult, Delphine Seyrig, Th. Monod, I. Sachs, R. Garaudy, H. Tazieff et bien entendu, celle d'A. Touraine. Mais il fallut attendre longtemps avant que le PS ne fournisse les signatures de ses principaux dirigeants.

Sur le terrain, les partenaires de la pétition formèrent des *Coordinations Energie-Développement* qui examinèrent les problèmes énergétiques locaux et firent des propositions, parfois sous la forme de Plans Alter.

---

<sup>8</sup> A. Touraine, Z. Hégedus, F. Dubet, M. Wieviorka, « La Prophétie anti-nucléaire », *Sociologie permanente*/3, Le Seuil, 1980.

Au niveau national, les organisations signataires, ou au moins le noyau AT-CFDT-GSIEN-PSU, réagirent ensemble, par exemple sur l'accident de Three Mile Island (28 mars 1979), sur les fissures découvertes dans les cuves des réacteurs français et sur les lacunes de l'information nucléaire officielle. Ainsi une délégation des signataires obtint d'être entendue le 10 avril 1979 par le Conseil de l'Information sur l'Energie Electronucléaire présidé par Simone Veil<sup>10</sup>.

Cependant, lorsque les AT proposèrent à leurs partenaires de greffer sur la pétition une campagne pour un référendum sur l'énergie nucléaire, la CFDT, consciente des difficultés constitutionnelles, ne suivit pas.

La pétition n'obtint finalement que 500 000 signatures, soit moins que le vote écologiste de 1981. Le 23 janvier 1980, une conférence de presse tenta de la relancer ; à la tribune, il y avait quatre futurs candidats à l'élection présidentielle de 1981 : Brice Lalonde, Huguette Bouchardeau (PSU), M. Crépeau (MRG) et François Mitterrand, surnommé Tonton par la presse. Une réunion de clôture eut lieu le 29 mars 1980 à la Bourse du Travail. On chercha, en vain, un moyen spectaculaire d'utiliser les feuilles de signatures qui furent rassemblées au 14bis rue de l'Arbalète puis transférées, en 1981, dans la cave du Chatodo où elles se trouvent probablement encore.

### *Le nucléaire dans le France socialiste*

Lors de la campagne présidentielle de 1981, le PS avait mis en avant ses éléments les moins favorables au nucléaire afin, au premier tour, de limiter le score des candidats antinucléaires (Brice Lalonde, H. Bouchardeau), puis, au deuxième tour, d'attirer leurs voix vers Mitterrand.

Une fois élu le 10 mai 1981, ses premières décisions inclurent l'abandon des projets de Plogoff, de St-Priest-la-Prugne, d'une centrale nucléaire au Pellerin, à l'embouchure de la Loire, et de l'extension du camp du Larzac. Mais c'est loin de ce qu'il avait signé dans la pétition nationale, notamment la suspension des constructions en cours et l'abandon de Super-Phénix et de l'extension de La Hague.

Le gouvernement socialiste confia à un ingénieur des Mines, M. Hugon, la rédaction d'un rapport afin de préparer un débat parlementaire à l'automne. Pour engager le débat, les AT, les autres écolos (MEP, FFSPN), le GSIEN et le PSU achetèrent un espace dans *Le Monde* du 27 juillet 1981 pour rappeler ce qui avait été promis dans la pétition. Les AT louèrent une pièce dans un hôtel proche du Palais Bourbon pour faire pression sur les parlementaires les plus proches d'eux et leur donner des arguments. Mais ces efforts furent vains : l'issue du débat parlementaire des 2 et 3 octobre 1981 avait été préparée à l'avance et la discipline du groupe empêcha les interventions intempestives. Seule Gisèle Halimi, apparentée PS, s'éleva contre la timidité de ce qui était proposé. Après avoir atteint cinq, et même sept, le nombre de réacteurs commandés chaque année fut réduit à trois. La construction de Super-Phénix et l'extension de La Hague se poursuivirent. D'autre part, l'Agence pour les Economies d'Energie et le Commissariat à l'Energie Solaire furent fusionnés pour former l'AFME, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie, dotée d'un peu plus de moyens et où trouvèrent place B. Laponche (du syndicat CFDT de l'énergie atomique), Ph. Chartier (du Projet Alter) et d'autres personnes proches des AT. En revanche, la suppression du Conseil de l'Information de Simone Veil rendit plus difficile l'accès à l'information.

---

<sup>9</sup> voir son texte en annexe.

<sup>10</sup> Ce conseil comprenait en particulier 6 défenseurs de l'environnement, dont P. Samuel des AT. Des pressions externes et internes (menaces de démission de Ph. Saint-Marc et P. Samuel) firent que Simone Veil obligea le directeur du SCPRI, Pierre Pellerin, à fournir au Conseil une trentaine d'exemplaires de ses relevés mensuels et trimestriels de radioactivité ; ils étaient ensuite envoyés à des associations écologistes ou antinucléaires. Pierre Pellerin, un fanatique du nucléaire et du secret, une figure de moine-soldat digne d'être peinte par Goya, était la bête noire des antinucléaires. Il se remit à faire des siennes au lendemain de Tchernobyl (1986) : « le nuage radioactif n'a pas franchi nos frontières ». Puis, fort de son autorité, il poussa les autorités soviétiques à ne pas prendre trop de précautions (« Tchernobyl, pas de bile ! »).

Certes le Rapport Hugon avait montré que les réacteurs alors en fonctionnement ou en construction suffisaient pour couvrir tous les besoins d'électricité de 1990 ; les inutiles commandes de trois réacteurs par an étaient le résultat des pressions des constructeurs, du PCF et de la Droite. En 1983, le rapport « long terme énergie » du 9<sup>e</sup> Plan constata qu'on aurait construit 15 à 17 réacteurs de trop : les commandes s'espacèrent alors pour devenir nulles ces années-ci.

### CHAPITRE III - LES AMIS DE LA TERRE ET LES ELECTIONS - 1974-1982

Les écologistes ont très tôt utilisé l'outil électoral. Ainsi, aux élections législatives de 1973, le groupe Alsacien *Écologie et Survie* présenta plusieurs candidats. Parmi eux, à Mulhouse, le jeune Antoine Waechter, avec Solange Fernex pour suppléante, obtint un encourageant 2,9% des suffrages exprimés. Le résultat d'intenses luttes menées sur le terrain, à Fessenheim et ailleurs.

Au début, on pensait surtout à s'exprimer et à alerter le public sur les problèmes écologiques car les médias leur consacraient peu de place. Puis, au delà du témoignage, on en vint à discuter des tenants et des aboutissants des candidatures écologistes et les interrogations étaient nombreuses : fallait-il faire montre d'une certaine force ? Lors des élections à deux tours, devrions-nous interpeller les candidats restants sur des questions nous tenant à cœur et éventuellement nous désister pour le meilleur d'entre eux ? Devrions-nous conclure des alliances avec des forces acceptant une partie de notre programme, des mesures d'urgence par exemple ? Devrions-nous éventuellement nous allier à d'autres forces pour avoir des élus ? À l'heure actuelle, ce débat reste encore largement ouvert.

#### *René Dumont président !*

Le 2 avril 1974, on apprend la mort de G. Pompidou et la tenue d'élections présidentielles anticipées les 5 et 19 mai. Tant aux AT qu'à l'AJEPNE<sup>1</sup> et dans les comités antinucléaires, on songe à présenter un candidat. Les AT et d'autres suggèrent le nom de René Dumont, un agronome bien connu, spécialiste des questions du Tiers-Monde qui venait de publier *L'Utopie ou la Mort*<sup>2</sup>, un livre à visée écologiste. Une délégation le rencontre à la descente d'un avion qui le ramène d'Algérie et, sans hésiter, il accepte d'être candidat à la candidature. Des dizaines d'associations sont alertées et envoient une cinquantaine de représentants à une assemblée générale qui se tint le 8 avril à l'Institut Agronomique, où René Dumont est professeur : à une large majorité, celle-ci le désigne comme candidat.

Outre les 80 associations qui le soutiennent, des comités de soutien se forment un peu partout. Des personnalités comme Th. Monod, A Sauvy, J. Dorst, Ph. Saint-Marc appuient sa candidature ou en soulignent l'intérêt. Henri Cartier-Bresson aussi, qui prend de magnifiques photos de la campagne. Le propriétaire d'une société de bateaux-mouches met un bateau, ancré près du Pont de l'Alma, à la disposition de l'équipe de René Dumont dans laquelle Brice Lalonde est chef de campagne, Alain Hervé chargé des relations avec la presse. Des télégrammes de soutien arrivent de l'étranger, les chèques affluent. Les cent parrainages de maires, alors nécessaires, sont facilement récoltés par les AT dans l'Île-de-France et dans le Nord, par S. Fernex en Alsace, et par Ph. Lebreton en Rhône-Alpes. Certains maires viennent eux-mêmes apporter leur formulaire de parrainage au bateau-mouche. C'est le grand enthousiasme !

On prépare, en hâte, la profession de foi<sup>3</sup>, les affiches, les autres textes, les émissions à la radio, etc. Une émission télévisée où R. Dumont, en chandail rouge, brandit un verre d'eau en évoquant une prochaine pénurie d'eau potable fit sensation.

Les thèmes de la campagne sont :

- L'épuisement des ressources, la destruction de la nature, les pollutions et, déjà, les risques de modifications climatiques ;
- Le pillage du Tiers-Monde ;
- La surpopulation ;
- L'urbanisation incontrôlée, génératrice d'une prolifération de voitures et d'autoroutes ;
- Le caractère technocratique du pouvoir ;
- La prolifération de la marchandise ;

<sup>1</sup> Association des Journalistes et Ecrivains pour la Protection de la Nature et de l'Environnement.

<sup>2</sup> *L'Utopie ou la mort*, R. Dumont, Seuil, 1974.

<sup>3</sup> (voir en Annexe),xxx.

-La nécessité de l'auto-organisation et de la décentralisation.

Les tournées de René Dumont l'amènent sur les lieux sensibles, notamment Fessenheim, le Larzac et Fos-sur-Mer. Malgré ses 70 ans, il supporte remarquablement bien ces activités incessantes : s'étendre quelques minutes sur un tapis qui ne le quitte pas lui suffit pour récupérer. L'éditeur J.J. Pauvert fait réunir en hâte les textes de la campagne, aussitôt publiés sous le même titre *L'Utopie ou la Mort*.

Un sondage montre que les Français ont été largement sensibles à cette campagne mais, le soir du 5 mai 1974, le résultat est moins brillant : 1,32% des suffrages. L'intensité de l'affrontement Gauche-Droite a peut-être poussé à voter utile dès le 1<sup>er</sup> tour. À la surprise de bien des animateurs de la campagne qui, comme Dumont, avaient une sensibilité de Gauche, les meilleurs scores ont été obtenus dans les banlieues résidentielles et les beaux quartiers.

Entre les deux tours, Giscard d'Estaing et Mitterrand répondent à un questionnaire de René Dumont. Comme promis, son Comité de Soutien ne se prononce pas. Sous la pression de Pierre Juquin, alors responsable de l'environnement au PCF (il adhéra 15 ans plus tard aux Verts), R. Dumont fait cependant savoir que, personnellement et en tant que vieil homme de Gauche, il votera pour Mitterrand. Mais c'est Valéry Giscard d'Estaing qui en prit pour sept ans.

Les chèques reçus ayant plus que couvert les frais, les animateurs de la campagne, riches d'un petit pactole, décidèrent de réunir près de Montargis, à la fin de juin 1974, tous ceux qui avaient soutenu Dumont afin d'organiser un mouvement. Ce fut un pénible réveil après l'euphorie de la campagne. Des ultra gauchistes, qu'on revit en 1977 dans les Comités Malville, étaient venus en force, usant d'un terrorisme verbal, agressif et traumatisant, pour repousser toute forme d'organisation. Par contraste, les ennemis du désordre comme S. Fernex et Ph. Lebreton proposèrent, avec l'appui de R. Dumont, à ceux qui étaient intéressés de se regrouper dans un *Mouvement Écologique* plutôt centralisé. Les AT, qui prenaient la voie d'une organisation plus souple qui vit le jour en 1977 (Voir Chap. I), se trouvèrent pris entre deux feux. Leurs groupes de Paris et de Lille adhérèrent néanmoins au *Mouvement Écologique* mais le quittèrent bientôt à cause de la faiblesse et du fondamentalisme de sa direction parisienne.

Aux élections cantonales de 1976, le *Mouvement Écologique* présenta des candidats en Alsace (via *Écologie et Survie* de S. Fernex : 10 candidats, 6 % à 15 % des suffrages), dans le Perche, les Alpes Maritimes et la banlieue parisienne (ceux-ci, des défenseurs peu politisés de leur cadre de vie, firent de 10% à 23%).

Pour les AT, le réveil électoral eut lieu en novembre 1976 lors d'une élection législative partielle dans le 6<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Brice Lalonde est candidat, avec R. Dumont comme suppléant. La campagne est très active : beaucoup de monde se retrouve dans les préaux d'écoles, qui sont alors des lieux de réunions électorales et une belle affiche « Quand Vous Voudrez » représentant un Paris fonctionnant aux techniques douces est réalisée par Brice Lalonde. Seule ombre au tableau : Brice Lalonde était encore adhérent du PSU qui présentait un candidat, Victor Leduc ; il fut ainsi exclu du PSU. Le 14 novembre 1976, le tandem Lalonde-Dumont obtint 6,51% des suffrages, loin devant le 1,8% de Victor Leduc. De par son insistance sur les problèmes urbains, cette belle campagne fut le prélude aux élections municipales de 1977.

### *Pour des communes écologiques*

On a déjà vu se dessiner une différence entre les écologistes politiques qui, comme dans la campagne de René Dumont, s'occupent des problèmes globaux de la planète et du mode d'organisation de la société, et les environnementalistes, plutôt motivés par les problèmes de leur voisinage. Fin 1976, ceux-ci se regroupent au sein de *SOS-Environnement* dirigé par J.C. Delarue et il est clair qu'ils ont en vue les élections municipales des 13 et 20 mars 1977. Les quatre grands partis manifestent bruyamment leur intérêt pour l'environnement municipal et l'on craint que, pour faire baisser les scores des candidats écologistes ils ne suscitent des « sous-marins », c'est-à-dire des candidatures se prétendant écologiques.

Pour clarifier les choses, les AT réunissent les 4 et 5 décembre 1976, à Clair-Marais près de St. Omer, de nombreux groupes locaux, AT et autres. Certes, les problèmes locaux doivent avoir une grande place dans une campagne municipale, mais il est également nécessaire qu'une base commune de réflexion et d'action, une Charte, distingue le bon grain de l'ivraie. Malgré les chicanes habituelles dans ce genre de réunion, Brice Lalonde et Yves Lenoir font bloc et parviennent à faire adopter, tard dans la soirée, une *Charte de Saint-Omer* en onze points (voir Annexe). Le *Mouvement Écologique* tient une réunion parallèle à Mulhouse.

Des candidatures écologistes se présentent dans une centaine de communes, dont quelques grandes villes (Paris, Marseille, Toulouse, Grenoble, Montpellier, Dunkerque, Lille, Strasbourg, Mulhouse, Clermont-Ferrand, Lyon, Le Mans, Chambéry, Toulon, Limoges ...). Les unes, souvent centrées sur des luttes locales, antinucléaires par exemple, font référence à la *Charte de Saint-Omer*. D'autres sont des alliances entre écolos et une gauche autogestionnaire (PSU, MAN...) souvent rencontrée sur le terrain. Dans les banlieues résidentielles, il y eut surtout des environnementalistes apolitiques, mais, partout, la campagne fut vive. Le numéro spécial de *La Baleine* (n° 26-27) intitulé « Pour des Communes écologiques » reste d'une actualité frappante et l'on pourrait aujourd'hui encore le recopier sous le titre « Pour un développement durable des communes ».

À Paris se forme, sous le nom de *Paris-Écologie*, une coalition quelque peu instable avec les AT, le *Mouvement Écologique*, *SOS-Environnement*, les usagers des transports, etc. Plusieurs manifestations, dont des fêtes et un blocage du périphérique, ponctuent la campagne qui est très axée sur les transports.

Le 13 mars 1977, *Paris-Écologie* obtient un score global de 10,13%, avec des pointes à 13,86% dans le 6<sup>e</sup> (A. Hervé) et de 13,83% dans le 5<sup>e</sup> (B. Lalonde) et un total de 86 331 électeurs. Les scores sont bons également à Marseille (7,75%), à Grenoble (9,13%), à Lille (6,48%), à Lyon (8,66%), au Mans (12,9%); à Mulhouse (13,10%; A. Waechter), à Strasbourg (10,46%), et ils atteignent même 19,5% à Chambéry. Ils dépassent les 20% dans certaines banlieues résidentielles. Solange Fernex est élue à Biedenthal.

Durant l'entre-deux tours, du 13 au 20 mars 1977, les positions sont diverses. Là où ils le peuvent, les candidats écologistes des banlieues résidentielles se maintiennent. Là où il y a liste commune avec des autogestionnaires, comme à Lyon, à Toulouse et à Grenoble, ceux-ci appellent à voter à Gauche sans que la liste dans son ensemble ne prenne position. La liste *Lille-Écologie*, conduite par Pierre Radanne, appelle à voter à Gauche en échange de la construction d'une grande Maison de la Nature et de l'Environnement (MNE) promise par Pierre Mauroy. *Paris-Écologie*, quant à elle, exclut tout désistement et toute consigne de vote. Elle prononce la déclaration suivante, longuement préparée à l'avance : « Ni voleurs de voix, ni rabatteurs de voix, nous ne sommes pas propriétaires des suffrages de ceux qui viennent de voter pour nous. C'est à eux de choisir en tenant compte d'une part des réalisations passées des uns, comme La Villette, les tours, les autoroutes éventrant la ville, d'autre part de la confiance qu'ils estiment pouvoir porter aux promesses écologiques des uns et des autres ».

Au soir du second tour, Brice Lalonde est invité à une émission de TF1 avec des ténors des grands partis. Il avait emporté avec lui un transistor et, lorsqu'on lui donna la parole, il enclencha le son et fit entendre Radio Verte<sup>4</sup>, une radio alors clandestine car seules les radios d'État étaient autorisées et les restrictions étaient encore plus fortes pour les chaînes de télévision. Quelle différence, vingt ans après, avec les câbles et les satellites ! Mai 68 fut probablement pour quelque chose dans la libéralisation, économique en particulier, de ces vingt dernières années.

*ÉCOLOGIE 78 : « pencher à Gauche ou y tomber »*

---

<sup>4</sup> Radio Verte Alsace et Radio Verte Paris comptent parmi les premières radios libres. Radio Verte Paris émit peu de temps mais contribua à faire connaître les radios libres aux Français. Radio Verte Fessenheim existe encore à l'heure actuelle. (NDE).

La variété des approches n'eut pas de conséquences fâcheuses aux élections municipales de 1977 car, autonomie oblige, les groupes locaux agirent en fonction de la situation sur le terrain. On vit d'ailleurs des militants de SOS Environnement (A. Hautot, G. Bodu, R. Trioulaire) rejoindre les AT pour élargir leur horizon. Mais, pour des élections nationales comme les législatives de 1978, susceptibles de donner le pouvoir à la Gauche après une éclipse de vingt ans, le mélange était explosif. Rappelons-en les ingrédients :

-Le *Mouvement Écologique* a une vision globale et politique. Il tend vers une structure de parti politique permanent et se dit aussi éloigné de la Gauche que de la Droite ;

-Le RAT est non moins global et politique mais, avec « ses 3 tendances et ses 4 pattes » (voir. App), il refuse la structure de parti et préfère des coalitions électorales « biodégradables » destinées à obtenir des mesures d'urgence. De plus, comme disait Brice Lalonde, « il penche à Gauche sans y tomber » ;

-Les environnementalistes, surtout dans SOS-Environnement, sont fondamentalement apolitiques. Mais, forts de leurs succès municipaux, ils veulent continuer à montrer leur audience. Leur apolitisme les rapproche du « ni Droite, ni Gauche » du *Mouvement Écologique*.

Les préparatifs commencent par un clash. Le 20 mai 1977, Philippe Lebreton envoie une lettre à une quinzaine de leaders écologistes régionaux en leur proposant, pour bloquer des engagements irréversibles (surgénérateurs, autoroutes...), de former un collectif national, *Écologie 78*, pour les prochaines législatives. Il prévoit la tenue d'une réunion à Lyon début juillet, se propose d'assumer les tâches matérielles et demande de ne pas ébruiter le projet. Mais cette lettre fit sursauter Pierre Radanne, son destinataire pour le Nord, qui la rendit publique dans l'hebdomadaire écologiste *La Gueule Ouverte*, accompagnée d'une réponse mordante s'élevant contre le secret demandé, la tentative centralisatrice et l'absence de réflexion sur le pourquoi et le comment des candidatures écologistes.

Malgré cela, lors de la réunion, restreinte, de Lyon, qui eut lieu les 2 et 3 juillet 1977, un projet de plate-forme est adopté, dans laquelle l'opposition au nucléaire joue un rôle central. Puis, les 17 et 18 septembre 1977, une quarantaine de groupes se réunirent à Froberville, près de Fécamp, et affinèrent la plate-forme d'*Écologie 78*, excluant tout désistement au second tour, mais ne refusant pas d'établir contacts avant le premier tour. Il fut décidé qu'*Écologie 78* se dissoudrait après l'élection. Un secrétariat s'installa à Lyon et on désigna un bureau provisoire de dix porte-parole, comprenant deux membres des AT, Amy Dahan et Brice Lalonde, dont le nom fut vivement contesté par certains ; ce bureau doit remettre ses pouvoirs à une prochaine réunion, prévue à Paris le 20 novembre.

Lors de leur réunion nationale d'Asnelles (29 octobre - 2 novembre 1977), les AT ne se montrèrent guère satisfaits par ces décisions. L'idée d'interpeller les candidats classiques entre les deux tours apparaît peu et les sujets de ces interpellations encore moins. On craignait qu'*Écologie 78* ne parachutât des candidats dans des circonscriptions sans groupe en lutte, ou contre la volonté de celui-ci. Enfin il ne fallait pas présenter de candidat là où un candidat d'un grand parti se serait engagé à soutenir nos mesures d'urgence. Une lettre dans ce sens fut envoyée au bureau d'*Écologie 78*, qui la reçut fort mal.

Les choses se gâtèrent encore plus à la réunion des 19 et 20 novembre 1977 d'*Écologie 78* à Paris. Les AT étaient venus nombreux, mais furent mis en minorité. La création d'un rapport de force favorable à l'adoption de mesures conservatoires d'urgence n'était pas dans l'esprit de la majorité. Au contraire, celle-ci durcit encore sa position de fermeture, par exemple en refusant les appuis de personnes ou d'organisations susceptibles de soutenir un candidat ou un parti classique au second tour : cela revenait à refuser le soutien de personnes telles que R. Dumont, Th. Monod, H. Tazieff, ou de groupes régionalistes dont les sympathies pour la Gauche étaient connues, et aussi à empêcher des investitures communes entre *Écologie 78* et le *Front Autogestionnaire* (PSU, MAN...) quand bien même le candidat s'engageait à ne donner aucune consigne de vote. Brice Lalonde rendit son tablier de porte-parole et aucun AT ne prit de responsabilité dans le nouveau bureau. Ces décisions, suites logiques de celles prises à Asnelles, furent approuvées et précisées par les délégués régionaux du RAT les 3 et 4 décembre 1977. Seuls les AT-marseille s'engagèrent véritablement dans *Écologie 78*.

Des contacts entre *Écologie 78* et *sos-environnement*, et l'alignement de ce dernier sur le refus du nucléaire civil et militaire, aboutirent, en décembre 1977, à des candidatures communes sous l'étiquette *Collectif Écologie-78*. D'autre part l'organisme *Paris - Écologie 78*, qui comprenait les AT-Paris et les comités de quartier issus de la campagne municipale, vit le jour : tout en se situant dans le cadre d'*Écologie 78*, il reprenait à son compte la plupart des propositions du RAT et mena une campagne ouverte et sans sectarisme.

Lors de la réunion nationale du RAT aux Rochetons (près de Melun, 21-22 janvier 1978), il fut refusé que le Réseau, en tant que tel, participe à une coalition électorale, mais chaque groupe restait libre de son attitude : pas de candidature, candidature avec *Écologie 78*, candidature avec le *Front Autogestionnaire* (sans désistement du candidat si AT). La tendance d'*Écologie 78* à refuser les nuances fut critiquée et on insistait sur les propositions de mesures d'urgence.

Le premier tour eut lieu le 12 mars 1978. *Écologie 78* présenta 210 candidats, dont 16 membres des AT. Le *Front Autogestionnaire* en présenta 156. On comptait 65 circonscriptions où les deux formations étaient en compétition. Parmi les candidats d'*Écologie 78*, 76 réussirent à dépasser la barre des 5% assurant ainsi le remboursement des frais de campagne. Les meilleurs scores furent obtenus par D. Anger (Manche, 12,63 %), Boivin (Manche, 9,5 %), A. Waechter (Haut-Rhin, 9,50%), B. Lalonde (Paris, 8,74%) Brom (Bas-Rhin, 8,63 %), Précias (Haute-Savoie, 8,56%) et Ph. Lebreton (Ain, 8,03%). *Écologie 78* obtint un total de 610 000 voix.

Poussé par ceux qui voulaient la victoire de la Gauche, Brice Lalonde alla, avec des collègues de *Paris - Écologie 78*, faire la tournée des quatre grands partis afin qu'ils précisent chacun leurs positions sur le nucléaire : tandis que le RPR et le PCF étaient largement favorables au nucléaire, le PS et l'UDF se montrèrent plus nuancés. Les radicaux, majoritaires dans *Écologie 78*, poussèrent les hauts cris.

#### *Européennes : Non merci ou Oui merci ?*

Les AT furent vite échaudés par *Écologie 78*. L'absence d'ouverture d'esprit de bien des dirigeants de cette coalition, leur refus de quitter le terrain du témoignage, les attaques venimeuses de *sos-environnement* (J.C. Delarue, J.L. Simonet) les rendirent très réticents vis-à-vis de la liste *Europe-Écologie* qui était en train de se former sous la direction de S. Fernex et de Ph. Lebreton dont le *Mouvement Écologique* devint la CIME (Coordination Interrégionale des Mouvements Écologiques). À la réunion nationale du RAT à Cirey-les-Belleveaux (Doubs, 13-15 mai 1978), une majorité était défavorable à la participation aux élections européennes de 1979.

L'aventure est pourtant tentante et, pendant l'été 1978, on pese le pour et le contre. Le mode de scrutin, proportionnel avec des listes nationales, peut permettre d'obtenir des élus si l'on dépasse la barre des 5% et on évite les affres de l'entre-deux tours ; cependant l'établissement d'une liste classée de 81 candidats peut provoquer des conflits d'appareils et, disent certains AT, développer le vedettariat. D'autre part, bien que l'Europe soit un bon cadre pour traiter des problèmes écologiques (voir Chap. IV) et bien que beaucoup d'AT soient des Européens convaincus, les attributions de la CEE se bornent alors à la promotion de la croissance industrielle, une situation difficile à cautionner par un vote.

La réunion nationale des Rochetons (près de Melun, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1978) adopte ainsi au consensus, et ce malgré les réticences de Brice Lalonde et des ses proches, la motion *Européennes, non merci* qui promet de désapprouver tout AT qui se porterait candidat et qui appelle à un vote nul avec des bulletins ornés du logo, alors très populaire, « Nucléaire, non merci ! ».

Cependant, Brice Lalonde brûle d'agir. Un appel « Écologie et Liberté », signé par de nombreux AT, dont beaucoup de non-Parisiens, propose la formation d'une liste de personnes d'accord sur huit revendications bien précises, dont la clause du « citoyen le plus favorisé » tentant d'harmoniser vers le haut les droits des citoyens européens, mais pouvant diverger sur d'autres questions. Quelques intellectuels se réunissent à la Bûcherie pour en discuter. Une autre possibilité était la formation d'une « Liste des Minorités » qui, pour franchir la barre des 5% (une fois franchie, la liste aurait 4 élus, puis 5 avec 6%), associerait des mouvements incapables de la franchir isolément. C'est ainsi que des contacts furent pris avec des régionalistes, des féministes, des défenseurs des libertés et, sur le plan politique, avec le PSU, le MRG (signataires de la Pétition Nationale Energie, voir Ch. II) et avec Françoise Giroud qui se classait alors au centre droit. Cette solution présentait l'avantage d'éviter l'inféodation à un parti, plusieurs devant être présents (préfiguration de la liste ERE de 1984 ?). Bien qu'Europe-Écologie se soit assurée le concours de mondialistes et d'humanitaires, Didier Anger, de cette liste, rétorquait que ces « additions » seraient en fait des « soustractions », les partisans d'un des coalisés risquant de refuser de voter aussi pour les autres.

Brice Lalonde exposa ses projets à la réunion des délégués régionaux du 17 mars 1979. Ceux-ci furent accueillis par une levée de boucliers jusqu'à ce que Bernard Genet des AT-Marseille – un homme aux antipodes de Brice Lalonde, nourri de marxisme et pourfendeur de la social-démocratie – affirme que Brice Lalonde n'en fera qu'à sa tête et demande qu'on le laisse poursuivre (« qu'on le laisse se casser la gueule ») jusqu'à la prochaine réunion nationale du RAT.

Celle-ci se tint du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai 1979 au Rochasson, près de Grenoble. La discussion sur les élections européennes fut longue et intense. Une motion visant à exclure d'emblée toute participation est d'abord repoussée (12 groupes pour, 29 contre, 2 abstenus), en particulier parce que le PS, lors de son congrès de Metz, s'était éloigné de la ligne « deuxième Gauche » prônée par Rocard et ne méritait donc plus d'indulgence. La perspective d'une « Liste des Minorités » avec plusieurs petits partis politiques fut abandonnée car le MRG avait préféré à cette aventure la négociation de bonnes places sur la liste socialiste et car le réflexe anti-Droite des AT présents fit exclure la présence de F. Giroud (16 groupes contre cette présence, 8 pour, 14 abstenus). Après diverses péripéties, la seule motion qui restait en lice, celle de Brice Lalonde, est retirée (un vote indicatif lui donna 11 voix pour, 18 contre et 8 abstentions). Aucune des formules envisagées pour les élections européennes n'a donc pu permettre les convergences souhaitées et ce fut la victoire de la tendance « Mouvement social », défendue notamment par Radanne et Lenoir, sur la tendance pragmatique (VoirApp.I).

Finalement, après quelques déchirements internes, la liste Europe-Écologie fut seule à se présenter le 10 juin 1979. Avec 886 819 voix et 4,39% des suffrages, elle ne franchit hélas pas la barre des 5%. Malgré ses tendances « puritaines, misérabilistes, voire autoritaires », la plupart des AT avaient voté pour elle. C'est ce qu'exprimèrent les 16 et 17 juin leurs délégués régionaux. L'élection présidentielle de 1981 fut évoquée sans hostilité lors de cette réunion.

### *Prélude aux Présidentielles de 1981*

La réunion nationale du RAT à Marseille les 1<sup>er</sup> et 4 novembre 1979 définit deux volets d'une candidature à cette élection : l'exposé des orientations générales des écologistes et la revendication d'un petit nombre de mesures précises et immédiates concernant des arrêts, des moratoires et la démocratisation des institutions qui serviraient aussi à interpeller les deux candidats restant en lice au second tour. La campagne devait réunir les écologistes et d'autres mouvements sociaux.

Les AT chargés d'établir des contacts et d'étudier les différentes possibilités de positionnement n'eurent guère à attendre car les leaders d'*Europe-Écologie* convoquèrent à Dijon, les 24 et 25 novembre 1979, une réunion de tous les écolos : environ 150 écologistes de tous bords étaient présents ; les AT étaient venus nombreux. Les invitants annoncèrent qu'ils créaient un « Mouvement d'Écologie Politique » (MEP) à vocation de parti, ce qui provoqua des mouvements divers ; c'était une « simple information » qui ne fut pas mise aux voix. Isabelle Cabut, de la *Gueule Ouverte*, fit voter, par 55 voix contre 45, une motion demandant un vaste débat jusqu'à la tenue d'Assises au printemps 1980, toute création de partis ou de mouvements politiques et toute déclaration de candidature étant interdites jusque là. Pour animer le débat un « Comité de Liaison Écologiste » (CLE) fut mis sur pieds avec quatre membres du RAT (G. Marimot de Cabris, P. Radanne de Lille, Laurent Samuel de Paris, G. Wunsch de l'Agence de Services), quatre du MEP (dont C. Bonnel, J. Brière, J.P. Mortreux) et quatre des autres mouvements, dits « diversitaires » ou « troisième collège » (dont J.M Brunet, I. Cabut, A. Seilinger et, comme observatrice, la jeune Dominique Ronzani-Voyonet).

Pour alimenter le débat, ce CLE définit une grille en trois chapitres, Constat, Identité et Projet, permettant de comparer les positions de chacun, groupe ou individu.

#### LA GRILLE DU COMITÉ DE LIAISON ÉCOLOGISTE (CLE)

##### I - CONSTAT.

- 1) Qu'est-ce qui coince actuellement dans le système ?
- 2) Pourquoi ? (Productivisme, technocratie....)
- 3) Analyse des forces en présence (sociales, politiques, etc.).

##### II - IDENTITÉ.

- 1) Finalité de l'Écologie.
- 2) Que proposons-nous à partir de la réalité actuelle ?
- 3) Question des alliances ?

##### III - PROJET

- 1) Qu'attendons-nous de ce mouvement ? (propositions d'objectifs militants).
- 2) Propositions d'organisations interne du mouvement.
- 3) Moyens d'action concrète.

Les réponses furent très nombreuses en cette période d'introspection intense du mouvement : elles remplissent un livret de 118 pages, *Contributions aux Assises Écologistes de Mai*, publié par le périodique *Écologie* de J.L. Burgunder. Les lecteurs qui avaient travaillé sur le Manifeste du RAT (Voir Chap. I) le découpèrent en morceaux pour l'adapter à la grille du CLE. On pouvait noter des différences entre les deux textes principaux, celui du RAT et celui du MEP : tandis que la dénonciation du productivisme rendait celui du MEP plus idéologique, celui du RAT, en désignant la technocratie comme adversaire principal, était plus opératoire. On peut ainsi comparer les phrases « Rompant avec l'utopie d'une société parfaite et avec les prétentions aux panacées politiques, les AT se méfient des grands desseins stratégiques » et « L'écologisme vise à ébranler le système politique actuel en offrant aux électeurs des perspectives totalement différentes ». Toutefois, ces deux textes n'étaient pas incompatibles.

La réunion nationale du RAT, les 1<sup>er</sup> et 2 mars 1980 à Paris, commença par juger très souhaitable une candidature écologiste indépendante (62 voix pour, 4 contre, et 9 abstentions, vote à mains levées) et par appeler de ses vœux une campagne collective et militante, ouverte aux mouvements anti-technocratiques. Ni désistement ni consigne de vote ne sont prévus pour l'entre-deux tours. On décide seulement de demander aux deux candidats du second tour de se prononcer sur une courte liste de mesures d'urgence. Le candidat et son équipe seront désignés lors des Assises. Tout ceci est décidé au consensus. Toutefois, une proposition visant à « accentuer les attaques contre le pouvoir en place » est repoussée par 72 mandats contre, 26 pour et 32 abstentions ; les observateurs du MEP présents dans la salle poussèrent un soupir de soulagement car le refus de se situer sur un axe Droite-Gauche était un principe fondamental de ce mouvement.

Tous les groupes qui se réclament de l'écologie ont été invités par le CLE aux Assises Écologistes de Lyon, qui se sont tenues du 2 au 4 mai 1980. Les isolés doivent s'inscrire auprès de ces groupes. Les votes y ont lieu par personnes présentes, un vote par groupe étant possible comme contre-épreuve. Le CLE commence par souligner les convergences entre les textes qu'il a reçus, les contradictions qu'il a relevées n'étant pas « antagonistes » (comme auraient dit Marx et « sa femme Angèle »). D'éloquents membres des AT amènent la réunion à adopter, par 154 voix pour, 29 contre et 26 abstentions, une motion de Marc Thivolle par laquelle elle se proclame souveraine sur les points mis à l'ordre du jour ; le MEP était réticent. Lors d'un tour de table, chaque groupe se dit prêt à lancer des campagnes communes, en particulier pour l'élection présidentielle, mais aussi sur le nucléaire, et expose les objectifs qu'il défend ; les groupes AT proposent Brice Lalonde comme candidat. Le soir, ayant noté les objectifs les plus souvent cités, il fut facile à G. Nicaise (AT-Lyon) et P. Samuel (Agence de Services) de faire voter par 182 voix contre 7 pour et 18 abstentions une motion définissant cinq thèmes d'action prioritaires : le nucléaire et ses alternatives ; la démocratie et les libertés (en particulier le référendum d'initiative populaire) ; le Tiers-Monde ; le travail, sa finalité, sa durée ; le monde rural. Bien des membres des AT, ceux de la tendance « mouvement social » en particulier (Voir App. I) et certains « diversitaires », déplorent le manque de précision de ces thèmes et le fait qu'on ne cherche pas à en extraire des objectifs plus précis et à définir des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Une séance de soirée sur la structuration du mouvement après l'élection présidentielle se déroule dans une totale confusion de votes sur des textes et amendements qui sont vite combattus par ceux-là même qui les ont proposés ! Une séance sur les actions communes avec d'autres mouvements définit des positions prévisibles : strictes en période électorale, larges en dehors.

Enfin, la dernière journée, qui doit voir la désignation du candidat et de son équipe, est cruciale. Les AT la préparent en se réunissant jusqu'à 3 h du matin dans le local des AT de Lyon ! La séance commence par le plus facile, à savoir la désignation d'une équipe chargée de coordonner et d'animer sur le plan national la campagne électorale et de contacter les mouvements convergents. Sont élus : Brice Lalonde (RAT, 207 voix), Yves Cochet (RAT, 200 voix), Roger Masson (DIV, 166 voix ; DIV = diversitaire), Bernard Dumontet (DIV, 163 voix), Michel Politzer (MEP, 163 voix), Geneviève Jonot (RAT, 150 voix), Philippe Lebreton (MEP, 133 voix) et Alain de Swarte (DIV, 113 voix).

Mais va-t-on parvenir à désigner le candidat ? Des discours passionnés s'affrontent : « On ne sera jamais aussi représentatifs qu'aujourd'hui » ; « on doit encore réfléchir, une désignation via des Assises Régionales sera plus proche des vœux de la base ». Une toute petite majorité, 135 voix contre 129 pour, se prononce pour une désignation immédiate ; une contre-épreuve par groupes donne un résultat tout aussi serré. Craignant de casser le mouvement, la petite majorité (essentiellement les AT) n'insiste pas et accepte que des primaires écologiques aient lieu régionalement le 15 juin 1980.

Pour ces primaires, l'Agence de Services du RAT propose aux neuf représentants de mettre à la disposition d'une équipe technique tripartite les moyens de son local rue de l'Arbalète : cette équipe reçoit les candidatures et diffuse les professions de foi des candidats vers les lieux de vote. Les neuf représentants décident qu'un premier tour aura lieu le matin du dimanche 15 juin. Si aucun candidat n'atteint les 65% des suffrages, un second tour, entre les candidats ayant dépassé les 15%, aura lieu dans l'après-midi et la majorité relative suffira. Pour passer si vite d'un tour à un autre, on mobilisa les téléphones des militants habitant près de l'Arbalète, chacun étant chargé des liaisons avec quatre ou cinq lieux de vote dits « Assises Régionales » ; les divers résultats du 1<sup>er</sup> tour furent apportés et additionnés à l'Arbalète, puis chacun des militants les communiqua à « son » Assise et lui dit de procéder au second tour. Pour voter, il suffisait de se présenter à une Assise, de signer une feuille disant qu'on était d'accord avec les décisions prises à Lyon et de verser cinq francs de participation aux frais.

L'organisation des Assises Régionales dépendait de l'existence de groupes motivés. Il y en eut 25 : Lille, Abbeville, Lillebonne, Saint-Lo, Caen, Quimper, Rennes, Nantes, Bordeaux-Merignac, Golfech, St-Paul-lès-Dax, Toulouse, Montpellier, Uzès, Brignoles, Montélimar, Chambéry, Villefranche-sur Saône, Besançon, Saint-Hippolyte (Alsace), Reims, Le Creusot, Saint-Jean Ligour (Limousin), Saint-Jean de Ruelle (Centre) et Paris. L'Arbalète put les alimenter à temps en professions de foi et en bulletins de vote. La presse associative et le quotidien *Libération* firent aussi passer l'information, mais furent-ils suffisamment lus ? Il y eut onze candidats (le nombre de voix obtenues au premier tour se trouve entre parenthèses) :

- D. Anger (75), animateur des luttes antinucléaires dans le Cotentin. Il promet, s'il est élu, de céder la place à J. Y Cousteau si celui-ci accepte d'être candidat ;
- J.-M. Glantzlen (3), folklorique, Nord ;
- A. Hautot (50), « Candidat placard », voir ci-dessous ;
- B. Jullien (22), jeune postier libertaire des AT-Paris, convivial et éloquent ;
- B. Lalonde (615), candidat du RAT, profession de foi « Écologie et Liberté » ;
- Ph. Lebreton (627), candidat « administratif » d'un « candidat – équipe » formé de membres du MEP et ouvert à d'autres. Se retirera si J.Y Cousteau accepte d'être candidat ;
- A. Lefeuvre (12), régionaliste Breton ;
- Hervé Le Nestour (7), ethnologue libertaire, critiquant tout le monde, original, souvent irritant. Physiquement, il est le type de l' « écolo barbu, chevelu et crado » assez répandu à l'époque ;
- Prudence Petitpas (30), candidate de canular, « pour le Bien, contre le Mal » ;
- Alain de Swarte (36), directeur de l'excellent périodique *Combat-Nature*. Serait le candidat « administratif » d'une campagne collective et décentralisée menée par les neuf Représentants ;
- A. Seiliger (19), folklorique, Ile-de-France.

À part un conflit, vite réglé, sur le lieu de vote à Bordeaux, le scrutin du 15 juin 1980 se déroula correctement ; le système téléphonique avait fonctionné. Seuls deux candidats, B. Lalonde et Ph. Lebreton, dépassèrent les 15% nécessaires pour accéder au second tour. Celui-ci les départagea : 1 811 votant, 930 voix pour B. Lalonde (53,2%), 817 pour Ph. Lebreton (46,8%). Une forte mobilisation en région parisienne semble avoir favorisé Brice Lalonde. Les neuf représentants se félicitèrent du bon déroulement du scrutin et entérinèrent son résultat. Ph. Lebreton rédigea une lettre à ses amis du MEP leur demandant d'accepter le résultat, de bien travailler dans les équipes de la campagne et d'y faire passer les idées du MEP.

Dans l'intervalle, le RAT avait tenu une réunion nationale à Préfailles, en Loire Atlantique, du 15 au 18 mai 1980. Conscients peut-être du manque de mobilisation de leurs groupes pour les primaires du 15 juin, les présents s'étaient posé la question de savoir ce qu'il adviendrait si Brice Lalonde était battu par le MEP, ce qui se traduisit par un interminable psychodrame où bien des rancœurs s'exprimèrent et où les rares appels à garder de l'énergie afin de mobiliser les militants passèrent inaperçus. La situation se compliquait du fait que Brice Lalonde n'était pas le seul Ami de la Terre candidat. La candidature de B. Jullien, un sympathique libertaire bien connu pour ses opinions, n'étonna pas. Plus controversée était la « candidature placard » d'André Hautot, le leader des AT-Versailles, un fonctionnaire de la préfecture féru de démocratie locale, à l'esprit compliqué et parfois retors : il voulait être un candidat qui ne s'exprimerait pas et qui ne sortirait de son placard que pour brandir des panneaux préparés à l'avance et répondant aux questions posées par les journalistes. À la rigueur, un ou plusieurs des neuf représentants pourraient être appelés à s'exprimer dans les médias. Bref, Hautot était un spécialiste des relations publiques ! Cependant, en prévision de l'éventuelle victoire de Brice Lalonde le 15 juin, on désigna les AT qui feraient partie de son équipe de campagne : D. Bidou, S. Karsenty, D. Martin, A. Plas, P. Radanne, L. Samuel, M. Thivolle. S'y ajoutèrent quelques membres du MEP (C. Bonnel, J. P. Mortreux, A. Néri...) et des « diversitaires »... dont D. Voynet.

La réunion des délégués régionaux du RAT à Paris les 21 et 22 juin 1980 constata la faible mobilisation des AT aux primaires du 15 juin. Peut-être les adhérents, habitués aux votes par groupes et par mandats, avaient-ils cru que ce système serait appliqué sans réaliser qu'il ne pouvait fonctionner correctement que dans un ensemble de groupes déjà structuré.

### « Aujourd'hui l'écologie »

Tel fut le titre donné à la campagne présidentielle. Durant l'été 1980, Brice Lalonde fit un tour de France pour prendre contact avec les militants de terrain et s'informer des problèmes locaux.

À l'automne, on aménagea le vaste local au 72 rue du Château d'Eau (Voir App.III), dit souvent « Chatodo ». Un intense travail d'organisation eut lieu : implantation de comités de soutien, lancement de souscriptions, organisation des tournées du candidat, production de nombreux textes depuis une lettre hebdomadaire pour la presse, *La Vague Verte*, jusqu'au livre *Le Pouvoir de Vivre*. Brice Lalonde dessina même une affiche inspirée de celle « Quand vous voudrez » de 1976. Plusieurs conférences de presse, sur l'énergie, le tiers-monde, le référendum, etc. eurent lieu.

Cependant, à la suite d'émissions où Brice Lalonde s'exprimait pour un vaste public, les critiques se mirent à pleuvoir du côté des *Amis de la Terre*. Lors de la réunion des 4 et 5 octobre 1980, les délégués régionaux exprimèrent leur mécontentement, jugeant la campagne de Lalonde trop personnelle, son ton trop doux, pas assez virulent et ferme. Ils déploraient également le manque de consultation de l'équipe et des neuf représentants. Bref, la campagne ne leur plaisait pas, mais ils ne se demandaient pas non plus si cela ne valait pas mieux pour attirer des électeurs encore indécis. Les critiques continuèrent lors de la réunion nationale de Lille (8-11 novembre 1980) où la candidature de Coluche attirait plusieurs participants. P. Radanne quitta l'équipe de campagne et fut remplacé par J. F. Schneider, de Grenoble. Parallèlement, le MEP se réunit à Préfailles où il travailla sur les difficiles questions de l'économie et de la défense. Le *Libération* du 11 novembre titra ses deux articles « Les *Amis de la Terre* feront-ils la campagne de Brice Lalonde ? » et « Le MEP élabore le programme électoral du candidat désiré par le RAT » : ce jugement, sévère mais juste, fit grincer quelques dents aux AT.

Lors de la réunion de Lille, il fut décidé que la campagne présidentielle devait se doubler de « campagnes militantes » à tenir sur les sujets suivants :

- des référendums d'initiative populaire ;
- des maisons pour les associations ;
- des plans alternatifs régionaux ;
- des radios libres.

Elle prépara aussi l'entre-deux tours en proposant une liste classée de mesures d'urgence sur lesquelles on demanderait la position des deux candidats restants. On inscrivit sur un tableau les mesures suggérées dans la salle, puis on passa au vote, chacun devant en choisir cinq. Elles furent classées selon le nombre de voix obtenues ; voici les cinq premières :

- arrêt du programme nucléaire (33 voix) ;
- Référendum d'Initiative Populaire (31 voix, à la demande de 1% des citoyens sur le plan national) ;
- démantèlement de l'arsenal nucléaire militaire (23 voix) ;
- liberté pour les radios et les télévisions (19 voix) ;
- abolition de la peine de mort et abrogation de la loi « Sécurité et Liberté » d'Alain Peyrefitte (15 voix).

On voit donc bien que l'environnement n'y régnait pas sans partage !

L'agence de services sortit quatre affiches et quatre bandeaux pour les campagnes militantes. Les 17 et 18 janvier 1981, les délégués régionaux du RAT, toujours très critiques au sujet de Brice Lalonde, constatèrent que les campagnes militantes ne mobilisaient guère les adhérents. Les 21 et 22 février 1981, leurs critiques de la campagne présidentielle s'atténuèrent toutefois, peut-être à cause des conférences de presse et d'autres interventions qui traitaient de sujets concrets et où les thèmes chers aux AT furent bien développés.

Le conseil national inter-régional, tripartite, d'*Aujourd'hui l'Écologie*, réuni les 14 et 15 mars au « Chatodo » approuva, moyennant de petites modifications, les textes préparés pour la campagne dont le livre *Le Pouvoir de Vivre* et les cinq mesures d'urgence proposées par les AT.

Il restait toutefois un obstacle difficile à franchir, à savoir celui des 500 signatures. Jusque là, la Loi stipulait que, pour être candidat à une élection présidentielle, il fallait avoir le parrainage d'au moins 100 maires et on a vu qu'il avait été facile d'obtenir près de 200 parrainages pour René Dumont. Les parrainages obtenus, l'État prend en charge les frais de campagne sur une base forfaitaire. Mais, effrayé par le nombre des candidats en 1969 (10) et en 1974 (12), le gouvernement avait, en 1976, relevé le seuil de 100 à 500.

Les difficultés avaient en fait commencé dès le printemps 1980 avec ce qu'il convient d'appeler « l'hypothèque Cousteau ». Alors que René Dumont avait adressé une lettre aux maires leur demandant de réserver leurs signatures pour le candidat que les écologistes allaient désigner, le Commandant J.Y Cousteau entretenait le suspense : il leur recommande de suspendre toute promesse de parrainage jusqu'à ce qu'on y voie plus clair. Ceci lui est reproché le 8 juin 1980, par 7 voix contre 2, par les neuf représentants. D'autre part, il adresse le 5 juin 1980 une lettre à Brice Lalonde précisant « qu'il ne souhaite pas être le candidat des écologistes » mais qu'il soutiendra avec force le candidat choisi « s'il est unique ». Cela n'empêche pas des candidats aux primaires du 15 juin 1980 (D. Anger, Ph. Lebreton) de promettre de s'effacer devant Cousteau s'il voulait être candidat.

L'annonce des candidatures « écologistes » de J. C. Delarue et de Roger Garaudy ne fut pas pour clarifier la situation auprès des maires. Alimentée par certains organes de presse, la « rumeur Cousteau » gonfla au début de 1981. Le 6 février 1981, celui-ci reçut Brice Lalonde qui lui exposa son programme, puis des appuis de Brice Lalonde et aussi les deux autres candidats (d'après la petite histoire, il aurait dit à des amis de Brice Lalonde « Mais il y a aussi Delacour et Girodet »). Enfin, au journal d'Antenne 2, le 19 février 1981, il confirma qu'il ne se portait pas candidat, fit remarquer que les élections n'étaient pas le meilleur moyen d'action, et surtout, affirma son soutien au « candidat des écologistes » sans toutefois prononcer son nom, et appela les maires à apporter leur parrainage à ce dernier. Il finit par leur envoyer une lettre dans ce sens, où le nom de Brice Lalonde est cité.

Toutefois, cela ne suffit pas pour atteindre les 500 signatures, notamment parce que les quatre grands partis, « la Bande des Quatre » disait-on alors, interdirent à leurs élus de parrainer quiconque hormis le candidat de leur parti. De vaines démarches furent entamées auprès du PS et du PCF pour qu'ils assouplissent leur position. Des élus socialistes, comme Francis Ampe, le maire de Chambéry, s'élevèrent contre l'attitude de leur parti. Des personnalités soutenant d'autres candidats, comme L. Schwartz et E. Leroy-Ladurie, appelèrent les maires à parrainer Brice Lalonde au nom de la démocratie, quelle que soit leur intention de vote. Une autre inquiétude provenait de ce que le Ministère de l'Intérieur tenta d'obliger les maires à faire des démarches compliquées pour obtenir les formulaires de parrainage. Cette mesquinerie indigna la presse et, finalement, l'administration se ravisa et envoya les formulaires à tous les maires.

Mais le déblocage décisif vint d'ailleurs. On apprit le 10 mars 1981 que, « pour donner une expression à un courant de la vie politique française », mais en fait pour subtiliser des voix à Mitterrand et aussi en raison de la sympathie de certains centristes pour l'écologie, les « stratèges giscardiens » avaient décidé de fournir des signatures à Brice Lalonde. André Diligent et Bernard Stasi, deux personnes fort honorables, furent chargés de l'opération. Sans se souvenir de l'attitude rigide du PS et du PCF, les écologistes de Gauche et R. Garaudy s'indignèrent : « Il faut refuser ces signatures », clamèrent-ils !

Enfin le 9 avril, on apprit du Conseil Constitutionnel que Brice Lalonde avait finalement obtenu 576 parrainages et figurait donc sur la liste des dix candidats admis. Sur ces 576 parrainages, 458 provenaient de maires ruraux sans affiliation politique. Les autres avaient les couleurs suivantes : trois extrêmes-gauche, quatre PCF, vingt PS, trois MRG, quinze RPR et soixante-treize UDF. Ce furent donc bel et bien les « stratèges giscardiens » qui fournirent l'appoint décisif.

La campagne officielle se déroula du 10 au 24 avril 1981, ponctuée de tournées en province, d'interviews et d'émissions à la radio et à la télévision où Brice Lalonde apparaissait, parfois en compagnie de René Dumont, du commandant Cousteau, d'un paysan du Larzac ou du maire antinucléaire de Golfech. La campagne se clôtura sur un symbole fort : un discours prononcé devant le site de Malville.

Le dimanche 26 avril 1981, on apprit que Brice Lalonde avait obtenu 3,87% des suffrages, soit moins que les 4,39% d'*Europe-Écologie* en 1979, et dépassé le million de voix, 1 126 282 voix, soit plus que les 886 819 voix d'*Europe-Écologie*. Il fut, derrière la « Bande des Quatre », le premier des six « petits candidats ».

L'écart entre la Gauche (Mitterrand, Marchais, PSU, MRG, Laguiller) et la Droite (Giscard d'Estaing, Chirac, M. Debré, M.F. Garaud) étant faible, les journalistes se précipitèrent entre les deux tours au Chatodo pour savoir ce que les écologistes envisageaient de faire. Pascal Krop du *Matin*, un quotidien alors proche du PS, se montra particulièrement insistant et à l'affût de toute parole pouvant « tomber à Gauche ». Mais, tout simplement, le candidat fit ce qui avait été promis : pas de désistement, pas de consigne de vote, mais interpellation de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand sur les douze mesures d'urgence, nucléaire, référendum d'initiative populaire et représentation proportionnelle en premier lieu. Tous deux fournirent des réponses détaillées, qui furent objectivement analysées lors d'une conférence de presse le 7 mai 1981 : la presse en déduisit que celles de Mitterrand étaient un peu meilleures. Cependant, parallèlement, bien des groupes et des personnes ayant participé à *Aujourd'hui l'Écologie*, depuis les évidents comme René Dumont jusqu'aux inattendus comme S. Fernex et d'autres membres du MEP, appelèrent à voter soit contre Giscard, soit, plus rarement, pour Mitterrand. Ce partage du travail entre le sommet et la base fut fort apprécié à Gauche.

Le 10 mai 1981, Mitterrand l'emporta sur Giscard d'Estaing avec environ 51,5% des voix ; des sondages indiquèrent que plus de la moitié des électeurs de Brice Lalonde auraient voté pour lui. Grands cris de joie au rez-de-chaussée du Chatodo où l'on se précipita au rassemblement, place de la Bastille, qui fêta la victoire de la Gauche. Au premier étage, les responsables étaient plus perplexes. Brice Lalonde déclara que les écologistes veilleraient, en toute indépendance, au respect des promesses de Mitterrand sur la limitation du nucléaire, les référendums d'initiative populaire et le scrutin proportionnel.

#### *Des législatives improvisées*

Il était facile de prévoir qu'une fois élu, Mitterrand utiliserait son droit de dissolution pour former une Assemblée Nationale de Gauche. La seule préparation à cette éventualité fut, à ma connaissance, un travail juridique montrant qu'il y avait le temps d'instaurer le scrutin proportionnel avant l'été, les votes ayant lieu le 21 et 28 juin 1981. Malgré leur promesse, les socialistes ne le firent pas ; peut-être pensaient-ils qu'une Assemblée et un Sénat de Droite refuseraient une telle réforme, rejetée par Giscard d'Estaing entre les deux tours ; mais nos juristes pensaient que des centristes pourraient se joindre à la Gauche pour la voter.

Pour les écologistes, une bonne solution aurait été de concentrer les moyens disponibles sur des candidatures symboliques : par exemple Brice Lalonde à Paris, un membre du MEP du côté de Lyon ou en Alsace, un « diversitaire » du côté de Toulouse. Mais il y avait ceux qui se précipitaient sur n'importe quelle élection. Le conseil des neuf représentants, le 17 mai, et le conseil national inter-régional d'*Aujourd'hui l'Écologie*, les 23 et 24 mai 1981, limitèrent les dégâts en visant l'objectif des 75 candidatures qui donnent l'accès à la campagne radio-télévisuelle officielle. Ils recommandèrent de choisir des circonscriptions où Brice Lalonde avait fait un bon score le 26 avril afin de dépasser la barre des 5% donnant droit au remboursement des frais. On rédigea également un texte destiné à figurer au recto des professions de foi des 81 candidats sous bannière *Aujourd'hui l'Écologie*. Sauf Brice Lalonde à Paris 5<sup>e</sup> (8,25%), aucun ne parvint à franchir la barre des 5% le 14 juin 1981, même en Alsace. La « marée rose » avait frappé (ainsi, je ne fis que 3,8% dans une bonne circonscription de la banlieue Sud, où Brice Lalonde avait fait 5,5% le 26 avril).

Pour les AT, les choses s'étaient compliquées avec l'appel « C'est l'Heure » lancé par P. Radanne, H. Bouchardeau et d'autres. Cet appel, reprenant les thèmes écolo-libertaires, poussait à la formation d'une force qui serait l'aiguillon de la Gauche : « À côté de la Gauche PS/PC doit s'affirmer une force nouvelle, une force qui reprenne l'acquis de Mai 68 et des douze dernières années... et qui définira des thèmes nouveaux ». Sous le titre *Alternative 81*, des candidats, et parmi eux des AT, se réclamèrent de cet Appel. La réunion nationale du RAT à Cirey-les-Belleveaux, du 28 au 31 mai 1981, laissa les groupes locaux décider de leur forme de participation, ou de non-participation, aux élections législatives. Amputé de ses parties électorales, l'Appel « c'est l'Heure » fut approuvé par 35 mandats contre 15 voix opposées et 6 abstentions. On dressa le bilan de la campagne présidentielle : elle avait été mieux reçue par le grand public que par les militants. Les « campagnes militantes » quant à elles, n'avaient pas été d'une grande efficacité et Yves Lenoir se plaignit du fait qu'elles n'avaient pas été assez soutenues par l'agence de services, qui avait pourtant conçu et fait imprimer affiches et bandeaux. Enfin, Dominique Martin présenta une motion visant à ce que le RAT s'engage dans le processus d'unification des écologistes qui avait été prévu lors des Assises de Lyon de mai 1980 : elle fut adoptée par 29 mandats, contre 17 voix opposées et 11 abstentions.

### *Unification de l'écologie politique ?*

L'adjectif « politique » est ambigu. Se rapporte-t-il seulement au mode de gouvernement et au processus électoral ? Ou bien désigne-t-il plus largement une démarche qui, dépassant un problème local (nuisances d'une autoroute ou d'une ligne TGV) ou nettement délimité (comme la gestion des déchets ménagers), s'efforce de remonter aux causes de ce problème et de proposer des moyens de s'attaquer à ces causes, allant jusqu'à remettre en cause la société dans laquelle nous vivons ? Une association qui agit ainsi, qui questionne les fondements même de l'organisation de notre société, peut à juste titre être qualifiée de « politique » quand bien même elle ne se présente pas aux élections. Toutefois, sans doute notamment à cause des habitudes journalistiques, « politique » signifie le plus souvent « électoral » et beaucoup de gens ont du mal à concevoir en quoi l'écologie procède du politique.

Depuis plusieurs années, le MEP et ses ancêtres (Mouvement Écologique, CIME) souhaitaient l'élaboration d'organismes permanents, et de préférence unique, qui permette aux écologistes d'aller aux élections. Après les querelles et les difficultés survenues depuis 1977, la formule des « coalitions biodégradables », d'abord chère aux AT, ne faisait plus recette. Malgré la divergence théorique entre réalisme et fondamentalisme, un bon travail commun avait été possible au sein d'Aujourd'hui l'Écologie. Les problèmes devenaient ceux des relations entre l'électoral et l'associatif politique et du degré de centralisation de l'organisation électorale.

Bien sûr, les organisations existant sur le plan national, MEP et RAT, avaient bon espoir de « plumer la volaille diversitaire ». Le MEP, qui visait à une structure assez centralisée de parti politique classique, semblait a priori moins à même de le faire que le RAT, dont la structure équilibrait assez bien les pouvoirs de la base et du sommet. La volonté des « diversitaires » d'avoir des échelons régionaux forts, des fédérations régionales, était tout à fait acceptable par les AT, conscients de l'arbitraire de leur système des délégués régionaux ; ils demandaient néanmoins à ce que, malgré le caractère parfois arbitraire du découpage régional administratif (plaçant, par exemple, Nantes en dehors de la Bretagne), les Fédérations suivent ce découpage car il deviendrait celui des élections régionales.

D'autre part, les AT étaient en général hostiles à la séparation entre l'électoral et l'associatif politique. Le pouvoir socialiste était en train de donner aux associations davantage de moyens d'intervention que son prédécesseur. Ils tenaient également à ce que, s'ils se fondaient dans une organisation plus large, elle appartienne au Réseau International des AT (FOEI), ce que le MEP refusait tout net. Il y avait là, en germe, de futures contradictions.

Cependant, les AT s'engagent dans le processus d'unification. Le 15 septembre 1981, Brice Lalonde commence à former un Comité d'Initiative pour une Fédération Écologique (CIFE). La réunion nationale du RAT, les 10 et 11 octobre au Chatodo, approuve cette initiative et fait des propositions pour les structures d'une Confédération : des groupes locaux ; des fédérations régionales (régions administratives) ; un conseil confédéral ; des adhérents de soutien ; droit des minorités à ne pas participer à des actions décidées majoritairement mais interdiction de les saboter ; autonomie politique, pas d'alignement sur la Gauche ni sur la Droite, mais possibilité d'alliances larges pour des actions non-électorales ; enfin affiliation à FOEI.

Sur le plan régional, notamment en Ile-de-France, en Bretagne et dans le Sud-Est, des AT travaillent activement à la mise en place des fédérations. Par exemple, aux Assises de la fédération francilienne, six personnes sont, à la proportionnelle, élues sur la motion des AT et quatre sur d'autres motions.

La Fédération Écologiste du Midi organise alors à Couiza (Aude, 12-13 décembre 1981) des Assises Confédérales, où treize régions sont présentes, avec des AT dans presque toutes les délégations. L'atmosphère conviviale et la décision de ne pas séparer l'électoral de l'associatif, et donc de ne pas faire de celui-ci la « courroie de transmission » du premier (Voir PCF et CGT) donna de l'espoir à certains AT présents, mais pas à tous. Il est décidé que la Confédération se dotera d'un Conseil Inter-régional, aux membres élus pour deux ans, qui en établira les orientations et sera responsable de la liste écologiste aux élections européennes de 1984.

Réunis les 23-24 janvier 1982, les délégués régionaux discutent de la fusion de AT dans cette Confédération. Ils y mettent des conditions : davantage d'efficacité dans la structure ; existence d'adhésions de soutien ; ouverture du Conseil Inter-régional à des personnes compétentes ; affiliation à FOEI ; mise à la disposition de la Confédération de l'équipe et des moyens du Chatodo. Mais, même si c'est obtenu, certains restent réticents, refusant la logique de parti et donnant la priorité au renforcement du RAT.

Des élections législatives partielles ont lieu le 17 janvier 1982, avec des candidats communs RAT-MEP-Confédération sous la bannière Écologie 82. Les scores sont décevants : entre 1,77% et 3,30%. Le MEP n'obtient guère plus de succès aux élections cantonales de février 1982, lors desquelles il présente 35 candidats. Toutefois, les candidats anti-nucléaires font 41% autour de la centrale de Chooz, et 9,90%, 7,48% et 6,89% dans le Cotentin.

Les rapports s'enveniment avec le MEP car l'un de ses membres, Jean Brière, venu à la réunion de dissolution d'Aujourd'hui l'Écologie, veut savoir où est passé le remboursement forfaitaire par l'État des frais de la campagne qui se montent à 8.300.000 francs : comme une grande partie de cette somme est passée par les imprimeurs, il a des doutes et, aidé de son ami R. Commandeur, il porte plainte en justice. Cette plainte sera retirée quelques années plus tard.

Dans l'intervalle, le 1<sup>er</sup> novembre 1981, le MEP est devenu le Parti Écologiste.

Vient alors l'épreuve décisive de la réunion de Rennes sur la Confédération (27-28 février 1982). Les propositions des AT sur FOEI, le Chatodo et les adhésions de soutien sont rejetées. Un certain nombre d'AT présents à Rennes (R. Carel, B. Lalonde, D. Martin, C. Philibert, P. Samuel) trouvent que la réunion a accouché « d'un tout petit moteur avec de très gros freins ». Contrairement à Yves Cochet qui prône une absorption progressive des AT par la Confédération, ils tiennent à ce que le RAT s'y intègre en bloc, avec tous ses acquis. La réunion choisit comme siège social de la Confédération le local des AT -Rennes et, pour parer au plus pressé, élit une équipe confédérale de six membres, dont cinq AT avec notamment D. Bidou (Ile de France), Y. Cochet (Bretagne) et G. Mariot (PACA).

Ce n'était toutefois pas encore la rupture totale. Le numéro 60 de *La Baleine*, sorti vers avril 1982, contient pas mal de textes de la Confédération, dont ses statuts adoptés à Rennes. Les motions adoptées par la réunion des délégués régionaux du 13 mars 1982 ne rompent pas les liens avec eux, mais le cœur n'y est plus. On s'interroge sur les rapports MEP-Confédération et certains pensent qu'en cas de fusion RAT-Confédération, le MEP occupera la moitié de l'espace de l'écologie politique au lieu du tiers.

La réunion nationale du RAT à la Salle-les-Alpes (près de Briançon, 29-31 mai 1982) repousse une motion des AT de Rennes et de Lorient proposant l'intégration progressive du RAT dans la Confédération avec, à terme, sa dissolution (12 mandats pour, 18 contre, 23 abst.). Une motion d'A. Hautot pour le renforcement du RAT est adoptée par 19 mandats, contre 9 voix contre et 21 abstentions. On décide de réduire la fréquence des réunions nationales à une session par an afin de laisser à ceux qui le désirent le temps de militer à la Confédération ou dans ses Fédérations régionales. Pour les élections municipales de 1983, et ce malgré le handicap d'un scrutin proportionnel à prime majoritaire, la réunion nationale encourage les groupes à y aller en coopération avec les autres écologistes et sous l'égide des fédérations régionales, s'il y en a. Donc des marques de sympathie, mais qui augurent d'une séparation.

Le 24 octobre 1982, une réunion tripartite RAT - MEP-- Confédération se met d'accord pour proposer aux instances des trois organisations les principes de structuration d'un organe politique, c'est-à-dire électoral.

La Réunion Nationale du RAT au Chatodo, les 27-28 novembre 1982, met un terme à la valse d'hésitation. La motion d'orientation proposée par le secrétariat sortant appelle au renforcement du RAT, souligne sa vocation associative, prend acte de la volonté du MEP et de la Confédération de créer un organe électoral et refuse de s'y dissoudre ; elle rentre en contradiction avec une motion des AT-Rennes demandant la fusion RAT-Confédération. Finalement, 61 mandats soutiennent la motion d'orientation, 8 se prononcent en faveur de celle de Rennes, et on compte 3 refus de vote. Ce vote est net : le « recentrage associatif » est sur les rails. Mais, par un reste d'intérêt pour la structure électorale à naître des amours du MEP et de la Confédération, on donne son avis sur son nom : il ne devra pas s'appeler « parti » (41 oui, 14 non, 10 abstentions), il devra s'appeler « Les Verts » (44 oui, 16 non, 1 abstention).

Les statuts de 1983 formalisent ce recentrage associatif par un article qui stipule que tout AT a le droit de se présenter à une élection mais que, s'il est membre du secrétariat national ou président d'un groupe local, il doit démissionner de cette fonction pour le temps de sa campagne. En outre, son appartenance aux AT ne doit pas être mentionnée lors de cette campagne. Dirigé contre Brice Lalonde, ce dernier interdit fut scrupuleusement respecté par les AT présents sur la liste ERE en 1984, mais pas par ceux présents sur d'autres listes. Lors des élections régionales de 1992, les deux tiers des membres du secrétariat des AT, candidats les uns chez les Verts, les autres à Génération Écologie, démissionnèrent. Les puristes auraient voulu des démissions définitives, ou tout au moins valables jusqu'au renouvellement du secrétariat.

Rappelons que les 11 -12 novembre 1983, la Confédération (devenue « Les Verts – Confédération Écologiste ») et le MEP (devenu « Les Verts – Parti Écologiste ») tinrent des réunions simultanées à Draveil et à Paris. Des AT y sont présents du côté de la Confédération et des textes favorables à l'union y sont adoptés. Le Congrès d'unification a lieu à Clichy les 28-29 janvier 1984 : l'organisme commun s'appellera « Les Verts », avec pour sous-titre « Parti Écologiste – Confédération Écologiste ». Ce Congrès doit aussi élire les 17 premiers candidats de la liste des Verts aux élections européennes du 17 juin 1984. Brice Lalonde et quelques-uns de ses amis s'y présentent sur un programme assez modéré, notamment en matière de défense : ils sont balayés n'obtenant que 100 voix contre 350 voix pour le premier de la liste, Didier Anger.

Dans l'opération, les AT ont perdu des militants de valeur qui se consacrent essentiellement à la Confédération, puis aux Verts, comme Yves Cochet (Rennes), Renée Conan (Lorient) ou Guy Mariot (Pays Grassois). Les AT avaient pensé « plumer la volaille diversitaire » mais ce sont plutôt les « diversitaires », tels Dominique Voynet ou Didier Anger, qui ont plumé la volaille AT, tout comme ces anciens Amis de la Terre plumeront plus tard le MEP. Mais ceci est une autre histoire, que nous laissons aux bons soins des chroniqueurs des Verts.

## CHAPITRE IV - LES ANNÉES 80 : INFORMATION, PRESSION, COLLOQUES

Bien que le recentrage associatif des AT n'ait été formalisé qu'en 1983, nous décrivons ici toutes leurs activités non-électorales de 1981 à 1989.

### *Nucléaire, énergie*

Après les décevantes décisions du gouvernement socialiste en 1981<sup>1</sup>, Yves Lenoir continua à assurer l'information des Coordinations-Energie-Développement grâce à des fiches, signées par un Groupe-Energie-Développement, dans lesquelles étaient comparés, d'un point de vue économique, l'utilisation pour le chauffage du nucléaire et de l'isolation thermique, et où la non-rentabilité des surgénérateurs, qui nécessitent un approvisionnement en plutonium donc des transports et un retraitement, était mis en évidence.

Les comités d'opposition à Superphénix avaient organisé, au printemps 1982, une marche Malville-Paris où les dangers de ce réacteur étaient bien mis en évidence, en particulier par le biais d'expériences sur la combustion du sodium. Cette marche fut néanmoins un désastre. À son arrivée place de la Nation, le 17 avril 1982, on comptait à peine 2 000 personnes, dont des « autonomes » qui saccagèrent les stands de « bouffe-bio » sous prétexte que ça aurait dû être gratuit et qui renversèrent l'estrade où les porte-parole du RAT, du MEP et du PSU s'exprimaient.

Des luttes continuaient autour de certains sites, Golfech en particulier. Un « Comité Stop Nogent », auquel participaient des AT de Paris et de sa banlieue, se mit en place en 1986 pour obtenir que la centrale de Nogent/Seine ne soit pas mise en service. Ces efforts furent vains. Le Comité s'orienta vers la diffusion d'informations, souvent pointues, et prit des positions radicales face à des scénarios énergétiques qui, tout en diminuant la part du nucléaire, ne prévoyaient pas son abandon total et rapide. Parallèlement, des controverses virent le jour au sein des AT : fallait-il demander une sortie très rapide du nucléaire, ou insister sur les étapes pouvant y conduire ? En 1983, la seconde voie prévalait aux AT qui demandaient l'arrêt des commandes et des constructions en cours de centrales nucléaires ainsi que des économies massives de pétrole dans l'habitat et les transports.

Les scénarios énergétiques alternatifs avaient alors dépassé le stade artisanal et militant du *Projet Alter* et de *Tout Solaire*<sup>2</sup>. Le scénario mondial *Énergie pour un monde vivable*, élaboré par J. Goldenberg, A. K. X. Reddy, Th. B. Johansson et R.H. Williams, fut présenté par J. Goldenberg à la Conférence Mondiale sur l'Énergie et à la Conférence Alternative qui avaient lieu simultanément et dont les AT étaient co-organisateurs à Cannes, les 7 et 9 octobre 1986. L'équipe de B. Dessus au CNRS élaborera, vers 1990, des scénarios mondiaux détaillés par grandes régions et portant les noms de Jérémie et de Noé. Toujours sur le plan français, il y eut ensuite les scénarios DÉTENTE (Diminution des Émissions de CO<sub>2</sub> et des Tensions sur l'Environnement induites par les Transformations Énergétiques) élaborés sous la direction de Pierre Radanne par son Institut d'Évaluation des Stratégies sur l'Énergie et l'Environnement en Europe (INESTENE) : ceux-ci montraient comment la France pouvait sortir du nucléaire d'ici 2020 tout en stabilisant les émissions de CO<sub>2</sub> et en permettant au PIB de croître de 2,5% par an.

La catastrophe de Tchernobyl du 26 avril 1986 provoqua une réaction très vive des AT qui organisèrent des conférences de presse communes avec le GSIEN, Greenpeace et les Verts et qui consacrèrent le numéro 73 de *La Baleine*, intitulé « Le nucléaire passé aux rayons X », au suréquipement nucléaire de la France. Ils s'élevèrent aussi contre les mensonges de P. Pellerin, du SCPRI, qui eu l'audace de prétendre que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté à nos frontières. Une pétition FOEI-AT pour le premier anniversaire de Tchernobyl reçut de nombreuses et importantes signatures. Enfin, le 20 juin 1987, après avoir pris des précautions contre d'éventuels débordements, les AT participèrent à Paris à une manifestation « pour un avenir sans nucléaire ».

---

<sup>1</sup> Voir chap. II.

<sup>2</sup> Voir chap. II.

## La défense

La tradition pacifiste issue de mai 68 était forte aux AT, dont le Texte de Base de 1977 précise que « La France renoncera aux armes nucléaires, chimiques, biologiques et elle s'orientera vers des méthodes de défense populaire où la non-violence jouera un rôle important ». Sans remettre en cause la substance de cette phrase, certains demandèrent après coup que soit précisé le sens de l'expression « défense populaire ». Leur Manifeste de 1980 se limite à « la mise en place d'une défense civile non-violente », le reste étant probablement sous-entendu. De 1972 à leur arrêt en 1996, les AT ont toujours manifesté leur opposition aux essais nucléaires.

En 1980 et 1981, plusieurs textes furent publiés dans *la Baleine* qui mettaient en exergue la vulnérabilité d'un pays comme la France, parsemé d'usines chimiques et nucléaires, à des attaques qui pouvaient venir d'une autre grande puissance nucléaire ou de plus petits États ou même de groupes terroristes très organisés.

L'invasion de l'Afghanistan en 1979, l'état de siège en Pologne en 1981 et l'installation des missiles SS20 de l'URSS suscitèrent un intense débat. Comme ces missiles à moyenne portée ne pouvaient atteindre que l'Europe Occidentale, l'OTAN, qui se refusait à riposter par des missiles intercontinentaux basés aux Etats-Unis par peur d'entraîner une contre-riposte intercontinentale soviétique, décida d'installer en Europe des missiles analogues aux SS20, les Pershings et les missiles de croisière. Les Européens réalisèrent alors brutalement qu'une guerre nucléaire URSS-ETATS-UNIS ne se déroulerait pas nécessairement quelque part entre l'Alaska et le Kamtchatka. Les slogans « Plutôt Rouges que Morts » et « Les missiles sont à l'Est et les Pacifistes à l'Ouest » se croisèrent alors. Des philosophes à l'opposé du conservatisme, tels C. Castoriadis et A. Glucksmann, écrivirent des livres plaidant pour la résistance au soviétisme, y compris armée.

C'est ainsi que bien des AT, et non des moindres (Brice Lalonde, Yves Lenoir, Pierre Samuel...), se rangèrent du côté de l'Ouest, plus susceptible que l'Est d'évoluer dans un sens écologique. Cette position s'appuyait sur ce qu'on savait alors du déplorable état de l'environnement à l'Est, y compris un terrible accident nucléaire survenu pendant l'hiver 1957-1958 à Kychtyn dans l'Oural. Participant à un mouvement de solidarité avec la Pologne, le RAT organisa le 3 février 1983, au Chatodo, un débat sur « Le Socialisme réel » : la courte période 1980-1981, pendant laquelle Solidarnosc avait desserré le carcan du silence, avait permis de connaître quel était l'état déplorable de l'environnement en Pologne, état provoqué par une bureaucratie inefficace et supprimant toutes critiques. Le n°60 de *La Baleine* fut consacré à un dossier « Environnement Pologne ». Les Atlantistes présents parmi les AT allèrent jusqu'à admettre le recours à certaines formes de dissuasion nucléaire pourvu qu'elles ne soient pas déstabilisantes, c'est-à-dire les sous-marins lance-engins car ils peuvent survivre à une première frappe ennemie. Cela n'était cependant pas du goût d'une base restée attachée au Texte de Base et menée, avec grande conviction, par Léo Barconnière des AT-Périgord. Des débats approfondis eurent lieu, lors des réunions nationales et de celles des délégués régionaux, en 1981 et 1982, et les numéros de *La Baleine* et de *BL* de l'époque sont remplis de textes exposant les diverses positions en la matière. Le 10 décembre 1981, Dominique Martin a organisé, au nom des AT, un débat ouvert sur la défense auquel ont notamment participé C. Castoriadis et l'Amiral Sanguinetti.

En décembre 1981, le RAT décidait d'adhérer au CODENE (Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe), formé de mouvements pacifistes, non-violents et antimilitaristes, ainsi que du PSU, du MEP et d'Ecoropa. Comme son mot d'ordre était « Pour une Europe sans armes nucléaires », qu'il s'opposait autant aux SS.20 qu'aux Pershings et que le désarmement demandé était évidemment multilatéral, même les Atlantistes des AT acceptèrent cette adhésion ; certains d'entre eux proposèrent des petits pas de désarmement unilatéral en vue d'enclencher un processus de désarmement multilatéral. La réunion nationale du RAT à La Selle-les-Alpes, près de Briançon, les 29 et 31 mai 1982 adopta par 34 mandats pour, 3 contre et 15 abstentions, à 23 h 45, une motion intitulée « Pour une Société Civile » préparée par les AT-Périgord qui demandait la suppression des armes de destruction massive, affirmait l'incompatibilité de la militarisation avec l'écologie, mais admettait que le RAT propose des mesures progressives de démilitarisation. Cette motion a facilité le travail de ceux qui représentaient le RAT au sein du CODENE.

Puis vint l'époque, en 1983, 1984 et 1985 où, avec le 1<sup>er</sup> mai et l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, l'enterrement du Secrétaire Général devint à Moscou la troisième cérémonie de l'année. La crise des euromissiles se calma. L'on vit Gorbatchev et Reagan prendre des mesures partielles de désarmement nucléaire et la défense disparut des préoccupations majeures des AT.

### *La représentation associative*

Plus que les Giscardiens, les Socialistes attachaient de l'importance au secteur associatif. Leurs militants y étaient présents, surtout dans les domaines de l'enseignement et des Droits de l'Homme. Leur Premier Ministre, Pierre Mauroy, en avait eu une longue expérience dans le Nord.

Aussi, des États Régionaux de l'Environnement, ouverts aux associations et destinés à faire le point sur les problèmes de la Région et à proposer des solutions, furent-ils convoqués au début de 1982. Les groupes AT y prirent part activement, et le travail de ces États Régionaux de l'Environnement fut synthétisé dans des « Livres Blancs » régionaux. Ils furent suivis, à l'automne 1982 par des États Généraux de l'Environnement qui accouchèrent d'un « Livre Blanc » national. Là encore, les AT y prirent une part active.

En 1982 également, des AT (B. Lalonde, C. Philibert, S. Karsenty) furent invités à faire partie de la Commission Nationale de Planification. Leurs interventions furent rapportées dans le BL. Les contacts qu'ils y prirent alimentèrent les réflexions d'une Commission Économie des AT. D'autre part, Dominique Martin fit partie d'une commission du Ministère de l'Environnement destinée à préparer le 9<sup>e</sup> plan.

Le Ministère de l'Environnement créa aussi, en 1982, une structure plus permanente, le Haut Comité de l'Environnement, à laquelle P. Samuel, avec F. Caballero comme suppléant, représentait les AT. Cet organisme prit de l'importance lorsque, en 1983, Michel Crépeau fut remplacé au Ministère de l'Environnement par Huguette Bouchardeau, candidate présidentielle du PSU en 1981 ; c'était une personne dont la réflexion écologique était plus profonde et qui sut s'entourer de gens de valeur, comme M. Mousel, Ph. Vesseron, Ph. Roqueplo... Ce Haut Comité se réunissait souvent, en commissions et en séances plénières, et rédigeait des avis dont H. Bouchardeau essayait de tenir compte. Il en émit en particulier sur « la voiture propre », le Pont de l'Île de Ré, un projet de sondages pétroliers en Camargue (après un voyage sur place), des barrages variés, les tracés des TGV Nord et Lyon-Valence, etc. Étant donnée la multiplicité des réunions et la variété des sujets qui y étaient discutés, P. Samuel obtint d'être assisté ou remplacé par d'autres AT sur des sujets spécifiques : C. Philibert (comptes du patrimoine), C. Bazin (comptes du patrimoine et Méditerranée), D. Martin (espace rural, relations élus-associations), L. Samuel (information et sensibilisation), M. Gouaislin (nuisances sur les lieux de travail), A. Zolty (voitures propres), E. Gabarain (pluies acides, heure d'été).

En 1985, P. Samuel fut nommé membre du Conseil Scientifique de l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques. À partir de 1987, les AT furent représentés au Conseil National de la Vie Associative.

## *Les relations internationales*

L'éclipse 1980-1981 dans les relations internationales se termina en 1982. Quatre Ami(e)s de la Terre participèrent en effet à la réunion de FOEI à Edimbourg, du 1<sup>er</sup> au 4 octobre 1982. On y apprit énormément sur les pluies acides, les forêts tropicales et les pesticides. Lorsque l'un d'entre nous suggéra que FOEI s'occupe du chômage afin de contrer le chantage au chômage des patrons qui se disaient menacés par des règles environnementales plus strictes, la réponse fut unanime : « Allez-y ! Do it ! On vous aidera ». C'est à cette époque que fut esquissée la structure du Colloque International *L'Écologie contre le Chômage* que notre Commission Energie peaufina ensuite. Ce colloque se tint à Paris les 23 et 24 avril 1983, avec un public de plus de 200 personnes et 40 intervenants venant de France et de sept pays étrangers. Les FOE d'Ecosse y avaient envoyé leur présidente, Mairi Mac Arthur, qui parla des entreprises communautaires d'Ecosse, et un jeune couple de bilingues qui participa à la traduction simultanée. Renée Chudley, des FOE de Londres, décrivit les *Earthwork Schemes*, qui présentaient un développement durable et local. Des Etats-Unis vinrent G. Coling et R. Kasis, qui montrèrent comment écologistes et syndicats pouvaient répondre ensemble au chantage à l'emploi exercé par les patrons. Un livre, *L'Écologie contre le Chômage* (La Découverte, 1984) fit la synthèse de ce Colloque. La revue *Futuribles*, datée de novembre 1984, fit l'éloge de cet ouvrage dont elle dit qu'il « marque la volonté des écologistes, en l'occurrence les Amis de la Terre, d'aborder de front les difficultés économiques actuelles, en plaçant la réflexion au cœur du système industriel, de ses mutations et de ses blocages »<sup>3</sup>. La presse dans son ensemble salua la maturité des AT.

Les AT furent également présents à la réunion de novembre 1983, qui eut lieu à Lisbonne et durant laquelle il fut décidé d'installer le Secrétariat de FOEI dans un lieu central, à Amsterdam. En novembre 1984, la réunion eut lieu à Rome ; on y coordonna des campagnes sur les pluies acides, les déchets toxiques, la non-prolifération nucléaire, les pesticides et l'Antarctique et Dominique Martin-Ferrari fut élue au Comité exécutif de FOEI. Notre présence aux réunions de FOEI continua à être régulière. En 1989, P. Samuel et P. Tourbe allèrent à celle de Washington, qui fut suivie d'une semaine d'actions inter-associations visant à pousser la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International à mieux prendre en compte l'environnement.

À partir de 1985, il y eut une période d'intenses prises de contacts au niveau européen. Pour avoir plus de poids face aux autres services de la Commission de Bruxelles, la Direction Générale chargée de l'Environnement, la D.G.XI, tenta de renforcer la position des écologistes. Elle prit en charge, directement ou via le BEE ou la CEAT, la Coordination Européenne des Amis de la Terre nouvellement formée, les frais de voyage et de séjour des militants qui venaient aux colloques qu'elle organisait ou à des réunions de ces coordinations. Ainsi, pour un oui ou pour un non, « on montait à la capitale », entendez ici Bruxelles.

Des réunions, partiellement subventionnées par d'autres sources, se tinrent également aux Pays-Bas sur les pluies acides : à Eerbeke, les 20 et 25 mai 1985, organisée par FOEI, et à Ede, du 2 au 5 avril 1989. C'était l'occasion d'affûter nos arguments en commun, de définir les campagnes et, lors des moments de détente, d'apprendre en forêt à reconnaître les arbres frappés d'acidité.

## *Le plomb dans l'essence*

Les effets de certains composés du plomb sur la santé, en particulier sa présence dans le sang (plombémie, inhibitrice de la synthèse de l'hémoglobine), étaient qualitativement connus depuis longtemps. Vers 1982, des études plus approfondies provenant de Grande-Bretagne et des Etats-Unis démontrèrent que les additifs plombés de l'essence étaient les principaux responsables des plombémies. Mais les normes officielles, à savoir 0,50 g/litre, restaient très laxistes. Ainsi, après un colloque scientifique, le BEE, où Brice Lalonde nous représentait, décida de lancer une campagne dès le 10 mai 1983, demandant la suppression du plomb dans l'essence en Europe.

---

<sup>3</sup> N° 82, novembre 1984.

Sous l'impulsion d'Alain Zolty, les AT se sont lancés dans cette campagne. À la réunion nationale de Saint-Jean-Pied-de-Port (26-27 novembre 1983), les groupes acceptèrent facilement d'y participer. Ainsi Jean Jonot, des AT-Grenoble, put dire que c'était là « une campagne qu'on peut gagner » : il fallut en fait six ans pour y parvenir. Son groupe contribua d'ailleurs à cette campagne de façon originale. Avec l'aide d'amis instituteurs, Jean Jorot a collecté les dents de lait de deux groupes d'écoliers, les uns de Grenoble, les autres de villages de montagne. Des chercheurs de l'Université, et, dit-on, du centre d'Études Nucléaires, ont ensuite analysé ces échantillons et montré qu'il y avait nettement plus de plomb dans les dents des petits Grenoblois, exposés à une forte pollution automobile, que dans celles des petits montagnards.

Supprimer le plomb dans l'essence avait un double intérêt : améliorer la santé publique, en premier lieu celle des enfants, et permettre d'installer sur les voitures des pots catalytiques, un dispositif qui réduit fortement les émissions polluantes d'oxyde de carbone, d'oxydes d'azote et d'hydrocarbures, mais que le plomb rend vite inefficace.

Bien entendu, on se heurta à la résistance des constructeurs d'automobiles, à celle de Jacques Calvet de Peugeot-Citroën en particulier. Ceux-ci multipliaient les arguments techniques, affirmant par exemple que le plomb élève l'indice d'octane et lubrifie les sièges de soupapes.

Ensemble avec le collectif *Maladies et risques professionnels* de Jussieu, les AT publièrent en 1983 la brochure *Le plomb dans l'essence, nos enfants payent*. La même année, on organisa des journées de sensibilisation et on lança une pétition, signée par de nombreux élus. Le 1<sup>er</sup> février 1984, une délégation accompagnée de nombreux enfants apporta à H. Bouchardeau, au Ministère, les résultats de l'étude grenobloise sur les dents de lait. On sortit des tracts, des autocollants et une affiche de Brice Lalonde montrant un enfant étouffé par le tuyau d'une pompe à essence plombée. La brochure *La voiture propre* conçue par Alain Zolty, réfutait les arguments techniques des constructeurs (1985). Finalement, en 1984, le taux de plomb dans l'essence a été réduit à 0,15 g/litre.

À partir de 1986, les AT tinrent des discussions internes sur les substituts au plomb dans l'essence. Les premières pompes fournissant de l'essence sans plomb apparurent en France en 1987. Destinées aux voyageurs étrangers, surtout Allemands, qui disposaient de voitures catalysées pour lesquelles l'absence de plomb était impérative, elles étaient rares, disposées sur les grands itinéraires, et estampillées BLEIFREI (sans plomb en Allemand !). Les AT firent campagne pour leur multiplication et en publièrent des listes.

Ce n'est qu'en 1989 que Brice Lalonde, alors Ministre de l'Environnement, obtint de son collègue des Finances une sous-taxation d'environ 40 centimes de Francs par litre d'essence sans plomb. Simultanément, les pétroliers la rendirent largement disponible et diffusèrent la liste des modèles pouvant l'utiliser : après quelques mois de confusion, l'essence sans plomb entra dans les mœurs. Dès 1991, la teneur en vapeur de plomb dans l'atmosphère des villes baissa de façon spectaculaire. Début 1998, on apprenait que les pompes fournissant du super plombé devaient disparaître. D'autres additifs seraient vendus aux possesseurs de très vieilles voitures, dont les sièges de soupapes doivent encore être lubrifiés.

### *Les pluies acides*

Ce nom, quelque peu impropre, désigne en fait la pollution de l'air par l'oxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et les hydrocarbures (NC). Les deux premiers, en se transformant en acides sulfurique et nitrique sont les causes de la pollution acide qui se manifeste par :

- la disparition de toute vie, par excès d'acidité, dans des lacs de Scandinavie et du Canada ;
- des maladies respiratoires ;
- de graves dégâts subis par les bâtiments, en particulier des monuments historiques (Cathédrales de Cracovie, de Cologne et de Strasbourg, Parthénon, Sourire de l'Ange de Reims, Chevaux de Marly...) ;
- le dépérissement des forêts avoisinant des usines polluantes, en particulier celles autour du point où les frontières de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la RDA se rejoignaient.

En 1983 et 1984, les Allemands furent choqués de constater le dépérissement généralisé des forêts auxquelles ils tiennent tant. Ils appelèrent ce phénomène le *Waldsterben*, c'est-à-dire la « Mort des Forêts », un phénomène qui s'étendait aux régions alentour, notamment dans les Vosges, le Jura et les Pays-Bas. Les écologistes diffusèrent alors des brochures en couleurs expliquant quels étaient les symptômes du dépérissement des arbres. En 1984, une tournée en France d'un spécialiste allemand, le Dr. Reichelt, convainquit de la généralisation du phénomène. Il ne s'agissait plus d'une pollution de proximité, mais, ce que l'acidification des lacs laissait déjà pressentir, d'une pollution à longue distance. Des cartes et des tableaux décrivant l'import-export de  $SO_2$  entre les pays d'Europe furent dressées. Il devenait urgent de fortement réduire les émissions de  $SO_2$  et des  $NO_x$  et les campagnes, particulièrement puissantes en Allemagne, qui luttèrent pour cette réduction se généralisèrent à toute l'Europe Occidentale.

Il était facile à la France de promettre qu'elle émettrait deux fois moins de  $SO_2$  en 1990 : le remplacement des centrales au fuel ou au charbon par des centrales nucléaires, l'électrification de bien des processus industriels et un rafistolage de quelques usines particulièrement polluantes y suffisait. Plus dépendante du charbon, l'Allemagne dut faire un gros effort technique pour construire des centrales à charbon peu émettrices et parvenir à une réduction analogue. Pour les  $NO_x$ , la part (minoritaire) d'origine industrielle était plus difficile à fortement réduire, mais l'essentiel provenait des transports routiers.

À la pollution acide s'ajoutait la pollution photo-oxydantes dont les composants (ozone, PAN....) sont produits à partir des  $NO_x$  et des HC sous l'effet des rayons ultra-violet du soleil. Elle a surtout pour origine les transports routiers, de même que l'oxyde de carbone, CO, qui réduit la capacité d'oxygénation du sang.

Tout ceci explique pourquoi les AT mirent l'accent sur la pollution automobile et ses trois composantes principales,  $NO_x$ , HC, CO. Au niveau européen, il fallait obtenir, par la pression du BEE et de la CEAT, un net renforcement des normes d'émission. Au niveau national, il fallait surmonter l'opposition à de nouvelles normes, opposition menée par Jacques Calvet qui affirmait que Peugeot préparait des moteurs « à mélange pauvre » peu polluants et exigeait un délai avant l'acceptation des normes préparées par Bruxelles. Lorsque H. Bouchardeau lui demanda de préciser quelle serait la durée de ce délai, il resta évasif. Mais en fait, lors d'un colloque sur la pollution automobile qui se déroula à Paris les 2 et 3 juin 1987, le représentant de Renault dit que le système à mélange pauvre était compliqué, cher et aléatoire. Seules pouvaient répondre à des normes suffisamment strictes les voitures munies de pots catalytiques, qui marchaient à l'essence sans plomb.

Aux AT, la campagne contre les pluies acides, vigoureusement menée par Eléonore Gabarain des AT-Marly et Alain Zolty, commença en 1984, par la sortie de tracts, d'affiches, de cartes, d'autocollants, d'une exposition en vingt panneaux et par des projections de films. Le 6 avril 1984, des militants, munis de parapluies déployés, escaladèrent les Chevaux de Marly, place de la Concorde, de façon à symboliser et à demander leur protection contre l'acidité. Les 23 et 24 juin 1984, il y eut de nombreux participants à une Marche du Sapin Jaune organisée par les AT du Haut-Rhin et la maire d'Aubure, près de Colmar, une commune particulièrement touchée. Fin 1984, Brice Lalonde dessina des cartes de Noël figurant un sapin malade. Le 3 décembre 1984, une délégation des AT composée de Brice Lalonde, d'E. Gabarain et de J.-F. Géraud exposa nos revendications à Laurent Fabius, alors Premier Ministre : elle obtint que le système pollueur-payeur, utilisé pour l'eau depuis 1964, soit étendu à la pollution de l'air, une taxe sur les émissions de  $SO_2$  devant être versée à l'Agence pour la Qualité de l'Air. Toutefois, la France prit une attitude négative à Bruxelles le 6 décembre.

Le 8 avril 1985, les AT défilèrent sur les Champs-Élysées avec un sapin malade porté sur un brancard et entouré d'AT déguisés en infirmiers. Divers débats se tinrent. Le 22 mars 1986, les AT du Val-de-Bievre, en visite au parc de Sceaux, constatèrent l'état de dépérissement des épicéas. *Paris côté jardins* fit une visite d'examen analogue des arbres du Bois de Vincennes le 27 avril 1986 et lâcha des ballons pour donner une idée de la pollution à longue distance.

Les AT publièrent plusieurs documents approfondis sur cette question, notamment le n°70 de la *Baleine*, consacré au « Mal des forêts et la pollution de l'air », la brochure « La voiture propre » d'Alain Zolty (1985), une partie de la *Baleine* n° 76 de mars 1988 titrée « Atmosphère », le reste du numéro traitant de la couche d'ozone et de l'effet de serre ; la brochure « Quel air respirons-nous ? » sur les mesures de la pollution de l'air et leurs résultats (1988) ; le n°77 de la *Baleine*, « Dossier pollution atmosphérique » (juin 1989).

Une journée, le 3 février 1986, de notre colloque sur la Déforestation fut consacrée aux pluies acides, l'autre traitant des forêts tropicales.

Les nouvelles normes européennes pour les grosses cylindrées furent acceptées en 1987. Pour les moyennes cylindrées, l'affaire s'avérait plus compliquée. En juillet 1988, Brice Lalonde revint d'un Conseil-Environnement, à Bruxelles, où il avait accepté au nom de la France des normes exigeant des pots catalytiques. Sous la pression d'Edith Cresson, alors Ministre de l'Industrie, le gouvernement l'obligea à revenir sur cette acceptation. Cette volte-face, ainsi qu'une déclaration inopportune sur l'énergie nucléaire, provoquèrent une levée de boucliers chez les rigoristes des AT, qui reprochaient également au secrétariat ses liens trop étroits avec le cabinet du Ministre. Avec l'appui d'Yves Lenoir, revenu aux AT, et de quelques-uns de ceux qui travaillaient sur la couche d'ozone, ils menèrent la vie dure au secrétariat sortant lors de l'AG des 17-18 décembre 1988. Mais ils manœuvrèrent mal et leur tentative échoua. Aidé par des manifestations où défilèrent des voitures Peugeot catalysées louées en Suisse (« M. Calvet m'a mis un pot catalytique », pouvait-on lire sur des inscriptions) et par l'acceptation des pots catalytiques par Renault, Brice Lalonde parvint à remonter la pente : la France accepta en 1989 les propositions de Bruxelles pour les moyennes cylindrées et prit le tournant de l'essence sans plomb.

Les voitures de petite cylindrée suivirent sans histoires. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, tous les modèles mis en vente possèdent des pots catalytiques. Mais les normes ne sont pas aussi strictes que la technique le permettrait et il reste à s'occuper des moteurs diesel et de leurs émissions de particules cancérigènes. Une Directive Européenne "Auto-Oil", traitant à la fois des moteurs et des carburants, était en discussion en 1998.

Les mesures prises semblent avoir limité les pollutions globales à longue distance. Bien qu'il n'ait pas disparu, le dépérissement des forêts s'est atténué et, bien que beaucoup d'arbres soient en mauvais état, surtout dans les anciens pays communistes, mais aussi aux Pays-Bas et au Luxembourg, il se peut que les conditions météorologiques aient rendu le mal des forêts particulièrement virulent en 1983 et 1984. Atténuée, l'acidification des sols existe toujours.

Pour schématiser, on dira que la pollution de l'air est devenue un problème local, celui des grandes agglomérations. Les véhicules à moteur en sont bien sûr les principaux responsables. Les résultats des études épidémiologiques sont très inquiétants. Les alertes à la pollution, lorsque les polluants stagnent à cause des conditions météorologiques, se multiplient. Cette situation qui ne cesse de s'aggraver a pour cause l'accroissement du trafic dans les agglomérations, la présence croissante de véhicules diesel encore mal dépollués et le fait que les pots catalytiques ne fonctionnent bien que lorsque le moteur est chaud, or beaucoup de trajets urbains et suburbains se font à moteur froid. Trouvera-t-on des astuces techniques permettant de surmonter ces deux dernières difficultés ? Ou poussera-t-on à l'usage de véhicules intrinsèquement plus propres (au GPL, au méthane, électriques, hybrides) ? La meilleure solution reste sans doute de limiter l'usage de la voiture individuelle dans les grandes agglomérations en modifiant l'urbanisme et en développant les transports en commun et les pistes cyclables.

*Les forêts tropicales*

Lors de sa réunion, à Rome, en novembre 1984, FOEI décida de mener une vaste campagne pour la préservation des forêts tropicales. En France, c'est Dominique Martin-Ferrari qui la dirigea. Aidés par une subvention de la Fondation Cordama octroyée pour des opérations de sensibilisation, les AT éditèrent le n° 72 de la *Baleine* intitulé « Du Sahel à l'Amazonie, ces arbres et ces forêts qui disparaissent » et, lors de leur Colloque sur la déforestation, ils consacrèrent une journée aux forêts tropicales, le 4 février 1986. Ils réalisèrent également une exposition de six panneaux intitulée « Solidarité Forêts » qui permit de lancer une série de projets plus concrets.

Sur le terrain, les AT du Val-de-Bièvre entamèrent l'opération « Forêts scolaires au Togo », qu'ils parvinrent à financer en partie. Celle-ci consistait à inciter les élèves et les enseignants de six collèges togolais, conseillés par des spécialistes togolais, à effectuer, à surveiller et à soigner des plantations d'arbres bien adaptés. Les AT-Meaux s'occupèrent, de leur côté, de plantations au Mali.

Les AT se sont aussi penchés sur le problème du commerce des bois tropicaux. Ils appelèrent à des boycotts et demandèrent la création de labels propres à garantir une exploitation durable.

### *L'eau*

À partir de 1983, les AT prirent part à une campagne internationale contre le rejet dans le Rhin de 15 millions de tonnes de sel par an par les Mines de Potasse d'Alsace et obtinrent finalement que ce sel soit géré autrement.

Mais les pollutions de l'eau sont multiples : nitrates, micro-polluants, rejets directs d'égouts dans la mer ou les rivières, etc. Le Colloque « Qui gère l'eau ? » (27-28 octobre 1986) et la *Baleine* n°74 titré « Voyages en eaux troubles » (janvier 1987) firent le point sur la situation et aidèrent au déclenchement d'actions locales.

La campagne la plus élaborée menée par les AT fut celle contre les phosphates dans les lessives. Les phosphates, après avoir traversé les stations d'épuration, viennent en effet enrichir les cours d'eau et les lacs et, par le phénomène dit de l'eutrophisation, c'est-à-dire de l'excès de nourriture, les algues prolifèrent absorbant, tout l'oxygène disponible sans en laisser aux autres formes de vie, qui disparaissent.

Tout en faisant pression sur Rhône-Poulenc, le grand fournisseur de phosphates des fabricants de lessive, les AT diffusèrent des autocollants et des dépliants pour sensibiliser l'opinion publique.

Une Directive Européenne limite à 30% la teneur en phosphates des lessives. Certaines marques l'atteignent. Mais d'autres, plus nombreuses, ont trouvé que la mention "Sans Phosphates" est un bon argument de vente.

### *La couche d'ozone*

Dès 1974, les chimistes P. Crutzen et P. Rowland découvrirent le fonctionnement des cycles chimiques par lesquels les chlorofluorocarbures, dits CFC, s'attaquent à la couche d'ozone de la stratosphère qui protège les espèces vivantes des rayons ultra-violets B du soleil. Cette découverte leur a valu l'obtention du Prix Nobel en 1995. À partir de 1985, des observations, par satellites notamment, montrèrent que, pendant l'hiver austral, la couche d'ozone stratosphérique s'amincit dangereusement au-dessus de l'Antarctique : il s'agit du « trou d'ozone ».

Les CFC responsables, produits alors à raison de un million de tonnes par an, sont utilisés dans les bombes à aérosols, les circuits de réfrigération, dans l'expansion des mousses et comme solvants.

La campagne des AT démarre au début de 1986 : les communiqués, les tracts et les fiches techniques se multiplièrent. Un débat, animé par Patrice Miran, fut organisé à la FNAC le 11 février 1986. Une conférence intergouvernementale se réunit le 17 septembre 1987 à Montréal. En liaison téléphonique avec les AT du Canada, nous pûmes aussitôt informer la presse du « Protocole de Montréal » qui y fut signé. Celui-ci prévoyait, pour l'an 2000, une diminution d'environ 45% des émissions des CFC dans les pays développés. C'était un premier pas. Les producteurs de CFC, une poignée de très grosses firmes chimiques comme Elf-Atochem en France, ne firent pas trop de résistance car leurs substituts étaient prêts. Mais il fallait aller plus loin, d'autant plus que les CFC contribuent de façon importante à l'effet de serre.

La campagne des AT se poursuit donc avec l'aide de l'association *Bulle Bleue* (J. C. Ray, Y. Lenoir...). Il y eut des stages de formation et une belle exposition de neuf panneaux. Une partie de la *Baleine* n° 76, intitulée « Atmosphère » fut consacrée aux CFC.

Puis, avec l'accroissement du trou d'ozone antarctique et l'apparition de trous d'ozone arctiques, le Protocole de Montréal fut dépassé. En France les CFC sont interdits en 1991 dans les aérosols qui portent maintenant le logo « Protège la couche d'ozone », à mon avis trop euphorique (« Ne fait pas de mal à la couche d'ozone » aurait été plus véridique. La Conférence de Londres (juin 1990) décide d'une diminution de 85% des CFC en 1994. Celle de Copenhague (novembre 1992) prévoit une quasi-interruption des CFC pour 1996.

Reste le problème des gaz voisins, comme le bromure de méthyle et celui des substituts (HCFC et HFC), qui sont rarement inoffensifs, soit pour la couche d'ozone, soit pour l'effet de serre. Les AT continuent à informer sur ces gaz.

### *Les biotechnologies*

La question des biotechnologies intéressa très tôt les AT, certains voyant dans le génie génétique un moyen de rendre certaines productions moins dures pour l'environnement, d'autres se montrant plus méfiants envers les manipulations génétiques. Marie-Claire Dupouy, une biologiste membre des AT-Landes, rédigea des synthèses des informations scientifiques disponibles à l'époque. Puis vint, à partir de 1986, une campagne de sensibilisation animée par Dominique Martin-Ferrari, avec des articles de presse, des lettres adressées aux députés, un colloque organisé les 24-25 avril 1987, et le n° 75 de *La Baleine* intitulé « Biotechnologie, quels choix ? quels risques ? quelle société ? » (avril 1987).

Pour les AT, les biotechnologies n'annoncent ni le Paradis Terrestre ni, si l'on reste vigilant, l'Apocalypse. C'est une question de cas d'espèce en tenant compte, principe de précaution oblige, de ce que l'on crée des organismes susceptibles de se reproduire et de proliférer. En tous cas, l'accès à l'information est primordial et les décisions doivent être prises démocratiquement.

### *Actions diverses*

En 1982, les AT critiquèrent le Rapport Duroure sur la gestion des forêts qui, s'il proposait certains progrès, n'allait pas assez loin.

L'année 1983 vit la découverte, dans des conditions rocambolesques, de fûts contenant les déchets résultant de l'accident de Seveso en 1976. Les AT lancèrent aussitôt un boycott, affiche à l'appui, de la société Hoffmann-Laroche, propriétaire de l'usine accidentée, jusqu'à ce qu'elle traite ces déchets, ce qu'elle finit par faire. Cela nous amena à former un groupe de travail sur les déchets industriels. Des textes des AT-Landes s'inquiétaient de l'informatisation de la société. Avec d'autres, les AT prirent position contre le pont de l'Île de Ré.

À partir de 1984, les AT participèrent, souvent sous l'égide de la CEAT, à de nombreuses actions pour la protection de la Méditerranée.

Le terrible accident de l'usine de pesticides d'Union Carbide qui survint à Bhopal, en Inde, en décembre 1984, et qui fit des milliers de morts, nous conduisit à mener une campagne, en 1985, pour la sûreté des usines du même type, en particulier celle de « La Littorale » proche de Béziers. Durant tout l'été, les AT protestèrent vivement contre l'attentat commis par les services secrets contre le navire Rainbow Warrior de Greenpeace dans le port d'Auckland en Nouvelle Zélande, attentat qui fit un mort. En octobre 1985, les AT exprimèrent leur opposition à la construction d'une piste d'atterrissage en Terre Adélie.

1985 vit aussi un renforcement de la campagne contre l'heure d'été menée par Eléonore Gabarain. Aux arguments de nature sociale, comme les difficultés ressenties par les enfants et les paysans, qui étaient développés par son *Association contre l'heure d'été*, les AT précisaient que l'économie d'électricité permise était minime et probablement annulée par un surcroît de chauffage durant les froides matinées d'avril et de mai où, par rapport au soleil, on doit se lever une heure plus tôt. Ils ajoutaient également que, en transférant aux heures chaudes de la journée la pointe de trafic du soir, la formation des photo-oxydants se trouvait accrue. Cet argument fut d'ailleurs confirmé par une modélisation faite à la demande de l'Agence pour la Qualité de l'Air. Néanmoins, cette longue campagne n'a pas encore abouti.

De novembre 1985 à janvier 1986, les AT s'occupèrent des projets de liaison fixe Transmanche. Ils rejetaient les projets de ponts ou de tunnels permettant des accès directs aux voitures, mais acceptaient, avec certaines réserves, celui d'un tunnel uniquement ferroviaire. Articles, communiqués, lettres aux Ministres et aux Députés se succédèrent. À leurs amis des FOE-Londres, sceptiques sur tout projet de liaison fixe, ils faisaient valoir qu'un tunnel connecté au TGV-Nord mettrait Paris à moins de 3 heures de Londres, diminuant ainsi le trafic aérien, nettement plus polluant et énergivore. Le 8 janvier 1986, lors d'une conférence de presse commune avec la FNAUT, le MNLE et Tom Wanke des FOE-Londres qui fut assez bien répercutée dans la presse, on rejeta les autres projets. Le 20, à Lille, « Magie » et « Tonton », autrement dit Margaret Thatcher et François Mitterrand annoncèrent que le projet de tunnel uniquement ferroviaire avait été retenu : les AT diffusèrent un communiqué dans lequel ils exprimaient leur contentement face à cette décision. Si les raisons de ce choix avaient surtout été financières, il reste que le devis initial a été dépassé. Les rames d'Eurostar mettent 3 heures à parcourir la distance entre Londres et Paris. Ce temps sera abaissé à 2h30 le jour, encore incertain, où une ligne à grande vitesse sera construite entre Londres et le tunnel.

À la fin de 1986 et en 1987, il y eut une campagne pour le remplacement des PCB dits aussi « pyralène », des composants utilisés dans les transformateurs, par des substances moins toxiques. En 1987 également, plusieurs projets des AT obtinrent le label de l'Année Européenne de l'Environnement.

Pour l'élection présidentielle de 1988, les AT envoyèrent un questionnaire aux candidats et commentèrent leurs réponses lors d'une conférence de presse le 11 avril 1988. Celles de A.Waechter (Les Verts) et de P. Juquin (qui avait quitté le PCF et n'était pas encore aux Verts) étaient les plus satisfaisantes ; il fut dommage que celles des trois grands candidats, J. Chirac, F. Mitterrand et R. Barre, soient arrivées en retard ; celle de R. Barre, probablement rédigée par L. Chabasson, qui devint Directeur de Cabinet de Brice Lalonde, était la meilleure des trois. Cette conférence de presse annonça aussi le lancement d'une campagne « Ne pas subir, choisir » sur la « Troisième Génération de Droits et de Devoirs » (voir le texte « Pour que vive la Vie » en Annexe) s'insérant dans la commémoration du bicentenaire de la Révolution de 1789.

En Mai 1988, les AT accueillirent Robert Boucher, un retraité du service diplomatique, sur un poste destiné à l'encadrement de nos objecteurs de conscience. En fait, il en fit beaucoup plus et devint un pilier du secrétariat. Il nous quitta à la fin de 1997.

L'automne 1988 vit la publication du texte *Nucléaire et effet de serre*, puis de tracts sur l'effet de serre. Avec une pétition et d'autres actions, ce devint l'un des grands sujets des années 90.

En 1989, les AT reçurent le prix Global 500 du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Ils défendirent le procédé Valorga de méthanisation des ordures ménagères et confectionnèrent une des vitrines d'une exposition sur l'environnement placée dans la station de métro Sèvres-Babylone.

L'AG des 9 et 10 décembre 1989 fut plus tranquille que celle de 1988 (voir le paragraphe sur les pluies acides). J'y diminuai mes responsabilités en prenant les fonctions de " Directeur Scientifique " et en laissant, avec mes meilleurs vœux, la place au sociologue Guy Aznar qui présenta un ambitieux plan de développement des AT.

## APPENDICE 1 : LES GROUPES DES AMIS DE LA TERRE

### LES STRUCTURES DES AMIS DE LA TERRE

Nous donnerons ici quelques compléments, surtout techniques, à ce qui a été dit à la fin du Chapitre I « La formation et le fonctionnement du Réseau », puis quelques informations sur ce qui s'est passé depuis 1982.

Assez vite après la création des Amis de la Terre (1970), se formèrent, dans certaines villes ou autres territoires, des groupes s'appelant « Les Amis de la Terre de ... », souvent désireux d'avoir des liens avec l'association nationale. Les uns étaient déclarés à la Préfecture comme associations au sens de la Loi de 1901, ce qui était recommandé, d'autres pas. Une tardive enquête auprès des Préfectures montra qu'elles avaient sur leurs listes des « Amis de la Terre de... » qui n'avaient jamais eu de lien avec l'association nationale ; elle leur écrivit donc, sans recevoir de réponse. Les personnes éloignées de tout groupe local, ou qui ne s'entendaient pas avec le groupe local voisin, adhéraient directement à l'association nationale (on les disait « adhérents directs »).

A l'origine, les groupes locaux étaient la structure de base de ce qu'on appela le « Réseau des Amis de la Terre » (RAT). Ils recevaient des « Bulletins de Liaison » (BL). Ils y contribuaient par des nouvelles de leurs actions et par des prises de position (voir App. II).

Le seul organe permanent était « l'Agence de Services », un groupe technique, théoriquement sans pouvoir, chargé de faire circuler l'information, surtout par le BL, de convoquer aux réunions, d'en faire les comptes rendus et de préparer le matériel de propagande décidé en réunion. En fait, avec ses permanents et ses « disponibilitéocrates », elle avait de l'influence car, disait-on, « le pouvoir est au bout de la dernière machine à écrire ». Pouvoir contesté par les plus libertaires, qui parlaient de « l'Agence de Services des Ennemis de la Terre ».

Le système des mandats pour les Réunions Nationales, instauré en 1979 (voir Chap. I), était fondé sur le nombre de quotes-parts de Cotisations versées par les groupes à l'Agence de Services ; la valeur de la quote-part grossit de 30 francs à 50 francs. Pour éviter qu'une personne aisée ne crée un groupe bidon, ce versement devait être accompagné de la liste, avec adresses, des adhérents correspondants, qui devaient recevoir des documents importants ; pour satisfaire des groupes très libertaires qui craignaient que les noms de leurs membres « traînent dans les fichiers de l'Agence de Services », ils pouvaient envoyer des bandes destinées à l'envoi des prochains documents importants.

Cette structure assez lâche se resserra peu à peu malgré la tentative, en 1979, d'établir une Agence de Services « tournante » ou « éclatée ». Au contraire, à partir de 1980, l'Agence de Services fut dotée d'un Secrétariat élu en Réunion Nationale.

Avec les statuts de 1983 (réunion des 11 et 12 juin), qui formalisaient d'autre part le « recentrage associatif », l'association fondée en 1970, qui avait jusque là géré dans la discrétion par l'Agence de Services, passe au premier plan : ses membres sont les adhérents des groupes locaux et les adhérents directs ; les votes en AG ont lieu sur le principe « une personne – une voix » sous réserve que nul ne peut être porteur de plus de 19 pouvoirs (ceci afin que les militants trop connus n'aient pas trop de poids, mais pour que les groupes de taille raisonnable puissent être représentés par une seule personne). Un Secrétariat d'une dizaine de membres, élu en AG, se réunit chaque semaine (en théorie). Les Délégués Régionaux sont remplacés par un Conseil, de 20 à 30 membres, élu en AG, qui se réunit au moins trois fois par an.

Enfin, avec les statuts de 1996, on en vint à une structure fédérale : les membres de l'Association sont ainsi les groupes locaux, de préférence départementaux, et une association regroupant les adhérents directs. Dans les votes, le poids de chaque groupe local est le nombre de ses adhérents déclarés ; pour l'association de regroupement, c'est le nombre de pouvoirs reçus. Les AG élisent un Conseil National et un « Directeur Scientifique » qui désigne les membres d'un « Conseil Scientifique » dont le rôle est consultatif.

Il fut parfois question d'admettre, à côté des groupes géographiquement définis, des groupes thématiques travaillant sur une question donnée. Par exemple le « Paris côté Jardin » de Bruno Ballet et « l'Association contre l'Heure d'Été » d'Eleonore Gabarain. Mais leur statut au sein des AT est resté en pointillé.

## QUELQUES GROUPES HISTORIQUES ET LEURS ANIMATEURS

Le groupe du **Val d'Oise**, fondé en décembre 1972, semble être le plus ancien du Réseau. Parmi ses brillants animateurs se distingue Pascal Tourbe, instituteur dans son village de Commeny, puis conseiller pédagogique. Grand, souriant, enjoué, plein de chaleur humaine, il mettait beaucoup d'animation dans les réunions. Bien conscient de tous les aspects, tant physiques que sociaux, de l'écologie, il recherchait les synthèses. Sans lui, le « Texte de Base » des AT n'aurait pas vu le jour à Asnelles (Toussaint 1977). Il se construisit une maison solaire.

Le groupe du **Morvan** semble presque aussi ancien. Formé de gens qui passaient une partie de leur temps à Paris (Nicolas Desplats, longtemps permanent à l'Agence de Services, Justine et Pierre Morin, Colette Vallée, etc.), il joua un grand rôle au niveau national, tout en luttant sur des problèmes locaux comme la sauvegarde du site de Vézelay, l'ouverture de mines, les atteintes aux forêts. Il apporta aux AT la touche naturaliste sans laquelle un mouvement écologiste est déséquilibré.

Le groupe de **Caen** fut fondé en février 1973 par Françoise et Michel Chaniel, des professeurs d'italien émus par une action des AT pour sauver des arbres. Ils étaient des « basistes » typiques, des libertaires doux mais fermes, toujours désireux de convaincre. Pleins de foi dans la nature humaine, ils pensaient que toute divergence au sein des AT devait être surmontée par un effort de compréhension et de conviction, et que les votes devaient être évités. Avec « le maintien à la base de la structure associative » et le droit à l'égalité d'expression des minorités, les principes d'organisation du Réseau des AT, adoptés en 1977 (voir Chap. I) leur doivent beaucoup. Ils étaient opposés aux élections. A Caen, leur groupe servait d'appui aux contestataires Cotentinois de l'usine de La Hague. Transférés à Poitiers, ils y animèrent un groupe aux mêmes positions basistes, tandis que le reste du groupe de Caen, sous la houlette de J.C. Padeloup, poursuivait les actions relatives à La Hague.

Le groupe de **Lille** naquit en mars 1973. Son principal animateur, Pierre Radanne, est un brillant autodidacte, alors adepte de la vie en communauté. Très actif, il provoque la formation de nombreux groupes dans le Nord et le Pas-de-Calais. Alliée à un fort réalisme, sa sensibilité de gauche ne s'est jamais démentie. Ainsi, ayant conduit aux élections municipales de 1977 une liste « Lille - Ecologie » qui recueillit 6,48% des suffrages, il appela entre les deux tours à voter pour la liste socialiste de Pierre Mauroy après avoir obtenu de ce dernier qu'il mette à la disposition des associations écologistes un vaste local (un bâtiment universitaire rendu libre par le transfert de l'université sur le campus de Villeneuve d'Ascq appelé « Maison de la Nature et de l'Environnement » (MNE), ainsi que des postes de permanents et du matériel pour celle-ci. Lorsque l'Agence de Services eut à faire de gros travaux de dactylographie et de tirage, elle reçut l'aide de la puissante MNE. Radanne y publia deux textes importants « Accouchons le mouvement désiré » et « La Deuxième Porte à Gauche », qui le situaient dans ce qu'on appelait alors la

« Deuxième Gauche », à laquelle il apportait la composante écologiste. Au lendemain de la victoire de Mitterrand en 1981, il fut l'un des promoteurs d'un appel nommé « C'est l'Heure », où il invitait les écologistes à rallier la gauche et à peser sur elle.

Devenu au fil du temps un excellent connaisseur des questions énergétiques, il fut ensuite nommé délégué de l'Agence Française de l'Energie pour le Nord – Pas-de-Calais. Il adhéra aux Verts peu après leur fondation en 1984 et s'y trouva dans la tendance « penchant à Gauche » de Didier Anger, Yves Cochet et Dominique Voynet. Mais il consacre l'essentiel de ses efforts à la création et au fonctionnement de l'INESTENE (Institut d'Evaluation des Stratégies sur l'Energie et l'Environnement en Europe), un institut indépendant travaillant sur contrat ; particulièrement intéressants furent ses scénarios « DETENTE » (voir le début du Chapitre IV) ainsi que des colloques très réussis. Après la victoire de la « Gauche plurielle » aux élections législatives de 1997, et la nomination de Dominique Voynet au Ministère de l'Environnement, il fut quelque temps son chef de cabinet avant d'être nommé président de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en janvier 1998. Ses interventions, télévisuelles et autres, sur les questions énergétiques ont toujours su aller à l'essentiel, avec une remarquable clarté.

Le groupe du **Périgord** existait déjà en 1974 ; peut-être s'appelait-il alors groupe d'Aquitaine. Son principal animateur, Léo Barconnière, professeur au Lycée de Ribérac, était totalement antinucléaire et pacifiste. Il eut du mal à admettre la Pétition Nationale pour une autre politique de l'énergie, (voir Chap. II), car elle ne touchait pas aux centrales du premier programme d'EDF ; cependant, discipliné et voyant que c'était mieux que rien, il la fit signer. Lors de la crise des euromissiles, il mena l'opposition contre ceux des leaders qui, « plutôt morts que rouges », préféraient que l'Ouest conserve une certaine force de dissuasion nucléaire (voir Chap. IV).

Yves Lenoir, ingénieur au Centre d'Automatique de l'Ecole des Mines (Fontainebleau) fonda vers 1975 le groupe d'Ury, village où il habitait, bientôt élargi en un groupe de **Seine-et-Marne** Sud. Grand, remarquablement cultivé, muni d'une extraordinaire capacité de travail, ennemi juré de la technocratie, il mit sur pied (avec P. Courrège, J-P. Orfeuill, P. Samuel et quelques autres) une Commission Energie des AT. Ses publications internes aux AT, « Le Rapport Poincaré »<sup>4</sup> et le « Rapport sur l'état de l'atome » apportaient des points de vue originaux à la lutte antinucléaire. Soumis au début de 1978 au processus d'observation participante d'Alain Touraine et de son équipe (voir Chap. II), il fut conforté dans son idée que le mouvement antinucléaire est, en fait, au centre d'un mouvement social antitechnocratique qu'il fallait développer par des actions menées avec de nombreux alliés sur des objectifs limités et précis. Ceci étant incompatible avec une campagne électorale au programme étendu, il soutint la « candidature placard » d'André Hautot aux primaires écologiques du 15 Juin 1980 (voir Chap. III). Puis il refusa de participer à la campagne présidentielle de Brice Lalonde et poussa d'autres AT à s'occuper d'autre chose. Après

---

<sup>4</sup> Le Rapport Poincaré, édité par les AT en 1976, montre que si l'on croyait les affirmations officielles sur la croissance de la consommation d'énergie et sur une prochaine pénurie de combustibles fossiles et d'uranium, même le cycle de la surgénération (censé extraire 70 fois plus d'énergie d'une même quantité d'uranium que les réacteurs classiques) arriverait trop tard : il aurait dû pour cela être lancé sous la Présidence de Raymond Poincaré (1913-1920). Le Rapport sur l'état de l'atome (1978), humoristiquement dédié au Cardinal de Mazarin, donne des informations pointues sur les difficultés du programme nucléaire, sur son coût réel, et sur les pertes de plutonium qui handicaperaient un éventuel cycle de la surgénération. Il met en évidence les mensonges et les silences des nucléocrates. Il fut suivi par un Rapport sur l'Uranium de Michel Genestout, qui montre que les assertions officielles sur une prochaine pénurie d'uranium sont fausses et qu'elles sont destinées à faire passer un inutile programme de surgénérateurs. En fait, les réserves sont abondantes et leur maîtrise sous-tend la politique africaine de la France.

celle-ci, hostile aux tentatives d'unification des écologistes dans ce qui serait essentiellement un parti, il quitta les AT et alla travailler comme bénévole à Greenpeace. Ennemi de la centralisation, il s'y insurgea contre les oukases de Greenpeace-International, qui ferma en 1986 son antenne française. Il anima alors, avec Jean-Claude Ray, le groupe Bulle Bleue, qui travaille pour la préservation de la couche d'ozone. Le groupe se rapprocha des AT, auxquels Y. Lenoir réadhéra en 1988. Avec les purs-et-durs, il tenta, à l'AG des 17 et 18 décembre 1988, de chasser le Secrétariat sortant, jugé trop lié au cabinet ministériel de Brice Lalonde (voir Chap. IV). Puis il se livra à une critique acerbe du GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution des Climats) qui agirait, selon lui, de manière technocratique en prévoyant, dans ses résumés à l'usage des décideurs et du public, un réchauffement climatique catastrophique que ne justifient pas les études scientifiques sur lesquelles il dit se fonder ; bref, une critique de la « technocratie climatique » (voir son livre « La vérité sur l'effet de serre », Ed. La Découverte, 1992).

Devenu autonome vers 1975, le groupe de **Paris** avait bien entendu Brice Lalonde pour leader (voir le début du Chapitre I sur ses débuts). Très vif, au courant de toutes les questions écologiques, aussi bon styliste que dessinateur (voir son affiche intitulée « Quand vous Vouurez » représentant un Paris voué aux techniques douces ; Voir Annexe), c'était une personnalité très séduisante. Sa philosophie libéralo-libertaire, qui ne s'est jamais démentie mais dont le poids relatif des deux termes a varié, attirait les jeunes Soixante-huitards, dont il était, par l'importance donnée alors à sa composante libertaire. La tournure souriante qu'il donnait à l'écologie, et que les purs-et-durs n'aimaient pas, attirait d'autre part des personnes plus âgées. Pour Brice Lalonde, le clivage à l'intérieur de « la bande des quatre » (les 4 grands partis) était moins le clivage Gauche-Droite que celui qui séparait les partis nationalistes, jacobins, autoritaires et inconditionnels de l'énergie nucléaire, PCF et RPR d'une part, et de l'autre les partis décentralisateurs, pro-européens, attachés aux libertés et susceptibles de critiquer le programme nucléaire : UDF et PS-PRG-PSU.

Frappante était sa capacité de travail, renforcée par le dévouement de son amie, la belle Lison de Caunes. L'amie suivante, la gentille Michèle Barrière, n'était pas moins travailleuse et dévouée. Jusqu'en 1987, L'histoire de Brice Lalonde appartient à celle des AT, des péripéties électorales (1976—1981) à sa participation aux campagnes des années 80 (plomb, pluies acides, etc.), avec toutefois l'intermède extérieur de sa liste ERE aux élections européennes de 1984. En 1987, il devint directeur de l'Institut pour une Politique Européenne de l'Environnement (IPEE), un poste en harmonie avec ses profondes convictions européennes. Puis, en 1988, il signa un appel à voter Mitterrand et fut nommé par Michel Rocard au Ministère de l'Environnement. Vinrent ensuite la Fondation de Génération Ecologie, ses succès aux élections régionales de 1992, un appel à voter Chirac en 1995 et un virage à droite l'amenant dans le sillage de l'ultra-libéral Alain Madelin.

Le groupe de **Lyon** fut fondé au début de 1976 et était animé par Ghislain Nicaise, un professeur de neurologie. Ce groupe, du type libertaire souriant, était aussi le lieu de réflexions théoriques. Il contribua activement, en 1980, à l'élaboration du Manifeste des AT (voir Chap. I).

Fondé également au début de 1976, le groupe des **Landes** était animé par Marie-Claire et Gérard Dupouy, des professeurs de biologie-géologie qui se construisirent une maison solaire à St Pierre-du-Mont. Outre ses actions locales (sur l'aménagement touristique, les usines polluantes, la gestion des déchets, leur incinération, etc.), il est très motivé par tout ce qui concerne les libertés et collabore avec les groupes dont la défense de celles-ci est l'objectif. Ses textes théoriques, par exemple « Pour que vive la vie » (voir Annexe) visent à préciser ce qu'entend par la « Troisième Génération de droits et de devoirs ». Il met aussi l'accent sur les risques que l'informatisation fait courir aux libertés et est très vigilant sur les biotechnologies.

Le groupe de **Grenoble** vit le jour à la fin de 1976. Il était dirigé par Jean et Geneviève Jonot, un guide de haute montagne et une enseignante. Il comprenait d'autres personnes de premier ordre comme Yves Le Pape, Jean-François Schneider, Cédric Philibert (jusqu'à son transfert à Paris vers 1978), etc.. D'abord concentré sur la lutte contre Super-Phénix, il eut par son bon sens et son oecuménisme une grande influence sur l'évolution du RAT de 1978 à 1980.

La proximité de l'énorme centrale de Gravelines fit naître, à la fin de 1976, le groupe de **Dunkerque**, qui manifesta souvent contre cette centrale et mit l'accent sur les fissures qu'on venait de découvrir dans les cuves de ses réacteurs (son bulletin s'appelait « Fissures »). Il faisait aussi de la propagande pour l'énergie du vent (d'où l'installation récente d'un parc d'éoliennes) et était notre spécialiste des problèmes de la Mer du Nord. Parmi ses énergiques animateurs, citons Dominique Martin-Ferrari (« DMF », alors professeur de philosophie au Lycée. Elle se déplaça à Paris fin 1980 pour prendre en mains la communication et les voyages de la campagne présidentielle de Brice Lalonde. Dans les années 80, elle fut l'élément le plus actif du Secrétariat des AT, organisant des Colloques et sortant de belles Baleines consacrées chacune à un sujet déterminé. Elle mit sur pied l'Agence Environnement Développement vivant sur des contrats de communication. Ses qualités de communicatrice firent qu'on lui confia la direction d'émissions sur l'environnement, dont la série « Gaïa » sur La Cinq. En 1988, elle fut chargée de la communication dans le cabinet de Brice Lalonde. Elle prit des responsabilités dans Génération Ecologie (seconde de liste derrière Brice Lalonde aux élections européennes de 1994).

Enfin le groupe de **Rennes** naquit à la fin de 1977 sous impulsion d'Yves Cochet, professeur d'informatique à l'Université qui, avec sa femme, avait consacré 5 000 heures à la construction d'une maison solaire à Cesson-Sévigné. Grand, énergique, la voix forte et bien posée, capable de synthèses qui arrivaient au bon moment, il joua un grand rôle dans nos Réunions Nationales de 1979 à 1981. Ce fut le meilleur président de séances que le mouvement écologiste ait connu, par exemple aux Assises de Lyon en Mai 1980. Il avait le chic pour remettre la discussion sur le droit chemin lorsqu'elle s'enlisait ou s'éloignait de l'ordre du jour. Lors de la tentative d'unification des écologistes en 1981-1982 (voir Chap. III), Il quitta sans faire d'éclat les AT pour se consacrer à la Confédération Ecologiste. Lorsqu'elle fusionna en 1984 avec le Parti Ecologiste (ex-MEP) pour former Les Verts, il se plaça dans la tendance ouverte, réaliste, de ce parti, en opposition avec les fondamentalistes regroupés autour d'Antoine Waechter. La victoire en 1994 de cette tendance des Verts, dirigée par Dominique Voynet, et l'accord Verts-PS qui s'ensuivit, valurent à Yves Cochet d'être le candidat de la gauche plurielle dans une circonscription du Val d'Oise aux élections législatives de mai 1997. Elu, il fut choisi comme vice-président de l'Assemblée Nationale : « The right man in the right place ».

### TROIS TENDANCES OU QUATRE PATTES ?

Entre l'enthousiasme tous azimuts d'un mouvement naissant (1970-1976) et une certaine sérénité consécutive à leur recentrage associatif (depuis 1983), les AT ont, dans la période cruciale 1977-1982 intensément cherché leur voie. Présents au printemps de 1979 à la cruciale Réunion Nationale du Rochasson, près de Grenoble, deux militants fort bons observateurs, Henry de Cazotte et Jean-François Schneider, y ont vu trois tendances parmi les groupes présents :

- La tendance dite alors *basiste* privilégie l'action sur le terrain, le développement des alternatives locales et les actions de démonstration pour changer la vie. Elle se méfie des Parisiens et des initiatives nationales. Elle refuse l'élitisme, les porte-parole qu'on entend constamment et le vedettariat, Elle s'exprime parfois sur un ton calme et ferme (AT Caen), plus souvent avec un langage accusateur violent, peut-être issu du gauchisme pur-et-dur. L'hostilité aux élections y est dominante. Une inclination utopiste

de certains de ces groupes semble s'exprimer par des noms comme le REVE (Réseau des Ecologistes du Val d'Oise Est) ou le REV (Réseau des Ecologistes du Valenciennois).

- La tendance du mouvement social antitechnocratique est surtout animée par ceux qui avaient travaillé avec Alain Touraine (voir Chap. II), notamment Yves Lenoir (voir ci-dessus). Elle voulait que les AT soient au premier plan parmi les animateurs de mouvements sociaux anti-technocratiques, aussi larges que possible, et donc à objectifs précis, comme la Pétition Nationale pour une autre politique de l'énergie ou la demande d'un referendum sur l'énergie nucléaire. Elle voyait la CFDT comme partenaire principal et s'inscrivait donc, *volens nolens*, dans la « deuxième gauche ». Elle prônait les actions menées par des réseaux horizontaux comme le « Réseau Uranium ». Sans être foncièrement antiélectorale, elle désapprouvait les campagnes susceptibles de nuire aux rapports avec d'éventuels partenaires.

- Il y avait enfin une tendance pragmatique, marquée par les exemples anglo-saxons. Elle refuse de s'inscrire dans le carcan Droite/Gauche et de se borner à la lutte anti-nucléaire. Elle veut pouvoir s'exprimer de façon politique sur tous les sujets et prône l'autonomie du mouvement écologiste. Sans peut-être toujours partager le libéralo-libertarianisme de Brice Lalonde, elle le reconnaît comme son leader.

Paul Hussion, dans le BL du 28 Juin 1979, se posait quant à lui un problème de « vivisection : comment disséquer un RAT ?

Comme tous ses congénères, le RAT que nous allons disséquer a quatre pattes :

- deux pattes de devant dont la structure le rattache à la branche "Mus Politicus", dit vulgairement « RAT des villes ».
- deux pattes de derrière dont la structure le rattache à la branche "Mus Basistus", dit vulgairement « RAT des champs ».

Les pattes se classent aussi par côté :

- Il y a d'un côté des pattes qui tirent vers les luttes sociales. Ces luttes se placent à la fois sur le plan de la production et sur celui de la consommation, d'où une grande attention apportée aux aspects techniques et économiques. Les partenaires recherchés sont les syndicalistes, les paysans, les consommateurs, etc., en tant que groupes sociaux.
- De l'autre côté, deux pattes tirant vers le « versant culturel ». Elles donnent une très grande importance à la défense et à la conquête de libertés et de possibilités d'initiatives. Pour elles, les partenaires sont plutôt définis par leurs options politico—culturelles que par leurs positions sociales ; ce sont essentiellement des individus.

Lesquelles de ces pattes sont situées à gauche, lesquelles à droite ? Cela dépend du sens de la marche. Les mauvaises langues disent que, d'un côté, l'on penche à gauche et que, de l'autre, on n'y tombe pas. Ces quatre pattes sont-elles si divergentes que notre pauvre RAT soit condamné à l'éclatement, à l'affaiblissement ou à l'Immobilisme ? »

## EVOLUTION DU NOMBRE DES GROUPES

Ces données proviennent des listes données dans certains BL. Il n'y a en plus eu après 1987. Début 1976, on comptait 33 groupes. Août 1976, 50 ; été 1977, 71 ; été 1978, 130 ; décembre 1979, 147 ; octobre 1980, 130 ; janvier 1982, 141 ; janvier 1983, 144 ; octobre 1983, 84 ; mars 1984, 82 ; janvier 1986, 58 ; décembre 1986, 55 groupes.

## APPENDICE II : LES PUBLICATIONS DES AMIS DE LA TERRE

### Courrier de la Baleine et Buletin de Liaison

Un an après leur création, les Amis de la Terre sortent le premier numéro de leur trimestriel *Le Courrier de la Baleine*, titre souvent abrégé en *La Baleine*. Ce titre était motivé par la volonté de se joindre à la campagne des Friends of the Earth américains pour sauver les baleines de l'extinction, ce qui se réalisa bientôt avec la formation du groupe « projet Jonas » (voir Chap. I). La périodicité de *La Baleine* a varié. Il y en eut environ 120 numéros jusqu'en 1998.

La formation de nombreux groupes locaux, rendit bientôt nécessaire la publication d'un bulletin plus vite réalisé et plus fréquent. On l'appela le « Bulletin de Liaison » (abrégé en BL ou Béhel. C'était un polycopié présenté comme supplément au Courrier de la Baleine pour des raisons postales. Il était envoyé aux groupes locaux (parfois à plusieurs exemplaires moyennant finances) et à quelques militants particulièrement actifs. L'Agence de Services en était responsable. Elle y insérait ses textes (convocations, comptes-rendus, informations diverses) qu'elle tapait sur stencil et tirait elle-même. Tout groupe local, et même tout militant, pouvait y publier un texte ; s'il était long, on lui demandait d'envoyer un stencil ou, mieux encore, 300 exemplaires qui seraient liassés avec le reste. C'est là la source la plus complète pour connaître les nouvelles du Réseau des AT, les discussions qui s'y menaient et les conflits qui le parcouraient.

### LES INTRODUCTIONS AU DEBAT

C'étaient des textes de quatre (ou huit) pages imprimés et illustrés. Ils donnaient à un large public la position des AT sur diverses questions. Leurs titres furent, dans un ordre à peu près chronologique, allant de 1973 à 1980 : « les centrales nucléaires », « le Concorde », « les baleines », « agriculture et santé », « la force de frappe », « le TGV Paris-Lyon », « la chasse », « la forêt », « les phoques », « les renards », « les technologies douces », « l'énergie », « Le canal Rhin-Rhône à grand gabarit » (en 1977 déjà !), « écologie : quelques bons choix à l'occasion des élections législatives de 1978 » (titre parodiant « bon choix » de Giscard), « l'énergie solaire », « l'énergie chez vous » (conseils pratiques), « que sont les économies d'énergie ? », « le vélo », « les transports ».

### LA COLLECTION DES AMIS DE LA TERRE CHEZ J.J. PAUVERT.

Le bruit qu'avait fait la campagne de René Dumont en 1974 et les succès des écologistes aux élections municipales de 1977 persuadèrent certains éditeurs que l'écologie était un bon créneau. Ils ne rechignaient pas à publier les bons manuscrits qu'on leur présentait. Allant plus loin, Jean-Claude Barreau, alors directeur de la collection Stock 2, demanda aux AT de lui écrire un traité complet sur l'énergie nucléaire, qui fut publié en 1975 sous le « l'Escroquerie nucléaire ». En 1977, l'éditeur J.J. Pauvert alla même jusqu'à confier aux AT la direction d'une collection sur l'écologie et les pressa de lui fournir des textes. Ce furent :

- Les Amis de la Terre et Fédération des Usagers des Transports, « Assez roulé comme ça, on réfléchit », suivi du « Manifeste Vélorutionnaire » (1977) ;
- Les Amis de la Terre du Morvan, « Histoires d'U » (livre sur l'uranium au titre inspiré d'un roman érotique, « Histoires d'O » qui faisait grand bruit à l'époque, 1977) ;

- Worldwatch Institute, « l'A.B.C. de la démographie » (1978) ;
- Centre National pour une Science de l'Environnement, « Perdre Sa vie à la gagner » (ouvrage collectif, 1978) ;
- Yves Lenoir, « Technocratie Française » (1978) ;
- Commission énergie des Amis de la Terre, « Tout solaire » bilan énergétique, pour 2050, d'une France vivant uniquement sur ses énergies renouvelables (1978) ;
- Brice Lalonde et Dominique Simonnet, « Quand vous voudrez » (1978) ;

Trouvant que la collection lui rapportait moins que prévu, J.J. Pauvert l'arrêta à la fin de 1978.

## AUTRES LIVRES PUBLIES PAR DES AMIS DE LA TERRE

Il s'agit ici de livres écrits sur des sujets liés à des personnes qui, à un moment ou un autre de leur vie, ont été membres des AT. Les longues bibliographies de René Dumont et de Michel Bosquet (connu aussi sous le nom d'André Gorz), qui ont, je crois, été un jour membres des AT, n'ont pas été incluses, non plus que les brochures publiées par les AT.

- Serge Moscovici, « La Société contre Nature », Ed.10/18, 1972 ;
- Pierre Samuel, « Ecologie, détente ou cycle infernal », Ed.10/18, 1973 ;
- Les Amis de la Terre, « L'escroquerie nucléaire », Ed. Stock 2 (1975, réédité et mis à jour en 1978) ;
- Pierre Samuel et Claude-Marie Vadrot, « Le nucléaire en questions », Ed. Entente, (1975, 1977, 1980) ;
- **Claude-Marie Vadrot, « l'Ecologie, histoire d'une subversion », Ed. Syros, 1978 ;**
- « L'écologisme », Coll. Que sais-je ?, Ed. PUF, 1979 ;
- Dominique Simonnet, « Qu'est-ce que l'Ecologie ? », Ed. Hatier, 1979 ;
- Laurent Samuel, « Guide pratique de l'Ecologiste », Ed. Belfond, 1978 ;
- René Dumont, Brice Lalonde et Serge Moscovici, « Pourquoi les Ecologistes font-ils de la politique ? », entretiens avec J-P Ribes, Ed. Le Seuil, Combats, 1978 ;
- Alain Hervé, « L'homme sauvage », Ed. Stock 2, 1979 ;
- Brice Lalonde, « La Vague Verte », Ed. Robert Laffont, 1981 ;
- Guy Aznar, « Tous à mi-temps », Ed. Le Seuil, 1981 ;
- Les Amis de la Terre, « l'Ecologie contre le chômage », Ed. La Découverte, 1984 ;
- Yves Lenoir et Hélène Crié, « Tchernobyl-sur-Seine », Ed. Calmann-Lévy, 1987 (sur le déroulement et les conséquences d'un accident majeur susceptible de survenir dans la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine) ;
- Alain Hervé, « Merci la Terre », Ed. J.C. Lattès, 1989 (l'écologie racontée aux enfants) ;
- Cédric Philibert, « La Terre brûle-t-elle ? », Ed. Calmann-Lévy, 1990 (livre portant sur l'effet de serre) ;
- Pierre Samuel, « L'effet de serre », Ed. Entente, 1990 ;
- Guy Aznar, « Le travail, c'est fini », Ed. Belfond, 1990 ;
- Yves Lenoir, « La vérité sur l'effet de serre », La Découverte, 1992 ;
- Jean-Pierre Orfeuil, « Je suis l'automobile », Ed. de l'Aube, 1994 ;
- Philippe Lequenne, « Dans les coulisses de Greenpeace », L'Harmattan, 1997.

## LE PREMIER NUMERO DU COURRIER DE LA BALEINE

Il parut en juillet 1971. Alain Hervé en était le directeur de publication et Hélène Charliat la rédactrice en chef. Son prix était de 2,50 Fr. Le journal « célèbre la Terre et affirme la joie de vivre et l'éditorial suivant explique son titre.

« Du côté de la Baleine

Nous devions appeler cette feuille, depuis longtemps promise, « Le Courrier des Amis de la Terre », mais ça nous a paru très administratif et donc peu en rapport avec la nature de nos réflexions. Au même moment notre association soeur américaine lançait un nouveau projet : sauver les baleines de l'extinction qui menace certaines de leurs espèces, (voir page 12). Nous avons donc beaucoup parlé de baleines, lu des histoires de baleine, compulsé des photos de baleines, et relu Moby Dick. Et la baleine est naturellement entrée dans nos vies. Elle y a occupé le volume que sa taille implique. Nous ayons réalisé qu'elle était vraiment le plus gros animal vivant sur terre, beaucoup plus gros que l'homme par exemple. A bien des égards plus sympathique que lui aussi. Nous avons réfléchi : pourquoi est-ce la baleine qui fuit devant 'homme ? Pourquoi celui-ci la poursuit-il de sa rancune imbécile ? Pourquoi la baleine devrait-elle disparaître et l'homme demeurer ? Bref notre baleine grossissait et prenait une dimension symbolique. Celle de ce qui dans la nature est exploité sans vergogne par l'homme jusqu'au point de destruction complète. Donner des nouvelles de la baleine, ce sera donc parler de ce qui, dans la nature, est menacé. Donner la parole à la baleine permettra de jeter un regard serein (une telle masse ne s'émeut pas si aisément) sur la frénétique agitation humaine. Et le rire des baleines, qui l'ignore ? Il nous permettra de rire lorsque tout porte à pleurer et à faire de ce courrier autre chose que la feuille nécrologique de ce que nous aimons. Avec le Courrier de la Baleine, nous nous rangeons du côté des baleines. Cette prise de position n'est pas aussi légère qu'il peut le sembler au premier abord. »

L'édito était signé « les Amis de la Terre ». Son article de fond, intitulé « Les limites de l'adaptabilité », avait été écrit par René Dubos, un biologiste d'origine française travaillant alors à New-York. On pouvait aussi y trouver :

- des brèves sur les arbres, les animaux en danger, les parcs naturels, un éloge du vélo ;
- le lancement d'une campagne de boycott des fourrures d'espèces en danger, la dénonciation des fumées, des ordures, du veau aux hormones, du DDT, des marées noires, des déchets radioactifs ;
- une critique du « progrès » et des choix techniques irréversibles, vantant la décision américaine de ne pas construire de supersoniques pour passagers ;
- un soutien aux Alsaciens qui luttent déjà contre la centrale nucléaire de Fessenheim (voir Chap. II) ;
- le compte rendu de la décision prise à Rambouillet par les Amis de la Terre de San Francisco, Londres, Paris et Zürich, de faire campagne pour un moratoire nucléaire ;
- un encadré sur le caractère particulièrement polluant du diesel ;

On y apprend que le Comité de Parrainage des AT comprend Jean Dorst, Pierre Gascar, Claude Lévi-Strauss, Bernard Moitessier, Théodore Monod et Jean Rostand.

Les numéros suivants (janvier et septembre 1972) contenaient :

- la dénonciation du bétonnage et des hectares stérilisés pour la voiture ;
- l'apologie d'une alliance de l'homme et de la nature ;
- une description des dangers de la surpopulation du globe ;
- des données sur les différences de consommation entre Nord et Sud (ainsi un Européen consomme 183 kg d'acier par an et un Africain 2 kg) ;
- des conseils juridiques ;
- un appel pour une campagne en faveur des bouteilles consignées ;
- l'annonce de la naissance du « Projet Jonah » pour les baleines ;

- des nouvelles de la Conférence de Stockholm sur l'environnement ;
- une analyse du rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance ;
- une BD dans le style hippie contre la surconsommation ;
- des conseils sur l'élevage des chèvres et la fabrication de leur fromage ;
- des recettes de cuisine traditionnelles pour remplacer ce qu'on trouve dans les supermarchés.

## LE G.I.B.E.T.

Certains Bulletins de Liaison contenaient des billets d'humour noir signés par un « Groupement Interrégional Basiste pour une Ecologie Totale », GIBET. Ainsi :

- Ayant calculé et jugé exorbitantes les dépenses d'énergie liées à une détention à vie, le GIBET se déclare partisan de la peine de mort, mais pas par la chaise électronucléaire. A la rigueur par la guillotine, une technique intermédiaire. De préférence par la cigüe, mais provenant de cultures biologiques. Le GIBET promet une « Introduction au Trépas ».
- Une réunion des associations luttant contre le bruit ayant eu lieu peu après l'attentat de la Rue Copernic, le GIBET les enjoint de réclamer l'interdiction des attentats dont le bruit dépasse 75 décibels ;
- Le GIBET félicite une femme qui, aussitôt après avoir assommé son mari avec une bouteille de bière vide, est allée la mettre au recyclage.

## LES LOCAUX DES AMIS DE LA TERRE

En fonction des opportunités qui se présentaient et des contraintes financières, les Amis de la Terre furent ballottés de local en local.

- 25 Quai Voltaire (Paris 7ème), 1970-1972, C'était une pittoresque pièce sous les combles, fournie par l'écologiste Franco-Britannique Edward Goldsmith (« Teddy »), frère aîné du grand financier Sir James Goldsmith (« Jimmy »).
- 15 rue du Commerce (Paris 15ème), 1973-1974. Il s'agissait d'une pièce attenante à un gymnase régi par une sympathisante. On se réunissait, assis par terre, dans le vestibule du gymnase.
- 16 rue de l'Université (Paris 7ème), 1974-1975. A la mort de son père, un riche négociant de tissus en gros, Brice Lalonde hérita de son luxueux appartement. Il en mit une partie à la disposition des AT qui s'y réunissaient pour discuter et pour rédiger leurs nombreux textes et livres de l'époque. Lorsque ces réunions se terminaient tard, Brice Lalonde et son amie d'alors, Lison de Caune, (fille de la romancière Benoitte Groult, qui venait parfois nous encourager), nous amenaient dans une belle cuisine pour préparer de quoi nous sustenter.
- 117, avenue de Choisy (Paris 13ème), 1976-1978. Pour la préparation des élections municipales de 1977, la coalition Paris Ecologie s'était installée dans cette vaste et vieille bâtisse. L'Agence de Services des AT y occupait 3 pièces, avec pour voisins Greenpeace - France alors en train de se former, le périodique écolo « La Gueule Ouverte », une école parallèle, des musiciens, des communautés hippies. La faune qui y évoluait fit subir à notre local un certain nombre de vols et de dégradations, réparés avec un dévouement inlassable par notre permanent d'alors, Nicolas Desplats. Malgré un loyer très bas, nous

fûmes soulagés d'apprendre, en 1978, que la bâtisse allait être démolie et nous nous mîmes en quête d'un autre local.

- 14 bis, rue de l'Arbalète (Paris 5ème), 1978-1981, C'était, dans le pittoresque quartier du bas de la rue Mouffetard, un étroit immeuble en béton de 3 étages. Le rez-de-chaussée servait à l'accueil et à la vente du matériel. Au premier, il y avait un grand bureau que l'Agence de Services partageait avec l'Association pour la Promotion du Papier Recyclé, puis avec la coordination de la Pétition Nationale sur l'énergie. Au second, on trouvait le coin technique (photocopieuse, tireuse de stencils, etc.), nos boîtes de documentation sur des étagères le long des murs et, au centre, une grande table pour des réunions restreintes, comme celles des Délégués Régionaux.

Dès 1977, le Réseau des Amis de la Terre, hostile au centralisme parisien, avait tenu à ce que le local de l'Agence de Services soit géographiquement séparé de celui des AT-Paris, Ainsi Brice Lalonde mit à la disposition de ceux-ci un élégant magasin avec sous-sol, qu'il venait d'acheter au 3, rue de la Bûcherie (Paris 5ème), tout près des quais de la Seine. Ils l'occupèrent jusqu'à la fin de 1980 et s'installèrent alors dans une partie d'un vaste et vétuste local situé au 72, rue du Château d'Eau (Paris 10ème) qui venait d'être loué pour la campagne présidentielle d'Aujourd'hui l'Ecologie<sup>1</sup>.

- 72, rue du Château d'Eau (Paris 10me), 1981-1986, surnommé « le Chatodo ». Attirée par la perspective assez vite déçue d'une réunion de tous les écologistes dans un même local, et tentée par un loyer moins élevé qu'à l'Arbalète, l'Agence de Services s'installa au Chatodo pendant l'été 1981, cohabitant avec les AT-Paris et avec ceux qui liquidaient Aujourd'hui l'Ecologie. Mais c'était bien peu pour un aussi vaste local. Un restaurant coopératif, « Les Gaspards », y fonctionna quelque temps. Une partie du rez-de-chaussée fut louée à « l'Agence de Liaison pour le Développement d'une Economie Alternative » (ALLEA). Puis vint une association féministe, « les Fémin'Autres », qui enjoliva le rez-de-chaussée. Enfin, vers 1984, des syndicalistes du Syndicat du Livre CGT eurent l'intelligente idée d'ouvrir un centre de formation des jeunes aux nouvelles techniques de l'impression. Le vaste Chatodo, où les AT n'occupaient plus que 2 ou 3 pièces au premier étage (certes, leur immense documentation était dispersée), tenta Ces syndicalistes ; ils louèrent le reste et y commencèrent des cours; mais la bâtisse branlante n'était pas apte à accueillir le précieux matériel (ordinateurs, imprimantes, etc.) des nouvelles techniques. Etant, à juste titre, correctement subventionnés, ils proposèrent au propriétaire de faire à leurs frais d'importants travaux (soutènement, sécurité, électricité, éclairage, etc. moyennant un bail raisonnable, les AT devenant leurs sous-locataires. Mais ce propriétaire, un vieil original chicanier, courant les tribunaux et digne de figurer dans « Les Plaideurs », refusa net<sup>2</sup>. Il nous fallut donc prospecter et partir.

- 15, rue Gambey (Paris 11ème), 1986—1989. Un propriétaire, qui avait entendu parler des AT et avait de la sympathie pour eux, nous accepte pour un loyer raisonnable. Le local, dans une petite rue plébeienne donnant sur la rue Oberkampf, est dans un immeuble solide et vieillot. Une entrée contient un gros meuble où chacun des habitués a son casier et où le matériel de propagande est déployé. A droite, une pièce donnant sur la rue contient des placards et trois bureaux, à gauche, une vaste pièce poussiéreuse abrite, sur des étagères, les boîtes de documentation, A gauche encore, il y a un petit bureau moderne éclairé à la lumière artificielle. A gauche toujours, un large couloir fait office de coin technique (un objecteur, bon graphiste, y fit des merveilles), puis est le domaine parfois nauséabond quand on oublie de changer sa litière, du chat Robert. Il avait été recueilli par Brice Lalonde à la Bûcherie, puis transféré au

---

<sup>1</sup> Brice Lalonde loua alors la Bûcherie à Greenpeace-France jusqu'à ce que, suite à de fortes dissensions, Greenpeace-International dissolve en 1986 son bureau français. Il revendit alors la Bûcherie.

<sup>2</sup> Il ne fit rien de son immeuble, s'efforça d'en chasser les derniers occupants et le laissa dépérir encore davantage (ceci au moins jusqu'en 1997, où je suis allé voir).

Chatodo et de là à Gambey ; il était notre mascotte ; ensuite la dévouée Eléonore Gabarain le prit en charge dans sa villa de Marly.

- 62 bis, rue des Peupliers (Boulogne-sur-Seine), 1990-1991. Elu à la fin de 1989, le nouveau président, Guy Aznar, trouva Gambey impropre à ses ambitions et transféra les AT dans une partie d'un immeuble post-moderne, terre et acier, qui abritait ses activités de sociologue-conseil. Ce fut une solution temporaire.

- 38, rue Meslay (Paris 3ème), 1992-1997. Ce vaste appartement, 7 pièces, petite cuisine, nombreux couloir, était au premier étage d'un vieil immeuble bourgeois du centre. Les pièces principales donnaient sur le Boulevard St Martin, entre la Porte St Martin et la République. Les ordinateurs et autres machines y règnent. Adapté aux ambitieux projets de Guy Aznar, il devint trop lourd lorsque les sources de financement se raréfièrent. On parvint à tenir jusqu'à la fin de 1997, où il fallut se mettre sur un plus petit.

- 33, rue Ramus (Paris 20ème), à partir de 1998. Tout proche du Père Lachaise et de son crématorium, c'est un rez-de-chaussée avec un petit bureau donnant sur la rue, une vaste pièce à tout faire demandant la lumière artificielle et un recoin toilette. Les jeunes qui ont pris en charge l'association l'ont aménagé à leur gré<sup>3</sup>. Bonne chance à eux !

On aura noté que les AT ont pris l'habitude de désigner leurs locaux par le nom de leurs rues : Choisy, l'Arbalète, Gambey, etc. L'abréviation Le « Chatodo » était devenue courante.

## CONCLUSION

Je ne crois pas que l'oeuvre des AT de 1970 à 1981 soit reproductible aujourd'hui, ni même celle de la période 1982 - 1989, car elles dépendaient très fortement de l'esprit du temps (« Zeitgeist ») qui y régnait. Je ne tenterai pas, dans cette Conclusion, de dire ce que devraient être les Amis de la Terre du troisième Millénaire ; je suis trop vieux pour cela. Je me contenterai de quelques commentaires sur les actions passées des AT et de la description de la situation actuelle dans les secteurs où les AT ont été particulièrement actifs.

Nous avons vu la grande activité des AT dans le secteur de l'information (VoirApp. II). Ajoutons qu'il y avait aussi, dans les années 70, plusieurs autres périodiques écologiques que « La Baleine » plus grande diffusion : « La Gueule Ouverte » (le plus souvent hebdomadaire), « Le Sauvage » (mensuel) et « Ecologie » (plus confidentiel) ; des membres actifs des AT travaillaient dans les deux premiers. C'était alors nécessaire car ni la grande presse, ni l'opinion n'étaient prêtes à voir les choses de façon « écologiste » : la notion était trop nouvelle.

Aujourd'hui, l'écologie est entrée dans les moeurs. Sauf sur des questions très « pointues », je me sens correctement informé par la grande presse, bien qu'elle n'ait pas toujours le réflexe « écologiste »<sup>4</sup>. J'ai, par exemple, été très frappé par un remarquable dossier de quatre grandes pages sur l'effet de serre publié par Le Monde des 26, 27 et 28 novembre 1997. Se dire « écologiste » est désormais considéré comme un plus : ainsi, aux élections régionales du 15 mars 1998, cinq listes, de l'extrême-gauche à Génération

---

<sup>3</sup> Le présent texte, rédigé en 1998, ne parle pas de l'actuel local des Amis de la Terre, situé à Montreuil.

<sup>4</sup> Ainsi, lorsqu'on s'est aperçu, au début d'avril 1998, que 71 incinérateurs d'ordures ménagères émettaient trop de dioxines, les journaux que je lis (« Le Monde », « Libération ») ont correctement rapporté les faits et décrit ce qui devrait être fait pour rendre ces incinérateurs moins polluants. Mais pas un mot sur l'origine de ces dioxines, les matières plastiques, ni sur les moyens de diminuer la quantité de matières plastiques incinérées.

Ecologie, se disaient écologistes à Paris, en plus des Verts qui se trouvaient sur la liste de la « Gauche plurielle ». Dans les années 70, beaucoup de campagnes des AT ont servi à la sensibilisation du public, qui s'est manifestée plus tard, mais peu ont eu des résultats tangibles. La cible principale, le programme nucléaire, était l'un de ces grands projets technocratiques, soutenus par toute la puissance de l'Etat, dont la France était friande (il y eut aussi le Concorde, le TGV, le Minitel) ; de plus, comme l'écrivit Daniel Cohn-Bendit, développer le nucléaire militaire et civil, était, pour la France, une sorte de revanche du désastre de Mai-Juin 1940 ; sur le nucléaire, nous nous heurtions à la fierté française, à la majorité des scientifiques bien établis et aux partis les plus centralisateurs et autoritaires (PCF, RPR). Le ralentissement des commandes (voir fin du Chap. II) a eu des causes purement économiques, que les AT avaient d'ailleurs mises en évidence bien en amont. Quant à la décision récente de fermer Super - Phénix, on peut se demander si c'est un os-à-ronger donné à Dominique Voynet, ou si elle est motivée par la crainte des nucléocrates qu'il y ait encore des accidents, nuisibles au nucléaire en général. Il se peut en revanche que la pression des antinucléaires ait indirectement amené les responsables à mieux veiller sur la sûreté des installations.

Les campagnes des années 80 (essence sans plomb, pots catalytiques, suppression des CFC, lessives sans phosphates) rencontrèrent, par contre, des succès, peut-être parce que l'opinion y était plus disposée. Probablement aussi parce qu'elles ne demandaient que des modifications techniques (des « technical fixes » comme disaient, avec quelque mépris, les écologistes radicaux d'Amérique dans les années 70), que l'industrie était plus ou moins prête à effectuer.

Quoi qu'en disent les ennemis de la personnalisation, toute campagne a besoin de méchants nommément désignés. Dans la lutte anti-nucléaire des années 70, ce furent A. Giraud du CEA, M. Boiteux d'EDF et P. Pellerin du SCPRI. Dans les années 80, ce fut surtout Jacques Calvet de Peugeot—Citroën.

Passons à la description de la situation actuelle dans les secteurs où les AT ont été particulièrement actifs. Tant qu'aucun accident grave ne les frappera, on voit mal comment mener une vaste campagne pour la fermeture des 58 réacteurs nucléaires à eau sous pression actuellement en service. Et le problème de leur renouvellement, commencera à se poser qu'en 2002 et plus probablement en 2017 ; une campagne réussie pour les économies d'électricité pourrait rendre ce renouvellement plus ou moins inutile, surtout que plus de 15 réacteurs ne servent qu'à l'exportation, que la production d'électricité risque, comme en Grande Bretagne, d'être plus ou moins privatisé, et que des opérateurs privés pourraient trouver d'autres sources d'électricité plus avantageuses (gaz, charbon propre, quelques éoliennes).

Une autre campagne pourrait s'attaquer aux « fioritures » du nucléaire : retraitement, surgénérateurs, utilisation (fort coûteuse) de combustibles au plutonium (MOX pour les initiés). Ce sont là les opérations les plus dangereuses. Une troisième campagne s'opposerait à un enfouissement rapide et irréversible des déchets nucléaires. Elle est actuellement menée par un réseau horizontal, la Coordination Nationale des Collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, que les AT soutiennent.

La suite des campagnes sur les pluies acides et la voiture propre serait une campagne contre la pollution de l'air dans les villes via la diminution de l'utilisation des véhicules polluants. Le « technical fix » peut y jouer un certain rôle : pots catalytiques efficaces à froid ; véhicules peu polluants (au méthane, au GPL ; électriques, hybrides - à condition de ne pas doubler le nombre de véhicules, les uns pour la ville, les autres pour la route. Mais la méthode la plus prometteuse est celle de la carotte et du bâton : il faudrait donc améliorer l'urbanisme, développer transports en commun, pistes cyclables et parkings de dissuasion, et ne pas hésiter à rendre difficile l'usage de la voiture en ville.

Moins ancienne que les précédentes, la campagne sur l'effet de serre devrait se poursuivre. A la Conférence intergouvernementale de Kyoto (1-12 décembre 1997), l'Union Européenne a promis de

réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7,5% en 2005 et de 15% en 2010 par rapport à celle, de 1990 ; à l'intérieur de cette « bulle » européenne, la France, arguant de son faible niveau d'émissions (dû en partie à l'utilisation massive du nucléaire), se contentera de les stabiliser. Mais elle "pourrait mieux faire », en tous cas, tout en agissant sur les autres gaz (méthane, protoxyde d'azote, etc. ). Le gros morceau devrait venir de la diminution des émissions de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), dans les transports par des mesures comme :

d le transfert vers le rail et la voie d'eau d'autant de trafic routier et aérien que possible ;

l la promotion de voitures très sobres (vers 3 ou 4 litres aux 100 km) et la lourde taxation de celles qui consomment beaucoup ;

c faire mieux respecter les limitations de vitesse<sup>5</sup>, la vitesse accroissant beaucoup la consommation de carburant (et aussi les émissions d'oxyde d'azote). Sinon, si beaucoup de Français restent d'incorrigibles accélérateurs et si l'on répugne à des mesures trop répressives, une solution serait de «mettre le flic dans le moteur ».

l l'introduction, tout à fait indispensable, d'une écotaxe énergie/carbone visant à économiser l'énergie (en remplaçant, dans les caisses publiques, une partie des taxes qui pèsent sur le travail). Depuis des années, les AT défendent une telle écotaxe.

Une campagne en plein essor actuellement porte sur les biotechnologies : plantes (avant sans doute les animaux les hommes) transgéniques en particulier. La sensibilité du public à tout ce qui touche au vivant a été exacerbée par l'apparition de nouvelles épidémies (Sida, résurgence d'anciennes maladies, affaires du sang contaminé et de la vaches folles. Mais il ne faut pas se tromper de cible. Laissons à d'autres les cris comme « Nous allons tous crever » ou l'exigence d'une sûreté à 100% une fois le processus entamé. Outre l'information et la transparence sur les risques des diverses manipulations génétiques, nous devons en réclamer d'autres sur leur utilité : pourquoi passer au maïs transgénique alors qu'il y a déjà surproduction pour le maïs classique ? Il faut également effectuer une comparaison économique de la plante transgénique et la plante classique en prenant en compte tous les facteurs (intrants chimiques, irrigation, temps de travail, coût des semences, etc.) ? Quelles sont les conséquences sociales sur la paysannerie et le nombre des agriculteurs ? Enfin les plantes (voire les animaux) transgéniques peuvent-elles pallier la pénurie alimentaire dans les pays du Sud ? S'il est admissible de prendre quelques risques pour produire un médicament essentiel, l'on doit exiger le risque zéro lorsque l'utilité n'est pas bien prouvée.

Bien d'autres campagnes souhaitables sont en cours ça et là, par exemple sur la gestion des déchets ménagers.

Pour terminer, qu'il me soit permis de donner un avis personnel sur l'orientation des campagnes à mener. Je ne suis pas heureux lorsque nos partenaires, dans certaines campagnes, leur donnent une tournure de repli-sur-soi au niveau français ou européen. La mondialisation est là. Elle ne brime pas la France, qui connaît des excédents considérables de la balance des paiements. On pourrait en limiter les excès par une taxe sur les mouvements spéculatifs de capitaux et par un renchérissement du prix des transports. Mais ces mesures ne peuvent être prises qu'au niveau mondial, comme le sont celles qui devraient harmoniser (vers le haut) les niveaux de protection sociale et écologique. Depuis bientôt 50 ans l'Europe s'est peu à peu munie d'institutions qui, dans un marché et (avec bientôt une monnaie) uniques, visent à une telle harmonisations, par exemple en imposant des limites d'émission pour certains polluants (ce qui a aidé les AT dans leurs campagnes pour l'essence sans plomb et la voiture propre ; Voir Chap. IV). Les AT, leur réseau International FoEI et les autres réseaux écologistes internationaux doivent donc lutter pour qu'un

---

<sup>5</sup> Je suis indigné par l'opposition de certains parlementaires au projet de J.C.Gayssot, Ministre des transports, de pénaliser plus lourdement les grands excès de vitesse (180 km/h sur autoroute par exemple). En fait, la Loi étant la Loi, tout excès de vitesse devrait être sanctionné plus ou moins lourdement suivant son ampleur

processus analogue s'enclenche au niveau mondial. C'est sur ce plan qu'il faut agir, plutôt que d'implorer une « exception écologique » ou « culturelle »).

D'autre part, bien que je doute que les astuces technique (du type pots catalytiques, substitués aux CFC, etc.) puissent suffire à résoudre tous les problèmes d'environnement, je les préfère beaucoup, lorsqu'elles sont applicables, à des mesures très coercitives et au lavage de cerveaux. Je me méfie de ceux qui voudraient nous transformer en hommes nouveaux (« Homo Ecologicus » ou prétendu tel) qui « laisseraient le Vieux Monde derrière eux ». « Le petit père des Peuples », le « Heissgeliebter Führer » et le « Grand Timonier » s'y sont essayés, avec les méthodes et les résultats que l'on sait. Tout simplement, il faut (se) convaincre d'accomplir quelques gestes simples : prendre les transports en commun ou le vélo plutôt que la voiture ; choisir une voiture sobre ; ne pas rouler trop vite ; économiser l'énergie, choisir des ampoules fluo-compactes et des lessives sans phosphates ; apporter les déchets qui s'y prêtent au recyclage (sans faire tris km de voiture uniquement pour cela !) ; préférer d'autres conditionnements aux bombes à aérosols ; etc. ; et enfin, adhérer aux Amis de la Terre, car il leur faut être forts afin de faire pression sur les pouvoirs publics pour que ces gestes simples ne soient pas difficiles à accomplir et soient, si possible, avantageux grâce à une fiscalité appropriée.

Mais tout cela, c'est de « l'écologie pour personnes réfléchies » comme disait un tract de 1987. On pardonnera à un « croulant » de ne pas savoir quoi proposer de plus. Sous-jacent à toute action d'envergure, il faut un souffle. A présent, en 1998, je souhaite que les jeunes gens qui viennent d'entrer dans les Conseils des AT sachent leur apporter ce souffle.

<u>Le Conseil Fédéral des Amis de la Terre, 23 septembre 2006.....</u>	<u>3</u>
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>4</u>
<u>CHAPITRE I - LA PREMIÈRE DÉCENNIE (hors nucléaire et élections).....</u>	<u>5</u>
<u>Fondations et premiers pas .....</u>	<u>5</u>
<u>Un faisceau d'influences.....</u>	<u>6</u>
<u>Une rapide prise de conscience des problèmes .....</u>	<u>9</u>
<u>Premières actions (hors nucléaire et élections).....</u>	<u>9</u>
<u>Les relations internationales .....</u>	<u>10</u>
<u>La formation et le fonctionnement du réseau .....</u>	<u>11</u>
<u>Chapitre II – les campagnes anti-nucléaires, 1970-1981.....</u>	<u>13</u>
<u>Premières actions.....</u>	<u>13</u>
<u>Naissance d'un vaste mouvement.....</u>	<u>14</u>
<u>Les Amis de la Terre et l'Information.....</u>	<u>15</u>
<u>Rassemblements et manifestations.....</u>	<u>15</u>
<u>Actions diverses.....</u>	<u>17</u>
<u>La pétition nationale pour une autre politique de l'énergie. ....</u>	<u>18</u>
<u>Le nucléaire dans le France socialiste.....</u>	<u>19</u>
<u>CHAPITRE III - LES AMIS DE LA TERRE ET LES ELECTIONS - 1974-1982.....</u>	<u>21</u>
<u>René Dumont président ! .....</u>	<u>21</u>
<u>Pour des communes écologiques .....</u>	<u>22</u>
<u>ÉCOLOGIE 78 : « pencher à Gauche ou y tomber ».....</u>	<u>23</u>
<u>Européennes : Non merci ou Oui merci ?.....</u>	<u>25</u>
<u>Prélude aux Présidentielles de 1981 .....</u>	<u>26</u>
<u>« Aujourd'hui l'écologie » .....</u>	<u>30</u>
<u>L'entre-deux tours.....</u>	<u>32</u>
<u>Des législatives improvisées .....</u>	<u>33</u>
<u>Unification de l'écologie politique ? .....</u>	<u>34</u>
<u>CHAPITRE IV - LES ANNÉES 80 : INFORMATION, PRESSION, COLLOQUES.....</u>	<u>37</u>
<u>Nucléaire, énergie .....</u>	<u>37</u>
<u>La défense.....</u>	<u>38</u>
<u>La représentation associative .....</u>	<u>39</u>
<u>Les relations internationales .....</u>	<u>40</u>
<u>Le plomb dans l'essence .....</u>	<u>40</u>
<u>Les pluies acides .....</u>	<u>41</u>
<u>Les forêts tropicales .....</u>	<u>43</u>
<u>L'eau .....</u>	<u>44</u>
<u>La couche d'ozone .....</u>	<u>44</u>
<u>Les biotechnologies.....</u>	<u>45</u>
<u>Actions diverses .....</u>	<u>45</u>
<u>Courrier de la Baleine et Buletin de Liaison .....</u>	<u>54</u>
<u>AUTRES LIVRES PUBLIES PAR DES AMIS DE LA TERRE.....</u>	<u>55</u>
<u>LE PREMIER NUMERO DU COURRIER DE LA BALEINE.....</u>	<u>56</u>
<u>LES LOCAUX DES AMIS DE LA TERRE.....</u>	<u>57</u>